

LIBR PAGE 2

Directeur : Jacques Fauvet

5, RUE DES TRAIENS
75427 PARIS - CEDEX 89
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 630672
Tél. : 246-72-23

1

les must® de Cartier
Paris

EUROPE

La conférence des P.C. européens pourrait avoir lieu au début de l'été

De notre correspondant

Moscou. — La conférence des partis communistes européens, dont la réunion est retardée depuis un an par des divergences de nature différente, pourrait enfin se tenir à Berlin-Est, soit à la fin du mois de juin, soit, plus probablement, dans le courant du mois de juillet. Telle est l'opinion de ceux qui, à Moscou, suivent les affaires du mouvement communiste international, après la dernière réunion de la commission de rédaction chargée d'élaborer le document de la conférence.

Cette commission vient de se réunir une nouvelle fois à Berlin-Est, du 4 au 6 mai. Un bref communiqué, publié vendredi, annonce que les participants ont décidé de « consacrer prochainement la conférence ». Ce texte, qui précise que les travaux se sont déroulés « dans une atmosphère franche et cordiale », affirme encore que la commission préparatoire doit se réunir une dernière fois « au début de juin ».

Les travaux préparatoires de la conférence avaient longtemps été retardés par des conflits opposant Moscou aux partis italiens, yougoslaves et roumains. Au cours d'une réunion qui s'était tenue en novembre dernier, la délégation soviétique avait insisté pour introduire dans le document final de la conférence plusieurs passages soulignant notamment le danger que présenterait pour les pays de la communauté socialiste les « prétendues répercussions » des « tensions » de l'Europe occidentale. Moscou avait également cherché à introduire une définition restrictive des alliances de gauche en Europe occidentale.

Devant les réactions extrêmement négatives enregistrées à ce sujet à Rome qu'à Belgrade et

à Bucarest, les dirigeants soviétiques ont finalement abandonné leurs prétentions. Mais de nouvelles difficultés sont apparues au lendemain du vingt-deuxième congrès du parti communiste français. Le P.C.F., qui n'a jamais été très intéressé par cette conférence, a fait savoir au mois de mars qu'il n'entendait pas cautionner un texte privilégiant les intérêts de la politique étrangère soviétique, c'est-à-dire la politique de détente en Europe au détriment des intérêts de la lutte du P.C.F. en France.

Pour autant qu'on le sache, la réunion préparatoire qui vient de s'achever à Berlin-Est n'a pas permis de résoudre les problèmes. Le fait que la conférence doit être convoquée « prochainement » permet de penser qu'un compromis a été obtenu. Ce compromis, cependant, doit maintenant être soumis à l'approbation des instances supérieures des partis intéressés (1). Il n'est pas exclu que certaines délégations, tout en se rendant à la conférence de Berlin-Est, émettent des réserves sur tel ou tel passage du document final. Ce document, qui sera long d'une vingtaine de pages, n'aura aucune valeur d'engagement pour les partis. Il ne sera d'ailleurs pas signé par les chefs des délégations présentes. — J. A.

(1) L'Humanité de ce samedi 8 mai ne parle pas de cette conférence. À Rome, l'Unità se borne à publier le communiqué de quinze lignes sans commentaire. Enfin, de retour à Belgrade, le cheik de la délégation yougoslave, M. Grilic, a indiqué qu'il est impossible de prévoir une date de la conférence de rédaction. Ce qui exige un certain temps (1...), certains partis ne peuvent statuer qu'au niveau du comité central.

Italie

M. Giovanni Agnelli pourrait se présenter aux prochaines élections

De notre correspondant

Rome. — M. Giovanni Agnelli, P.D.G. de Fiat et président sortant du patronat (Confindustria), s'apprête-t-il à faire son entrée dans la politique active à l'occasion des élections législatives du 30 juin ? On le dit avec insistance de divers côtés, malgré un démenti de l'intéressé, qui a laissé entendre, il y a quelques jours, qu'il préférerait être candidat au Parlement européen. Si, finalement, M. Agnelli briguait un poste de député à Turin, ce serait évidemment un fait politique de première importance, qui donnerait un autre ton à la campagne en cours.

Depuis des années, on évoque régulièrement une telle hypothèse, que nombre d'observateurs politiques du revers de la main. Le P.D.G. de Fiat, remarque-t-on, exerce une influence bien plus

grande là où il est. Qu'aurait-il fait au Parlement ou même au gouvernement, dans ce régime parlementaire si peu adapté à sa stature ?

Les rumeurs, cette fois, ont dûment été démenties. La fin du mandat de M. Agnelli à la Confindustria, le 30 juin, n'est pas, en soi, une date déterminante. D'autre part, les déclarations qu'il a multipliées ces derniers jours témoignent d'un plus grand engagement. « Nous ne pouvons plus assister en simple spectateur aux événements cruciaux qui agitent notre pays », a-t-il dit, il y a quelques jours, aux patrons italiens. Le vice-président de la Confindustria, M. Mauro Obereggsbacher, n'aurait pas attendu cette exhortation pour annoncer sa propre candidature sur une liste républicaine. — R. S.

LA « GUERRE DE LA MORUE »

Nouveaux affrontements dans les zones de pêche islandaises

De notre correspondant

Reykjavik. — De graves affrontements ont opposé, dans la nuit de jeudi à vendredi, des navires britanniques et garde-côtes islandais. Deux trépaniers fortement endommagés ont dû regagner la Grande-Bretagne, tandis que le garde-côte 797 s'est vu contraint de regagner un petit port de la côte sud de l'Islande où il sera réparé.

Ces affrontements interviennent après une période de calme d'un mois, et qui sont les plus violents jamais enregistrés dans cette troisième guerre de la morue, ont, à première vue, de quoi surprendre. Certes, les négociations sur les droits de pêche étaient interrompues depuis la rupture, le 19 février, des relations diplomatiques entre les deux pays, mais, parallèlement, les rapports islando-britanniques ne s'en portaient pas plus mal.

Tout a commencé lorsqu'au début de la semaine les cargos islandais ont recommencé à couper les câbles des chalutiers britanniques. Une fois encore, des raisons de politique intérieure n'ont pas empêché les deux pays de s'écarter à cette reprise des hostilités. Le gouvernement de M. Geir Halgrímsson présentait en effet au Parlement un projet de loi instituant une taxe de 10 à 18 % sur certains produits importés destinés à financer la défense des eaux de pêche. Le rôle des garde-côtes venait à point nommé renforcer l'ardeur patriotique des députés réticents. Les trépaniers britanniques, rapides, mais fragiles, et que le moindre dommage contraint à regagner l'Angleterre, répliquaient mollement.

Les capitaines des chalutiers britanniques mirent alors leur gouvernement en demeure de ren-

forcer sa protection. Ils réclamaient également des indemnités. N'ayant pas reçu de réponse, ils quittèrent, le 4 mai à minuit, les eaux islandaises. Ils étaient menacés de lourdes amendes si, quand les armateurs leur donnaient l'ordre de rebroussement, ils ne se conformaient pas. Les chalutiers s'indignèrent, mais à Reykjavik, où l'hiver fait de brusques retours et où la neige recouvre de nouveaux les pelouses déjà vertes, on vit dans cette retraite momentanée une preuve de la détermination britannique.

« Les chalutiers ont fini par abandonner la partie », déclarait imprudemment un responsable des garde-côtes. Le soir même il fallait déchanter. Des le retour des chalutiers, les trépaniers, dont le nombre sera finalement porté à six, semblent avoir reçu pour mission de montrer la détermination du gouvernement britannique de renforcer la protection de ses pêcheurs et cela avec d'autant plus d'efficacité qu'il refusait probablement de leur verser des indemnités demandées. La chasse aux garde-côtes fut donc menée bon train, avant même que ces derniers ne s'approchent des chalutiers. L'effet de surprise est venu de ce que les garde-côtes faisaient montre de la même détermination ont soutenu la contre-attaque.

Chaque vendredi comptait ses blessés. Évalué à la surface des vagues enfoncées aux Islandais, mais loin de chasser victorieux, le premier ministre, M. Geir Halgrímsson, et le ministre de la Justice, M. Ólafur Jóhannesson, mettaient les Islandais en garde contre un sentiment de victoire sans doute illusoire.

GERARD LEMARQUIS.

Espagne

VERS UNE CRISE POLITIQUE A MADRID

Les contacts se multiplient entre les libéraux du régime et les représentants de l'opposition modérée

Le ministre de l'Information, M. Adolfo Martín Camero, a annoncé, le vendredi 7 mai, que le conseil des ministres avait adopté un programme de réformes des institutions, qui prévoit la dissolution des Cortes et la création de deux organes législatifs, une Chambre des députés et un Sénat. D'autre part, une nouvelle chambre du Tribunal suprême, fonctionnant comme une cour constitutionnelle, sera chargée de veiller à la conformité des lois et des décrets gouvernementaux à l'ensemble des lois

fondamentales de l'Etat. Cet ensemble de réformes sera soumis au conseil national pour information, puis aux Cortes. Elles feront l'objet d'un référendum en octobre prochain. Ces projets, jugés insuffisants par l'opposition, suscitent de graves dissensions au sein même du gouvernement. Depuis une semaine les contacts se multiplient entre la fraction la plus libérale du régime et les représentants de l'opposition modérée.

De notre envoyé spécial

privé, leurs réticences. Les échos concordants qui viennent de la Zarzuela dépeignent un roi Juan Carlos lui-même mécontent du comportement du chef du gouvernement.

Les dissensions au sein du premier gouvernement de la monarchie ont été dénotées à l'annonce des « explications de texte » fournies successivement depuis une semaine dans les milieux autorisés à l'annonce d'un référendum constitutionnel. « La crise est véritablement ouverte », affirme le directeur d'un quotidien madrilène.

À ce stade, et malgré les précisions apportées vendredi par le ministre de l'Information, les questions soulevées par les imprécisions du discours du 28 avril demeurent nombreuses. Le référendum reporté à octobre ne sera-t-il pas un simple « contrat » passé entre les dirigeants néo-franquistes et la nation ? Comment concilier un système qui veut conserver les mécanismes de la démocratie organique — corporation, syndicat, famille — et un authentique suffrage universel direct et secret ? Le référendum à deux questions ne risque-t-il pas indirectement d'affaiblir une monarchie qui aurait été aisément plébiscitée en juin ? Le nouveau conseil du royaume ne sera-t-il pas l'organe suprême de cette démocratie à l'espagnole ? Quels seront les pouvoirs respectifs du Sénat, refuge des hiérarchies du régime, et du congrès, où l'on compte actuellement trois cents députés ? Devant qui sera responsable le gouvernement ? Et qui aura l'initiative des lois ?

Un opposant reçu par le roi

Bien que les avocats du programme Arias s'en défendent, il semble que l'idée centrale du plan consiste à privilégier le Sénat. Et ils font d'ailleurs volontiers allusion au Sénat des Etats-Unis. Étant donné les privilèges du conseil national du Mouvement, qui disparaît en se fondant dans la Chambre haute, le Sénat devrait être le gardien des lois fondamentales du franquisme. Son président serait en même temps président des Cortes et du conseil du royaume, un poste-clé. Enfin le Sénat disposerait du redoutable pouvoir du « contrafuero », recours constitutionnel en matière législative.

Le silence de M. Arias sur la réforme syndicale — dont l'union n'est nulle réalité — par les dirigeants des syndicats officiels — trouble aussi la classe politique et les secteurs libéraux du gouvernement. « Avec une bonne réforme syndicale, dit un ministre, nous aurions sans doute évité Vitoria... »

Est-ce tout à fait une coïncidence si Juan Carlos, recevant le secrétaire général de l'organisation syndicale officielle, a déclaré jeudi : « La réforme syndicale ne peut pas être séparée de la réforme politique » ?

Unité Éditoriale très commentée à Madrid : celle de M. Gil Robles par le roi (le Monde du 7 mai). Ancien ministre de la République avant la guerre civile, ancien leader de la CEDA, le bloc des droites, adversaire du Front populaire, M. Gil Robles, qui porte

ses soixante-dix-neuf ans avec verdeur, est aujourd'hui le dirigeant de la Fédération populaire démocratique, un groupe démocrate-chrétien modéré. Celui-ci vient d'adhérer, ainsi que la Gauche démocratique de M. Ruiz Jimenez à la Coordination démocratique qui groupe toutes les formations de gauche, y compris les communistes. Les conditions posées par les amis de MM. Gil Robles et Ruiz Jimenez à la Coordination démocratique pour leur entrée dans le front commun de la gauche ont toutes été acceptées, à commencer par la règle de la non-unicité pour les décisions.

Soucieux d'éviter à tout prix cette « mise sur la touche » que le régime a décriée « a priori » leur égard, les communistes sont évidemment les derniers à discuter les conditions posées par de nouveaux alliés de la Coordination que l'on appelle à Madrid la « Plataforma ».

Quant à M. Gil Robles, il n'a pas, selon son habitude, maché ses mots pour condamner le discours-programme de M. Arias Navarro. Ce n'est donc pas seulement un vieux politicien prestigieux que Juan Carlos a reçu à la Zarzuela pendant une heure et demie, mais aussi l'un des porte-parole de cette Coordination démocratique exclue du jeu électoral par le chef du gouvernement. M. Gil Robles est partisan de la convocation d'une Assemblée constituante, seule méthode, selon lui, permettant de préparer sérieusement une réforme des institutions. C'est-à-dire une « rupture » recommandée par l'opposition de gauche et écartée résolument par les hommes du régime regroupés derrière M. Arias Navarro.

Le discours du 28 avril a déjà deux conséquences notables. D'abord, les contacts de coulisses se multiplient entre les libéraux du régime et les porte-parole de l'opposition modérée. Des offres concrètes de pourparlers discrets ont été faites ces derniers jours par des ministres libéraux à l'adresse de dirigeants démocratiques catalans ou castillans. Les différents courants socialistes amorcent un mouvement de fusion. Bien des obstacles restent à surmonter. Des rivalités personnelles demeurent. Mais le retour d'un grand parti socialiste espagnol « à la française » est en train de prendre corps. Les communistes sont les premiers à s'en féliciter.

MARCEL NIEDERGANG.

LE MODE D'ÉLECTION DES DÉPUTÉS ET SÉNATEURS

À l'issue du conseil des ministres qui a adopté le programme de réforme, le ministre de l'Information a apporté les précisions suivantes concernant les prochaines élections :

Pour les trois cents députés, l'élection se fera au suffrage universel direct au scrutin secret pour tous les Espagnols majeurs inscrits. Il y aura un député par cent habitants, chaque province ayant droit au minimum à deux députés.

Sur les deux cent quatre-vingt-cinq sénateurs, deux cents seront élus au suffrage universel, leur candidature étant proposée par les corporations locales et les syndicats. Quarante sénateurs seront nommés à vie ; leur groupe correspond aux membres actuels du conseil national du Mouvement qui avaient été désignés par le général Franco. Mais ils perdent un privilège : lorsqu'un siège deviendra vacant par leur décès, ils ne coopèrent plus eux-mêmes le nouveau titulaire. Vingt-cinq autres sénateurs seront nommés par le roi à chaque législature. Les vingt derniers seront élus par les corporations professionnelles et les institutions de droit public reconnues par les lois.

● Le pèlerinage traditionnel des carlistes espagnols dans la localité navarraise de Montejurra, le 9 mai, a été interdit par les autorités espagnoles. Les partisans du prince Charles-Hugues, qui entendent ainsi célébrer le souvenir des morts des trois guerres carlistes, ont décidé de maintenir leur rassemblement. — (Corresp.)

L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL DE L'EUROPE A PRÉPARÉ L'ADHESION DU PORTUGAL

(De notre envoyé spécial.)

Strasbourg. — Quatre députés portugais ont été reçus vendredi 7 mai par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Sur les cent quarante-sept membres de l'Assemblée n'étaient présents pour les accueillir qu'une trentaine de parlementaires. L'année dernière, lorsqu'il s'agissait d'exprimer leurs vœux à l'égard de l'évolution politique au Portugal, les parlementaires européens étaient beaucoup plus nombreux.

Les trente parlementaires européens présents sont parvenus, dans une large mesure, à rattraper la chaleur de leur accueil. Les qualifications glorieuses dont ils ont gratifié le peuple portugais et leurs appels répétés à un accroissement rapide de l'aide morale que les pays européens ont trop lentement jusqu'ici octroyée au Portugal.

À l'unanimité, l'Assemblée parlementaire, présidée par M. Csernecz (socialiste autrichien), a adopté le rapport de M. Gessner (socialiste allemand) demandant que les membres du Conseil de l'Europe intensifient leurs relations avec les représentants libéraux élus du Portugal jusqu'à ce qu'un président de la République élu ait tiré les conséquences des résultats des élections législatives préparant ainsi la voie à l'adhésion du Portugal au Conseil de l'Europe.

Il ne fait pas de doute que l'admission du Portugal comme dix-neuvième membre du Conseil interviendra lors de la session prochaine de l'Assemblée en septembre. L'Assemblée a d'ailleurs approuvé, vendredi 7 mai, la proposition de M. Aubert (social-démocrate suisse) demandant que le Portugal reçoive dès le début de la prochaine session le statut d'observateur.

En conclusion du débat, M. Csernecz a donné la parole aux quatre députés portugais dont les interventions empreintes de passion et d'espoir ont contrasté avec les déclarations qui avaient précédé tout au long d'une session marquée par la résignation et le découragement.

La stagnation dans laquelle se trouve aujourd'hui la coopération européenne et la carence du comité des ministres du Conseil, qui a résolu jeudi ses travaux par un communiqué sans substance, n'ont pas été, évidemment, de nature à remonter le moral de l'Assemblée.

JEAN SCHWABEL.

M. SCHMIDT : le processus des abandons de souveraineté se poursuivra

Bonn (A.F.P.). — Le chancelier d'Allemagne fédérale, M. Schmidt, a estimé, vendredi 7 mai, que le processus des « abandons de souveraineté » des pays européens se poursuivra.

Dans une interview télévisée, M. Schmidt, après avoir précisé qu'« un chef de gouvernement doit naturellement être prudent dans ses déclarations sur la situation dans les États amis », a dit : « Sur le plan économique, et en partie aussi sur les plans social, monétaire et financier, nous sommes tellement liés les uns aux autres que des décisions prises par un pays ont très rapidement des conséquences chez le voisin ».

Faisant ensuite allusion aux récents soulèvements par ses récentes déclarations, il a ajouté : « Des gouvernements étrangers nous ont aussi critiqué au sein du Marché commun. On nous a, en particulier, très sévèrement reproché en 1975 un endettement public insuffisant. Des gouvernements amis — je m'abstiendrai de les citer — ont déclaré très ouvertement que nous devions encore accroître notre endettement public ».

M. FITZGERALD : les déclarations du chancelier sur le gaullisme sont inacceptables

M. Charles Fitzgérald, membre du secrétariat du P.C.F., a protesté à son tour, vendredi 7 mai, au micro de France-Inter contre les déclarations du chancelier d'Allemagne fédérale mettant en cause le conservatisme du gaullisme (le Monde du 7 mai). M. Jacques Chirac s'est déjà élevé contre ces propos.

M. Fitzgérald a déclaré : « Je voudrais dire un mot des déclarations de M. Schmidt, assimilant le gaullisme au salazarisme et au franquisme. Nous ne pouvons pas accepter que l'on fasse une telle comparaison. Nous n'oublions pas que les communistes ont été aux côtés des gaullistes pendant la Résistance et précisément contre le fascisme hitlérien, qu'il y a eu des ministres communistes dans les gouvernements du général de Gaulle et que nos efforts ont été communs de nous retrouver dans l'histoire des dernières années ».

Week-end Ascension MAROC

5 jours

Départ 26 mai, 20 h. 50

Retour 30 mai, 20 h. 50

1200

tout compris, hôtel 4 étoiles, repas, visites, excursions

RÉSERVATIONS :

vos Agence de Voyages... ou

MACHREB CONSEILS

260-92-44 - 260-86-89 (ouvert samedi)

Lie. A 101.

سكراة الرحال

ASIE

Singapour

M. Lee Kuan-yew, Pékin et l'Internationale socialiste

M. Lee Kuan-yew commence le 10 mai une visite officielle en Chine. Le premier ministre de Singapour a, depuis des années, annoncé qu'il serait le dernier responsable de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique) à nouer des relations avec Pékin. De fait, il a été précédé dans la capitale chinoise par les dirigeants philippins, malaisiens et thaïlandais. Seuls, depuis le coup d'Etat manqué de 1965, les Indonésiens ont rompu tout contact officiel avec la grande puissance socialiste asiatique, qu'ils ont cependant reconnue.

M. Lee Kuan-yew a pourtant décliné l'an dernier à Pékin son ministère des affaires étrangères. Mais, s'il a hésité pendant si longtemps à franchir le pas, c'est à cause de la composition toute particulière de la population qu'il gouverne (d'une main de fer d'ailleurs) : elle est à plus de 75 % chinoise et M. Lee entend la protéger de tout germe de « subversion ». Sa politique culturelle et sociale — et jusqu'à l'urbanisme dont il dicte les règles — vise à couper les liens qui pourraient rattacher aux Singapouriens, dans leur immense majorité, les origines de la Chine continentale. M. Lee a, d'autre part, voulu éviter, en prenant langue trop tôt avec Pékin, que ses voisins malaisiens et indonésiens ne la considèrent comme « le Chinois » qui, s'entendant avec les Chinois, se livre à des actions dommageables pour le monde malais.

Certes, les grands magasins de Singapour regorgent de marchandises venues de Chine populaire (mais aussi de Taïwan). Certes, Pékin poursuit ses activités bancaires dans l'île. Mais la présence économique (dans le port notamment) est autrement visible et, de toute façon, les médias réels de l'économie moderne sont les capitalistes américains, nippons et, accessoirement, européens. Désireux d'intégrer son pays dans la sphère d'influence des puissances anticomunistes, M. Lee est moins que jamais décidé à relâcher son emprise sur une population élevée dans la culture de la discipline et du profit. Et pourtant, il se déclare « socialiste » et ne manque aucune réunion de l'Internationale. Il y a là, pour le moins, une ambiguïté, qui pourrait être levée cette année.

L'affaire est évoquée depuis environ deux ans dans les milieux de l'Internationale, en particulier par les Britanniques et les Français. L'an dernier, le parti travailliste néerlandais a fait savoir qu'il était favorable.

ÉTATS-UNIS

Usant de son veto

LE PRÉSIDENT FORD S'OPPOSE AU CONTRÔLE DU CONGRÈS SUR L'AIDE MILITAIRE A L'ÉTRANGER

Washington (A.F.P.). — Le président Ford a opposé le vendredi 7 mai son veto au projet de loi d'aide militaire à l'étranger pour l'année fiscale 1976. Le texte, portant sur 4,4 milliards de dollars, prévoit un contrôle plus important du Congrès sur les ventes d'armes à l'étranger. Le chef de l'État a indiqué dans une lettre au Sénat accompagnant son veto que le texte « mettrait un obstacle sérieux à l'exercice des responsabilités constitutionnelles du président pour la conduite des affaires étrangères ».

Le projet de loi limite notamment à 9 milliards de dollars par an les contrats d'armement passés entre les États-Unis et d'autres pays. D'autre part, pour tout contrat supérieur à 25 millions de dollars, le Congrès pourra désormais opposer son veto (notre correspondant à Washington avait analysé ce projet dans le Monde daté 22-23 février 1976).

« En imposant un plafond arbitraire pour les ventes d'armes, le projet limite notre capacité de répondre aux besoins légitimes de défense de nos amis », souligne le président dans son message.

M. Ford ne fait aucune mention dans sa lettre de l'augmentation demandant 550 millions de dollars d'aide pour Israël pour les trois mois ajoutés à l'année fiscale 1976 (1^{er} juillet - 30 septembre).

Avant l'adoption du projet de loi par le Congrès, M. Ford avait indiqué dans un message au Sénat qu'il était opposé à ce supplément, car, selon lui, l'assistance déjà reçue par l'État hébreu était suffisante.

à l'expulsion de Singapour de l'organisation (le Monde du 18 novembre 1975). Ce même parti a dénoncé la répression politique dans l'île et notamment le maintien en prison, sans jugement, depuis parfois plus de treize ans, d'opposants communistes. Il affirme aussi, non sans raison, que la liberté de la presse n'existe plus depuis longtemps dans le pays et que les droits des travailleurs y sont constamment violés.

Or, dans une lettre adressée à l'Internationale, M. Lee vient de menacer de quitter l'organisation si la campagne menée contre lui ne cesse pas. Il serait « insensé », écrit-il, de remettre en liberté des partisans de la lutte armée.

Dans les mots qui viennent, l'Internationale devra trancher. Les Néerlandais, les Français, les Britanniques, les Scandinaves paraissent désormais décidés à exclure Singapour. Ils sont désormais en possession de dossiers (1) dont M. Lee Kuan-yew ne conteste d'ailleurs pas l'authenticité. Il a raison de dire que les communistes d'Asie du Sud-Est sont « différents des communistes ouest-européens ». A vrai dire, ce sont essentiellement les sociétés qui sont autres. Mais l'Internationale peut difficilement continuer de « couvrir » des méthodes de gouvernement qui n'ont strictement rien à voir avec le socialisme.

JACQUES DECORNOY.

Chine

LE MINISTRE FRANÇAIS DE LA SANTÉ A ÉTÉ REÇU PAR M. HUA KUO-FENG

Pékin (A.F.P.). — Mme Vell, ministre français de la santé, est arrivée jeudi 8 mai en visite en Chine, a été reçue vendredi à Pékin par le premier ministre, M. Hua Kuo-feng.

Ce geste, estime-t-on dans les milieux diplomatiques de Pékin, traduit la volonté de la Chine d'actualiser les relations franco-chinoises après la destitution du vice-premier ministre, M. Teng Hsiao-ping. Il y a deux mois, il s'agit en effet de la première rencontre entre un ministre français et le nouveau premier ministre chinois, nommé le 7 avril. Seul un autre ministre d'Europe occidentale, M. Cressat, chef du Foreign Office, avait été reçu par M. Hua Kuo-feng.

Pendant l'entrevue, le premier ministre a demandé au ministre français de transmettre au président de l'Assemblée nationale, M. Chirac, un « message d'amitié ». Interrogée par l'A.F.P., Mme Vell a indiqué que les entretiens avaient été consacrés pour moitié à un « tour d'horizon » des problèmes de politique étrangère, et pour moitié aux problèmes de médecine et de santé. Mme Vell a aussi été reçue par Mme Liu Shiang-ping, ministre de la santé, qui a séjourné en France l'an dernier.

PROCHE-ORIENT

La gauche libanaise et l'élection présidentielle

(Suite de la première page.)

Vers 10 heures locales, M. Chamoun hésitait encore à répondre à l'appel et déclarait à l'un de ses intimes : « Je n'ai pas envie de me faire tuer pour M. Sarkis ». Ce dernier, le candidat de la droite, est resté à l'hôtel Carlton protégé par plusieurs dizaines de miliciens de la Sekka.

La veille, en fin d'après-midi, la gauche paraissait avoir perdu la partie. Son candidat, M. Raymond Eddé, la mine défilée, venait de recevoir un groupe de députés de la Bekaa, venus l'assurer de leur « fidèle amitié » et l'informer de leur décision de voter pour son concurrent, M. Elias Sarkis. « Vous comprenez, ajoutaient-ils confus, nos circonscriptions sont virtuellement occupées par l'armée syrienne... ».

Selon certaines estimations, quelque quinze à vingt mille militaires de Damas campent des deux côtés de la frontière toute proche, sans compter les éléments de la Sekka qui quadrillent le pays.

L'après-midi de vendredi avait été déprimant pour M. Eddé. M. Yasser

(Suite de la première page.)

Le chef d'état-major, le lieutenant-général Ziaur Rahman, qui, en outre, a directement sous ses ordres le gros des forces bengalaises — trente mille hommes et une quarantaine de chars T-54, dont la plupart ont cependant été éloignés de la capitale, — tente actuellement de maintenir sa suprématie. Le chef d'état-major, M. H. Khan, et le général de division aérienne, M. K. Bashar, qui vient de succéder au général G. Tawab ne peuvent aligner que quelques centaines d'hommes et, respectivement, trois patrouilleurs et quatre Mig-21 en état de marche.

Si ces trois officiers portent le titre d'administrateur adjoint de la loi martiale, si le président, M. A.M. Sayem, est à la fois administrateur principal et responsable de la défense, de la diplomatie, de la justice et des affaires parlementaires, c'est uniquement afin que le nouveau régime présente une façade constitutionnelle. Homme sans grand relief, le président fut l'héritier légal du pouvoir après le départ de M. Mosh-taque Ahmed, parce qu'il était président de la Cour suprême. Nul officiel invite les journalistes à le rencontrer. Et les « conseillers » dont il s'est entouré, et qui ont chacun la charge de plusieurs ministères, sont des personnalités civiles modestes sans assises politiques, des « fossiles », des « pontifes », disent irrévérencieusement des Bengalis.

Malgré la présence du triumvirat militaire, la dichotomie du pouvoir fait peser une incertitude sur ses intentions. Sans doute pour le dissuader, un haut dirigeant nous a assuré, sans se montrer catégorique, que des élections générales auraient bien lieu en février 1977, comme l'ancien président Mosh-taque Ahmed en avait pris l'engagement. L'armée retrouvera ensuite, a-t-il dit, la fonction qui lui est normalement dévolue. Son attitude définitive dépendra vraisemblablement de l'évolution de la situation d'ici à un an.

Une armée fragile et indisciplinée

Si ses chefs sont au pouvoir, l'armée demeure fragile. Ce n'est plus un regroupement d'unités hétéroclites de guérilleros vindicatifs : ce n'est pas non plus, bien qu'elle soit constituée de soldats de métier, un corps homogène, discipliné. Les événements sanglants d'août et de novembre derniers ont tout de même précipité une décastration dans ses rangs. Les jeunes officiers, qui massivement ont rejoint Mujibur Rahman, ses proches puis, en novembre, tous les principaux notables de la Ligue Awami, ont trouvé asile en Libye. Une quarantaine d'officiers et de sous-officiers auraient été tués au cours du soulèvement du 7 novembre fomenté par des soldats militants de l'armée révolutionnaire du peuple, « branche militaire du parti socialiste national (Janyo Samakshatik Dik) (J.S.D.) en bengali ». Le général Khalid Mosharraf et la plupart de ses partisans, qu'il serait trop simpliste de tous considérer comme « pro-Indiens », furent liquidés

dans ces affrontements, et le lieutenant Ziaur Rahman (Zia pour les Bengalis) porté au pouvoir (le Monde du 10 décembre 1975).

Aujourd'hui, la hiérarchie compte moins d'anciens responsables des forces de libération de 1971 que d'officiers sortis des rangs de l'armée pakistanaise. Ceux-ci ne se rallieront pourtant que tardivement à la cause de l'indépendance et furent tenus à l'écart ou placés à des postes secondaires sous le régime Mujibur Rahman. De surcroît, Zia n'a pas hésité à faire arrêter, dès le 24 novembre, les dirigeants du P.S.N., qui avaient espéré qu'il déclencherait une véritable révolution socialiste et nationaliste. Les frères de l'un d'eux, le colonel Tayer, héros de la guerre de libération, devaient être quelques jours plus tard impliqués dans la tentative d'enlèvement, ressemblant fort à un attentat, de l'ambassadeur de l'Inde à Dacca, M. Samar Sen. Le général Zia, soldat nationaliste certes, mais nullement révolutionnaire, voulu ainsi couper court à l'effervescence dans l'armée avant qu'elle dégénère en véritable guerre civile. D'un contre-coup d'Etat anti-indien, populaire et teinté de gauchisme, est né l'embryon d'un régime que l'on ne peut qualifier pleinement de militaire et qui se démarque du passé récent de la gauche, au point de pencher plutôt à droite.

On estime généralement que la lutte pour le pouvoir devrait connaître maintenant un répit, faute de combattants. Mais il serait imprudent d'affirmer qu'il n'y aura plus de règlements de comptes armés (1).

D'autre part, la hiérarchie militaire est certes, par privilège dans un pays où la pauvreté domine, pour se laisser séduire par l'idée de la lutte des classes. Elle a déjà pris, de fait, ses distances par rapport au peuple. Mais les soldats, plus proches de celui-ci, viennent encore de se laisser aller à des actes que l'on qualifie volontiers d'indisciplinés. Le général Ziaur Rahman a dû se rendre il y a quelques semaines à Chittagong pour enrayer la mutinerie d'unités réclamant des conditions de vie comparables à celles de leurs supérieurs.

Le Bangladesh a un nouveau chef, soldat incorruptible, au demeurant sa seule « figure » nationale actuelle, respecté dans l'armée et le pays, capable de restaurer sa crédibilité internationale. Cet « homme fort » tire une grande partie de sa popularité du fait qu'il proclama l'indépendance en mars 1971, à Chittagong, et qu'il prit localement la direction de la lutte contre l'armée pakistanaise. Au même moment, les politiciens minables de la Ligue Awami fuyaient vers un confortable exil à Calcutta, et M. Rahman se laissait arrêter. Zia dégage, à moins de quarante ans, une impression de sérénité et de maîtrise de soi, rares dans ce peuple sujet aux emportements passionnels. Homme des casernes, il se familiarise vite avec les problèmes politiques et, si certains de ses décisions paraissent contradictoires, c'est sans doute parce que le régime est encore en quête d'une politique.

Toutes ses initiatives ne vont pas, pour l'heure, dans le sens

d'une réconciliation nationale. Homme d'ordre, il a déjà mis sur pied une force spéciale de police de douze mille hommes. La vie politique est neutralisée. Les droits fondamentaux sont suspendus. Et il y a peu de chances que le parti de la moyenne bourgeoisie nationale, qui lutta pour l'autonomie puis, malgré lui, pour l'indépendance, revive après la liquidation physique de ses responsables et d'un certain nombre de ses représentants locaux les plus corrompus. Le régime montre cependant une certaine mansuétude. De même que le général Ziaur Rahman a pardonné à plusieurs officiers féons, de même les anciens ministres de M. Mujibur Rahman, MM. Abdus Samad et Abdou Aziz, et l'ancien président de la Croix-Rouge du Bangladesh, dont il dilapida les ressources, M. Golam Mostafa, n'ont été condamnés qu'à des peines d'emprisonnement.

La vie politique neutralisée

La principale opposition (clandestine) est celle du P.S.N. Il est difficile de définir son programme et de mesurer son audience — sinon auprès des étudiants, où elle est prédominante. A l'origine de ce mouvement, on trouve une faction des étudiants de la Ligue Awami qui, après l'indépendance, glissa dans l'opposition et se radicalisa. Nationalistes ombrageux, les membres du P.S.N. se disent partisans de l'action révolutionnaire et d'un socialisme « scientifique », en vue d'éliminer « les ennemis de classe » et de consolider l'indépendance. L'extrême gauche communiste marxiste-léniniste, peut-être parce qu'elle demeure à ses débuts le succès de rencontre ou mouvement dynamique auprès des jeunes, accuse le P.S.N. d'être la « seconde ligne de défense » de l'Inde (après la Ligue Awami) au Bangladesh. Pourquoi, dès lors, serait-il à l'origine de la rébellion du 7 novembre et de l'incident de l'ambassade de l'Inde ?

On sait cependant avec certitude que le « cerveau » du groupe, Sirajul Alam Khan, est un excellent organisateur, très sensible au mouvement du peuple, et qu'il a naguère flirté avec quelques trotskistes. Il échappe pour le moment à la police. Est-il vraiment l'apôtre qui éveillera la conscience des paysans (sans terre dans la proportion de 40 %) et exploitera le potentiel révolutionnaire qu'ils représentent ?

Ce n'est certes pas ce que prétendait faire le modeste P.C. pro-soviétique et son successeur, le parti national Awami de M. Mujibur Rahman. Certains de leurs militants ont néanmoins été récemment arrêtés. Demeurés dans la mouvance de la Ligue Awami, ces petits groupes sont marqués de l'approbation frappant tous ceux qui ont travaillé pour l'unité avec l'Inde et l'Union soviétique. Il n'a pourtant pas été prouvé que New-Delhi fût impliqué directement dans le coup d'Etat du général Mosharraf.

« La menace d'une agression indienne et le danger du socialisme révolutionnaire », exigent, selon les communistes marxistes-léninistes, de travailler pour l'unité nationale et la restauration de la démocratie. M. Mohammed Toha, chef du parti communiste du Bangladesh (M.L.), qui

nous a tenu ces propos, affirme en outre que, pour cette raison, il est disposé à coopérer avec le gouvernement aussi longtemps que celui-ci s'engagera à défendre l'indépendance nationale, il ne le soutient pas pour autant. « La question de la lutte armée ne se pose pas au stade actuel », ajoute-t-il. Aussi, cette formation minuscule apparaît-elle, pour la première fois depuis longtemps, au grand jour, tandis que des milliers de maoïstes arrêtés sous le gouvernement Mujibur Rahman sont toujours incarcérés. (D'anciens « collaborateurs » sont par ailleurs libérés ; on estime à soixante mille le nombre de prisonniers politiques de toute tendance). Plusieurs groupuscules proches se tiennent dans une semi-clandestinité. Tous travaillent toutefois à l'unité du mouvement.

En revanche, à l'extrême droite, les milieux les plus traditionnalistes, farouchement attachés à l'islam, autrefois défenseurs acharnés du Pakistan, avec lequel ils demandent que le Bangladesh forme une confédération, sont ragailardés par la liberté qui leur est laissée de tenir des réunions publiques dans un pays où les assemblées politiques sont interdites.

Certes, le général Ziaur Rahman est un authentique laïc. C'est surtout le général Tawab, homme de droite, résolument conservateur et pro-occidental, qui, jusqu'à sa démission récente, « les idées du Prophète ». Il reste que le régime flirté avec les éléments les plus réactionnaires.

Doit-on voir dans ce geste la révése d'une équipe en quête d'appuis politiques ? A défaut de posséder une idéologie, désireuse de mobiliser l'opinion en faisant appel à la dialectique unificatrice de l'islam au moment où les relations sont difficiles avec l'Inde ? Les moulans — les prêtres religieux — conservent une certaine influence en milieu rural. Mais, comme le souligne un intellectuel : « Que peuvent-ils inspirer aux jeunes ? » Peut-être veut-on seulement donner des gages à une clientèle capable de contenir, le moment venu, la jeunesse. Une alliance de fait est, en tout cas, en train de se nouer entre les traditionalistes, la bourgeoisie dirigeante (de l'administration et des affaires) et l'armée.

(1) La récente démission du second personnage de la justice (le Monde du 4 mai), le général Tawab, qui est très hostile aux Indiens et est un militant exalté de l'islamisme, constitue le dernier en date des affrontements au sein de la junte. Cette démission a été annoncée au moment où on apprenait que l'un des jeunes officiers exilés en Libye, le colonel Rashid, venait de séjourner à Dacca dans l'intention de convaincre le régime de laisser l'ensemble du groupe retourner au Bangladesh par le biais du lieutenant-général Ziaur Rahman de quitter le pays. Arrivé à Bangkok, le colonel Rashid a déclaré au Washington Post qu'il estimait les signes croissants « de rébellion » au sein des forces armées. Un autre jeune officier du groupe d'exilés, le colonel Syed Farook Rahman aurait refusé à rejoindre son ancienne unité de choc.

GERARD VIRATELLE.

Prochain article :

UN DÉVELOPPEMENT NATIONAL ?

A travers le monde

Cambodge

• TROIS CENTES ANCIENS MILITAIRES DE L'ARMÉE REPUBLICAINE ont été exécutés à la mitrailleuse par les communistes en janvier, ont rapporté deux anciens officiers qui se sont présentés récemment à la frontière thaïlandaise, blessés et à moitié fous. Les exécutions auraient eu lieu les 6 et 15 janvier dans la province de Battambang. — (A.F.P.)

Comores

• M. MOHAMED TAKI, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement de M. Ahmed Abdallah, figure parmi les douze personnes arrêtées aux Comores (le Monde du 6 avril), à la suite de la découverte d'un complot visant à assassiner le chef de l'Etat, M. Ali Sollih.

Laos

• UNE DIPLÔMATE LAOTIENNE EN POSTE A BANGKOK a refusé de rentrer à Vientiane pour suivre « un cours de rééducation ». Dans les milieux diplomatiques de Bangkok, on croit savoir que Mlle Soumalha Norn, premier secrétaire à l'ambassade du Laos, va demander le droit d'asile à la France.

le MAROC

le DROIT

le DROIT

le DROIT

le DROIT

le DROIT

le DROIT

le DROIT

le DROIT

صحة الانسان

RELIGION

LA JOURNÉE MONDIALE DES VOCATIONS

Quels prêtres pour quelle Église ?

Après les prêtres, en 1974, puis les religieux et religieuses, en 1975, ce sont tous les baptisés qui fourniront le thème de la Journée mondiale des vocations, le dimanche 9 mai : « Tous différents, tous serviteurs ».

Se sera-t-on rabattu sur la vocation de tous les baptisés devant la pénurie de vocations

sacerdotales ? Au contraire, c'est un effort fondamental et à long terme qui est demandé, puisque c'est la communauté chrétienne tout entière, composée de membres divers ayant chacun son rôle propre à jouer, qui doit susciter les ministères laïcs, diaconaux et sacerdotaux, dont elle a besoin, et qui seront « créés » par l'Église en la personne de l'évêque.

En interpellant tous les chrétiens, le thème de la Journée des vocations semble avoir été choisi pour mettre la communauté croyante devant ses responsabilités. Si elle veut des prêtres, qu'elle en « fournisse » ! La désignation des ministères pose toutefois un certain nombre de questions, écrit le Père Jean Rigal, coordonnateur du Centre national des vocations, dans une plaquette parue récemment (1).

« Qui va appeler ? demande-t-il. D'abord, de quelles communautés stables, relativement homogènes, à groupes intermédiaires, épiscopaux ? Qui, dans la communauté, va en définitive choisir et proposer ? L'ensemble des membres ; la majorité, quelques délégués ? (...) À quel ministère seront-ils appelés ? C'est la question la plus fondamentale ! Elle oblige à préciser où, pourquoi et comment, on a besoin de prêtres... »

Il ne suffit pas, en effet, de déplorer la rareté des candidats au sacerdoce ou de fustiger ce qui manque de générosité ou de dégradation de valeurs chez les jeunes, mais de s'interroger sur l'essence même de ce ministère : quels prêtres pour quelle Église ?

A. W.
(1) Artisans d'une Église nouvelle : communautés et ministères. Par Jean-Claude Petit et Jean Rigal. Éditions du Cerf, 64 pages, 13 F.

QUELQUES CHIFFRES

● Les entrées dans les Centres de formation :
1973 : 151 ; 1974 : 194 ; 1975 : 155.

On constate :
— Une augmentation des entrants qui viennent du travail : 33 jeunes contre 22 en 1974. Cependant, ce sont les séminaires et les foyers de jeunes qui fournissent le groupe le plus nombreux : 53.

— Une élévation de l'âge moyen d'entrée : vers 1957, on entrant à 18 ans ; en 1975, on entre à 21 ans.

● Le total des jeunes et adultes en formation : 1 397.

— 1 121 dans les centres de formation ;

— 119 dans les groupes de formation universitaire (G.P.U.) ;

— 57 dans les groupes de formation en monde ouvrier (G.F.O.).

● Les dix diocèses qui ont le plus de jeunes et d'adultes :
En préparation au ministère presbytéral, proportionnellement à leur population (pourcentage pour 100 000 habitants) : Le Puy (12,7 %), Bayonne (10,6 %), Dax (9,6 %), Laon (9,6 %), Besançon (9,5 %), Vannes (8,9 %), Lille (8,7 %), Rennes (8,7 %), Angers (8,6 %), Bayeux (8,4 %).

DEPUIS L'ARRIVÉE DE RELIGIEUSES

L'abbaye de Boquen a retrouvé ses offices liturgiques

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Il y a maintenant deux manières qui s'ignorent de rentrer à Boquen (Côtes-du-Nord) : un petit chemin qui sinue entre les vieilles pierres jusqu'au secrétariat de la communauté établie dans l'abbaye depuis six ans ; la route qui, après un détour, mène droit à l'abbaye où se sont installées depuis le 4 mai trois sœurs de la fraternité de Bethléem venues y restaurer la vie monastique. Au bout de l'un et de l'autre, les deux entrées se joignent, qui s'ouvrent sur deux mondes fondamentalement différents.

L'arrivée des trois sœurs a relancé le conflit ouvert entre l'ordre de Cheaux, propriétaire de fait des murs, et la communauté de Boquen, qui les animent en revendiquant justement ce « droit à la différence ». Mais elle a aussi ramené des passions qui s'étaient fait jour il y a moins d'un mois, à l'occasion de l'assemblée générale de l'association culturelle, et que l'on considère aujourd'hui, du côté de la communauté comme chez les sœurs, avec une réserve certaine. C'est pourquoi il a été décidé d'accorder entre les deux groupes qui cohabitent maintenant à Boquen.

Les six permanents de la communauté, normalement pris à l'extérieur par leurs occupations professionnelles dans la semaine, n'ont guère changé leurs habitudes. Leur présence est pourtant plus effective qu'à l'habitude, comme pour compenser celle, constante, des sœurs de Bethléem, qui célèbrent quotidiennement un office public depuis leur installation. Leur arrivée a surpris la communauté de Boquen, qui a dénoncé ce « coup de force, même souriant ». En revanche, les signataires des pétitions en faveur des religieuses, comme ces soixante-cinq prêtres du diocèse de Saint-Brieuc (1) qui veulent Boquen « ouvert à tous pour la prière », sont satisfaits.

Des habitants de la région sont venus offrir nourriture et couvertures aux trois sœurs, qui disposent d'une tente plantée à proximité. Sœur Hallel, qui les conduit, ne considère pas leur arrivée comme inopinée : « Depuis janvier, nous nous sommes annoncées... ». Et montrant le jaillissement de la flèche de l'abbaye au-dessus des frondaisons : « Il fallait bien faire quelque chose pour la faire revivre... » et pour clarifier cette situation.

Le débat, de plus en plus, s'est enflammé dans ces murs. C'est parce qu'il s'agit de la voir s'élargir que le conseil d'administration de la Communauté, avec seulement les chefs de groupe, va se réunir dimanche pour délibérer. Dans le même sens, il avait demandé lundi soir aux trois sœurs, au cours d'un long entretien, de prendre un recul géographique avant de parler de coexistence. Sœur Hallel, le lendemain, a clairement répondu non. La Communauté avait dit : « Nous restons. Boquen continue ». Apparemment, les sœurs de Bethléem rétorquent : « Nous sommes là. Boquen commence », avec toutefois une réserve de plus en plus prudente devant le remue-ménage provoqué par leur arrivée et l'organisation de manifestations de soutien qui ont lieu ce week-end. De part et d'autre, l'attitude est provisoirement la même : attendre et voir venir.

JEAN VIDEAU.

(1) Soixante-cinq prêtres des Côtes-du-Nord avaient exprimé le vœu, dans une motion, que Boquen soit rendue à la vie monastique et qu'un centre de vie contemplative accueillant y soit ouvert.



Apprendre l'anglais facilement

dans une station internationale de vacances pour enfants (8 à 16 ans) en Suisse française, 1 500 m., et au Danemark, près de Copenhague. Soins excellents.

Sports et cours de langues.

Excursions.

Langue parlée : anglais.

Direction anglo-américaine.

INTERNATIONAL RANGERS CAMPS

CH 1854-P. Leyrin.

Tél. 19-41/25/6-21-50.

Orientation - Mise à niveau

Seconde à tronc commun

Enseignement PRIVE secondaire et supérieur

Nadaud

19, rue Jussieu - Paris 75005

707-13-38 et 707-76-05

(PUBLICITÉ)

Parents ! êtes-vous à la recherche de l'école appropriée pour vos enfants ?

LA FÉDÉRATION SUISSE DES ÉCOLES PRIVÉES

vous renseignera volontiers

48, rue des Volandes, case postale 171.

CH - 1211 Genève 6, tél. 19-41/22/25-37-06.

LA RÉFORME HABY

Une commission ministérielle propose le recours aux moyens audiovisuels pour « démocratiser » la connaissance des arts

Sur l'initiative de M. René Haby, ministre de l'éducation, une commission présidée par M. Jean-Marie Daudrix, directeur de la Discothèque de France, et composée de quatorze personnalités, enseignants et artistes pour la plupart (notamment le sculpteur César, le peintre Georges Mathieu, le compositeur Iannis Xenakis et l'artiste de variétés Raymond Devos), a, en trois mois, au prix de douze séances de travail, élaboré un rapport qui se veut prospectif et dégagé des contingences matérielles. Les membres de la commission se sont, a précisé M. Daudrix, « situés d'une façon presque éthérée en dehors de tout contexte existant ».

Les personnalités rassemblées autour de M. Daudrix ont axé leurs réflexions sur la suprématie de l'audiovisuel sur la chose imprimée. Les mass media ont partiellement pris le relais des textes écrits et il faut aujourd'hui apprendre à regarder les images, à écouter les sons, comme on apprend à lire les imprimés, sous peine d'être accusé de conditionner les sens de l'audiovisuel en audiovisuel.

C'est sur cette omniprésence des mass media, qui serait « antidémocratique » et « déformante » lors qu'elle est bien utilisée, que la commission propose de fonder l'éducation artistique de demain. L'instituteur, le maître, dispensant désormais des moyens techniques aux systèmes de reproduction sonore et graphique — de faire accéder tous les élèves aux arts.

« Il faut, selon le rapport, refuser le dilemme sur la qualité d'une sensation : ce dilemme n'est jamais présenté que par les « tenants », qui pour autant ne se privent pas d'user, sans plus que raisonnable, de la photo, du disque et du cinéma. » Plus que sur la pratique d'activités artistiques ou sur l'accession directe du plus grand nombre aux œuvres d'art elles-mêmes, le texte met l'accent sur l'apprentissage de grilles de lecture permettant d'expliquer les œuvres d'art reproduites par le disque, la photographie, ou bien encore sur l'apprentissage des techniques de reproduction proprement dites : photographie et cinéma.

Le développement des enseignements artistiques, la multiplication des échanges avec « artistes, artisans, éditeurs, directeurs de salles de spectacles, responsables de programmes de télévision », et enfin l'utilisation des mass media comme moyen pédagogique et système de référence assurement, estime le rapport, le progrès généralisé des connaissances en matière artistique dans le cas d'une « éducation démocratisante ».

Pour réaliser ce programme la commission a émis le vœu que l'école élémentaire « éveille l'enfant à l'art », que dans le premier cycle de l'enseignement secondaire des professeurs d'éducation artistique polyvalents développent les divers apprentissages et que dans le second cycle (mais pas dans les futurs lycées d'enseignement professionnel) l'éducation artistique soit obligatoire et orientée vers : l'éducation musicale, l'éducation plastique et l'éducation cinématographique. « Les élèves choisissent dès l'entrée en seconde l'un de ces trois domaines, restant entendu qu'ils devront poursuivre jusqu'au baccalauréat dans la voie qui aura été choisie. En terminale, ils prendront une option supplémentaire s'ils comptent préparer un baccalauréat à dominante artistique. »

Les syndicats d'enseignants semblent, pour leur part, plus préoccupés par la situation présente et l'avenir immédiat. Le

A Dijon

LA GRANDE MISÈRE DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE

(De notre correspondant.)

Dijon. — On quête pour les aveugles, pour le cancer, pour les vieux... et pourquoi pas pour payer les maîtres de nos enfants ? Les parents d'élèves du C.E.S. du Chapitre à Chénay, dans la banlieue dijonnaise, ont décidé de passer aux actes, mardi 4 mai, en faisant la quête devant leur collège, afin de payer un maître d'éducation physique et sportive pour leurs enfants.

En effet, à partir du 8 mai, deux cent quarante élèves du C.E.S. sur sept cent cinquante seront privés de cours d'éducation physique, le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports n'ayant « plus de crédits pour payer son personnel ».

Il y a une quinzaine dans l'académie de Dijon qui, appelés à remplacer les professeurs en congés de maladie ou de maternité, vont devoir quitter prochainement leur poste. Le bureau académique du Syndicat national de l'éducation physique (SNEP, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) a déposé un préavis de grève au rectorat — C M

ÉDUCATION

Les grèves d'enseignants dans le secondaire

La participation a été de 60 à 75 % selon les syndicats et de 28 % selon le ministère

La participation au mouvement de grève déclenché le 7 mai dans l'enseignement secondaire, à l'appel des syndicats nationaux des enseignants de second degré (SNES, Fédération de l'éducation nationale), de l'éducation physique (SNEP, FEN), des collèges (S.N.C. indépendant), et de l'enseignement technique et professionnel (O.G.T.), est diversement appréciée par les syndicats et par le ministère de l'éducation. Selon le SNES, la grève — qui avait pour objet de demander le retrait des décrets d'application de la réforme Eslay, des créations de postes et l'ouverture de négociations sur les demandes syndicales — a été suivie par 60 à 75 % des professeurs, surveillants, conseillers d'éducation et d'orientation. Le S.N.C. estime que la participation a varié de 70 à 90 % dans les collèges.

Pour le ministère de l'éducation, la grève « se solda par un net échec », avec une participation estimée à 28 %, chiffre qui serait « le plus bas depuis des années ». Cette journée a été aussi marquée par des manifestations notamment à Paris, Marseille, Besançon et Poitiers.

Soutenu par la Fédération de l'éducation nationale, ce mouvement a, en revanche, été condamné par la Confédération nationale des groupes autonomes de l'enseignement public (C.N.G.A.) comme toutes grèves d'enseignants « qui ne sauraient être qu'un élément d'une manœuvre politique dépassant largement les problèmes universitaires ».

D'autres actions sont prévues. D'une part, à l'occasion de la journée interprofessionnelle d'action décidée par la C.O.T. et la C.F.D.T. pour le 13 mai, le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) appelle ses adhérents à une grève active qui pourrait être prolongée le 14 mai à l'initiative des sections. D'autre part, le SNES qui annonce sa présence « à côté des travailleurs » le 13 mai, appelle à une autre journée de grève le 18 mai.

● ERATUM. — C'est à l'université de Bordeaux I et non de Bordeaux-III — nous indique le président de cette université — qu'un cocktail Molotov a été lancé dans la nuit du 3 au 4 mai (le Monde du 8 mai).

Un cadeau d'amour unique pour la Fête des Mères



Un Pendentif en vermeil dans une édition à tirage limité

Date limite des souscriptions : le 12 mai 1976, minuit

Nous ne sommes plus qu'à quelques semaines de la Fête des Mères. C'est le jour privilégié où nous aimons témoigner tout l'amour que nous ressentons et qui reste trop souvent inexprimé. Cette année, Le Médailleur vous invite à célébrer cette fête toute particulière avec un cadeau précieux et aussi durable que l'amour sans prix dont il est le symbole : le Pendentif de la Fête des Mères 1976.

Créé en vermeil, le Pendentif est beaucoup plus qu'un bijou de tradition classique. Réalisé en exclusivité pour cette édition à tirage limité, il représente actuellement un des rares exemplaires au monde de bijou frappé individuellement.

La face du Pendentif montre une biche et son faon, symbole émuant du tendre lien d'amour qui unit la mère et son enfant. Sur le revers est inscrite la touchante citation de Victor Hugo : « Que ne te dois-je point ? O mère tant chérie ! »

Chaque Pendentif sera frappé individuellement dans le vermeil (argent massif 1er titre, doré or 24 carats) par les artisans du Médailleur. Le sujet se détachera dans un léger relief satiné sur un fond pur et brillant comme un miroir. Le Pendentif sera accompagné d'une chaîne elle aussi en vermeil de 60 cm de longueur, et présenté dans un élégant écrin, tout particulièrement créé pour cet événement.

La sculpture du Pendentif ne sera plus jamais reproduite sous quelque forme que ce soit. De plus, le Pendentif ne pourra être obtenu qu'auprès du seul Médailleur.

Ce magnifique Pendentif sera émis dans une édition unique, limitée au nombre exact de souscriptions postées avant la date de clôture du 12 mai 1976, minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Le prix de chaque Pendentif est de 200 F TTC, port et emballage compris.

Aucun souscripteur ne pourra commander plus d'un seul Pendentif.

Pendentif montré ci-dessus taille réelle : diamètre 32 mm, longueur de la chaîne : 60 cm.

LE PENDENTIF DE LA FÊTE DES MÈRES 1976 en vermeil, dans une édition à tirage limité Date limite : le 12 mai 1976 à minuit, le cachet de la poste faisant foi

Veillez enregistrer ma souscription pour le Pendentif de la Fête des Mères 1976 en vermeil (argent massif 1er titre, doré or 24 carats) de 32 mm de diamètre et sa chaîne également en vermeil de 60 cm de longueur. Le Pendentif sera accompagné d'une carte de vœux et sera présenté dans un élégant écrin sans majoration de prix. Je note que je recevrai le Pendentif, au plus tard le 24 mai 1976 en temps voulu pour que je puisse l'offrir le 30 mai 1976, jour de la Fête des Mères. Veuillez trouver ci-joint mon titre de paiement de 200 F TTC, port et emballage compris. Tout paiement posté après la date limite des souscriptions sera retourné à son expéditeur.

M. _____ MAJUSCULES SVF
Mlle _____
Prénom _____
Adresse _____ MAJUSCULES SVF
Code Postal _____ Ville _____
LE MÉDAILLEUR 24 AVENUE RAYMOND POINCARÉ 75116 PARIS

ÉDUCATION

En grève depuis plus d'un mois

DES ÉTUDIANTS EN CHIRURGIE DENTAIRE DE MARSEILLE ÉCRIVENT À MME SAUNIER-SEITZ POUR OBTENIR DE NOUVEAUX LOCAUX.

Les étudiants de l'U.E.R. d'odontologie de Marseille, en grève depuis le 6 avril dernier pour obtenir la construction de nouveaux locaux universitaires, ont adressé à Mme Alice Saunier-Seitz, secrétaire d'État aux universités, une lettre dans laquelle ils écrivent notamment : « Il y a bien longtemps que la promotion sortait chaque année du « Pharo » (bâtiment dans lequel est installée provisoirement la faculté de chirurgie dentaire de Marseille) le fait avec un soulagement non dissimulé, tant les souvenirs de cinq années d'études oscillent entre le tragique et le comique (...). Nous dénonçons aujourd'hui, par notre grève les véritables responsables, depuis cinq ans, un C.R.U. dentaire doit être construit à Marseille (...). Le terrain a été acheté en 1970 par l'université ; successivement, les programmes pédagogiques, les avant-projets et projets furent adoptés, les appels d'offres lancés (coût 11 milliards d'F.). La construction ne démarra pas, mais était toujours reportée. Le 25 mars 1976, Mme Saunier-Seitz, secrétaire d'État aux universités, annonçant définitivement le projet, Mme Veil, ministre de la santé, maintenait la part hospitalière, permettant ainsi la construction d'un centre de soins. »

« Nous avons contesté dans le calme à Marseille, recevant le soutien sans réserve des enseignants et des organismes professionnels, ainsi que celui de la population, régulièrement informée pendant toute la durée de notre mouvement. »

« Mais le silence de Paris rassérénait fort à une provocation ! La menace sur les examens n'est plus sous-entendue (...). Alors, faut-il être violent pour être entendu ? Faut-il casser, incendier, détruire ? »

GRÈVE DANS LES ÉCOLES BERLITZ

Un mouvement de grève a été déclenché, lundi 3 mai, parmi le personnel enseignant des écoles de langues vivantes Berlitz de la région parisienne et de Marseille. Les grévistes demandent une augmentation des salaires, l'application de l'échelle mobile et la mise au point d'une grille des salaires. Actuellement le salaire mensuel minimum est de 222 F. pour cinquante heures d'enseignement par semaine, d'une durée de quarante-cinq minutes chacune. Selon les grévistes, le mouvement serait suivi par près de 90 % des professeurs. De son côté, la direction a refusé de communiquer la moindre information à ce sujet.

A propos de l'architecture scolaire

À la suite de la publication de l'article sur l'architecture scolaire dans le Monde daté 25-26 avril, nous avons reçu de M. Pierre Gay, adjoint délégué à l'instruction publique à la mairie d'Albi-en-Provence, une lettre dans laquelle il écrit notamment :

« L'article du 25 avril que vous consacrez au nouveau style de l'architecture scolaire tombe sous les yeux au moment même où nous venons de porter un jugement particulièrement sévère sur le dernier des « monstres » construits par l'État sur les bords de l'Arz, dans un site qui aurait mérité un autre traitement (...). Qu'on incrimine le procédé de construction : je veux bien. Je dénonce l'absence d'incorporation d'une administration et de certains de nos technocrates (architectes y compris) à savoir s'adapter aux circonstances autres que les fameuses « normes » de construction. C'est ainsi que l'on vide de toute signification humaine des établissements dont la mission est pourtant de former des hommes. »

De M. Mario Fusco, directeur de l'U.E.R. d'Italien et de roumain à l'université de Paris-III :

« Je pense qu'il y a quelque chose de piquant à constater que cette exposition a lieu précisément au Grand Palais, qui abrite également certains U.E.R. des universités de Paris-III et de Paris-IV, et dont la bibliothèque universitaire a été inondée l'été dernier d'un violent incendie. C'est ainsi qu'environ dix mille volumes ont été endommagés, certains de façon irréparable, parce que les verrières du Grand Palais ne sont pas étanches et que nul ne s'est soucier d'y porter remède. Voilà un point sur lequel les services compétents de l'architecture scolaire et universitaire pourraient utilement s'interroger. Il y va de la sauvegarde d'un matériel scientifique de premier ordre. »

● RECTIFICATIF. — M. Yves Le Corre, nouveau président de l'université Paris-VII, est né le 1^{er} janvier 1928 et non le 1^{er} février, comme nous l'avons indiqué dans sa biographie publiée dans le Monde du 4 mai d'après un document diffusé par l'université.

LA RÉFORME GÉNÉRALE DU DEUXIÈME CYCLE

A Nancy

La faculté des lettres doit rouvrir lundi sans la présence de la police

La police a libéré dans la soirée de vendredi 7 mai et ce samedi 8 mai, vers 4 heures, les trente-huit étudiants qui étaient encore gardés après l'occupation des bâtiments de la faculté des lettres de Nancy. Elle indique que « dix-sept ne sont pas étudiants à la faculté des lettres, mais à la faculté des sciences, où ils sont répertoriés comme gauchistes ».

De son côté, le recteur de l'académie, M. Paul Pasquier, a justifié l'intervention des forces de police — à sa demande et à celle du président de l'université, M. François Borella — par « une situation parfaitement intolérable du fait des étudiants déterminés, depuis quelque temps, à empêcher toute reprise du travail, au mépris de la loi et de la liberté, en présence d'une caricature de démocratie ».

Plusieurs organisations syndicales et politiques de gauche ont, à l'instigation de l'Union nationale des étudiants de France (U.N.E.F.), publié une déclaration où ils « soulignent avec rigueur et indignation l'énorme responsabilité de M. Borella » et « exigent qu'il retire immédiatement la plainte qu'il a déposée ». Les étudiants socialistes, réunis en assemblée générale extraordinaire, ont réclamé la démission du président de l'université et ont décidé, pour l'exclusion éventuelle, devant la commission des conflits du parti socialiste, dont il est membre, En revanche, l'Union nationale inter-

universitaire (U.N.I.), « applaudit aux interventions de la police » et réclame « l'application de la loi anticasseurs ».

Fermée depuis vendredi, la faculté doit rouvrir en principe lundi 10 mai. Mais une riposte des étudiants et des organisations d'enseignants est envisagée, sans qu'une décision ait encore été prise, ce samedi matin.

M. François Borella nous a précisé que l'occupation des locaux de la faculté et le siège de son bureau s'étaient accompagnés de menaces de mort à son égard de la part de certains manifestants. Après avoir « négocié » avec le préfet de Meurthe-et-Moselle et le recteur de l'académie, le président de l'université a publié une déclaration, où il indique notamment : « Dans un but d'apaisement, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts et accessibles lundi 10 mai au matin. Il n'y aura aucun contrôle des forces de police pour pénétrer sur le campus. Le libre accès à l'ensemble des locaux devra permettre la reprise du dialogue pédagogique entre enseignants et étudiants. »

M. Borella nous a, d'autre part, indiqué, à propos des étudiants socialistes, que « c'était la première fois qu'ils se manifestaient » depuis le début du mouvement des étudiants, mais qu'il s'agissait d'une affaire intérieure au parti socialiste, sur laquelle il n'avait aucun commentaire à faire.

A Dijon

Pour gagner quoi ?

De notre correspondant

Dijon. — « On se laisse mener par le bout du nez et le plus malheureux est que la plupart des étudiants restent chez eux... » Cette étudiante de première année de droit, à Dijon, qui distribue des tracts au nom du comité pour le maintien des cours, est bien déçue. Son amphi vient de voter la poursuite de la grève, alors que deux jours auparavant il s'était prononcé pour la reprise des cours.

Sur le campus de Montmuzard, à Dijon, la situation est très fluctuante : « Il suffit, dit un professeur, que les gens de la gauche (trotskistes) oublient de se lever le matin pour que les cours aient lieu normalement. » Il faut, selon certains, y ajouter les « maos » et les « anars ». Le campus de Dijon a ses ténors : ceux qui sont toujours dans les piquets de grève, ceux qui interviennent souvent au cours d'assemblées générales interminables, qui proposent les assemblées « sans vote » quand ils estiment ne pas avoir une majorité confortable pour voter la grève, les vont de salle en salle, d'amphi en amphi, infatigables, utilisant avec habileté

des auditoires conquis par leurs dons oratoires. Ce temps à autre, un pétant aussi dans le couloir ou une bouquante est lancée dans l'assemblée. Mais personne ne bouge.

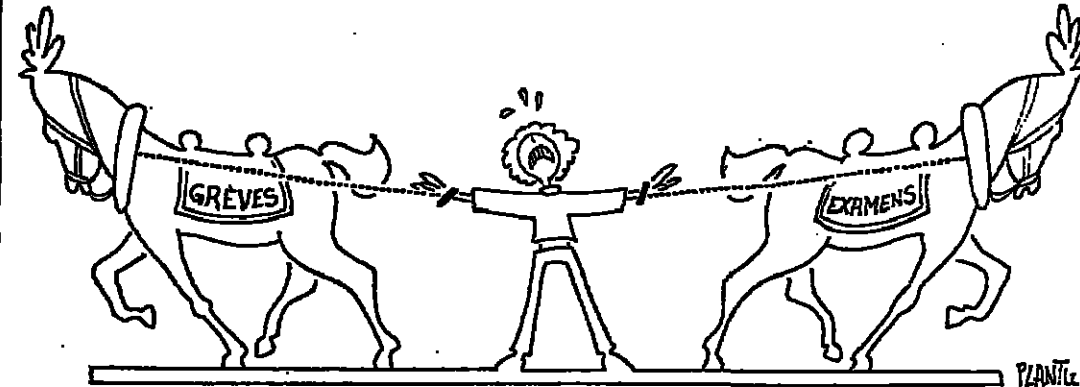
Les non-grévistes ont beau faire, ils n'arrivent pas à se faire écouter : « Nous manquons d'entraînement », disent-ils. Comment tout cela va-t-il se terminer ? Les étudiants demandent des garanties sur les examens, les doyens estiment qu'il serait encore possible de les organiser pour la fin du mois de juin. On pourrait aussi faire passer les écrits le mois prochain et les oraux au mois de septembre. A condition toutefois que les cours reprennent.

« Se saborder ? Pas question, dit un leader étudiant, il faut espérer et gagner. »

« Gagner quoi ? » rétorque un professeur pour qui « anar-blanche » constitue une véritable « catastrophe ».

Déjà, on craint que les résultats de cette année ne soient pas très « fameux », tandis que les plus pessimistes prévoient une baisse des effectifs pour la prochaine rentrée.

CHARLES MARQUÈS.



(Dessin de PLANTU.)

POINT DE VUE

Non, l'Université n'est pas une usine à produire des chômeurs !

par MICHEL AMIOT (*)

DEPUIS quelque temps un spectre nouveau hante l'opinion publique. La presse conservatrice, mais aussi un homme politique de gauche s'adressant aux étudiants d'une université parisienne, et même des étudiants, s'accrochent pour voir dans l'université une gigantesque, sinon la plus grande, usine à produire des chômeurs. En fait, une idée d'apparence aussi alarmiste serait plutôt réconfortante dans la mesure où elle constaterait à l'expliquer l'existence du chômage par la seule inadéquation de la demande et de l'offre de travail en qualité. Même les économistes les plus traditionnels ont cessé de penser semblable chose, mais passons. Nous allons nous contenter de montrer, chiffres à l'appui, que l'université ne correspond pas aux tumeurs d'épouvante qu'on répand à son propos.

Ramenons d'abord l'importance du phénomène à ses justes proportions. D'après les estimations les plus rigoureuses, environ 17 % des enfants d'une génération accèdent, aujourd'hui en France, à l'enseignement supérieur. C'est à partir de ces 17 % que l'université est supposée usiner ses bataillons de futurs chômeurs. Les enseignements primaires, secondaires et techniques, qui se partagent les 83 % de la génération, sont des usines autrement plus considérables que l'université. Personne cependant n'ose incriminer leur gigantisme, ni le rôle néfaste qu'ils jouent en répandant l'instruction.

Encore le chiffre de 17 % est-il une moyenne qui recouvre des écarts considérables. Tandis que, sur cent enfants de cadres supérieurs et de professions libérales, plus de cinquante accèdent à l'université, huit enfants d'ouvriers seulement sur cent sont dans le même cas. Six fois moins, 800 %. Certes, ce n'est pas la classe ouvrière qui se plaindra le plus d'alimenter l'université en chômeurs potentiels.

Dans la nation, l'université n'est, tout compte fait, qu'une assez petite usine, mais les produits qu'elle est accusée de produire (le chômage) sont des produits d'origine très sélectionnée, et c'est cela, au moins en partie, qui explique l'intensité du vacarme qu'on fait autour d'elle. Mais qu'en est-il vraiment du chômage ? Les étudiants qui recherchent un emploi, nantis ou non d'un diplôme, sont-ils plus ou moins défavorisés que les postulants moins instruits qu'eux ?

Naturellement, on ne sait pas — parce que les organismes gouvernementaux n'ont jamais pris les moyens de mesurer ce phénomène — combien d'étudiants tout court elle se décharge chaque année, et l'on ignore généralement ce que deviennent ces étudiants à la sortie des études. Quel paradoxe que celui d'une université qui prétend savoir tout sur tout et qui ne connaît presque rien sur elle-même !

C'est dans ce vide de connaissances positives que prolifèrent les spéculations alarmistes.

Un rendement égal

On dispose au moins d'une source d'information officielle de poids. Dans son enquête sur l'emploi de 1972, l'INSEE (Institut national de la statistique) et des études économiques) présente, dans un tableau (p. 158), les différentes proportions de « jeunes entrant dans la vie active » et chômeurs, en fonction du niveau d'instruction atteint. Chez les jeunes qui ne sont titulaires d'aucun diplôme, les chômeurs (au sens étendu de « population disponible à la recherche d'un emploi ») sont 10,4 % ; ils sont 8 % chez les jeunes munis d'un C.E.P. ; 5,4 % chez les jeunes munis d'un C.A.P. ; 10,9 % chez les jeunes munis d'un B.E.P.C. ; 9 % chez les jeunes munis du baccalauréat, et 8,7 % chez les jeunes qui possèdent un diplôme, quel qu'il soit, supérieur au baccalauréat. D'où il ressort, mise à part l'exception des titulaires du C.A.P., que les jeunes à la recherche d'un premier emploi sont frappés par le chômage dans des proportions à peu près équivalentes, quel que soit leur

niveau d'instruction. Comme on sait, le taux de chômage des jeunes est plus élevé que le taux de chômage des actifs de plus de 25 ans. C'est d'abord l'âge qui est utilisé comme prétexte pour rejeter les jeunes, instruits ou non, d'un marché du travail tendu.

Les étudiants sont touchés par le chômage autant que les jeunes qui n'ont pas accédé à l'université. Autant, mais pas plus. Pourtant, le phénomène est probablement assez nouveau pour qu'on s'explique qu'il frappe aussi fortement l'opinion publique contemporaine. De même nature était le bruit intense mené naguère autour du chômage qui atteignait pour la première fois les cadres : un phénomène spectaculaire, mais qui ne touchait cependant qu'une proportion très réduite de cette catégorie.

Certes, il n'est pas réjouissant de constater qu'à l'inverse de ce qui se passait autrefois le chômage apparaît à la sortie de l'université. Une enquête comparative, patiemment menée sur deux villes universitaires de province, choisies dans des régions économiquement très contrastées, révèle que, sur cent étudiants éliminés de l'université sans aucun diplôme en 1973, et pour l'une des universités en 1974 et 1975, dix-sept étaient à la recherche d'un emploi. Des 8,7 % de l'INSEE à ces quelques 10 %, la distance n'est pas grande. La proportion des anciens étudiants chômeurs est sérieuse, mais, si elle autorise à constater que les étudiants sont désormais à la même enseigne que la génération des jeunes dans son ensemble, elle ne justifie pas les bruits alarmistes qu'on répand de plus en plus sur l'inefficacité des études.

Une variante moderne de l'obscurantisme

C'est une chose d'attirer l'attention sur le chômage des étudiants, voire sur les produits d'origine très sélectionnée de l'accroissement du nombre des diplômés et l'accroissement, plus lent, du nombre des emplois qualifiés, avec, comme conséquence, une relative dévalorisation des diplômes ; et c'est une autre chose de tirer argument de ces constatations pour réclamer une diminution du nombre des étudiants. Généralement, les pro-

tagonistes de cette variante moderne de l'obscurantisme ajoutent que trop d'étudiants ne sont pas à leur place à l'université : la preuve, c'est que ces faux étudiants la quitteraient en masse après un ou deux ans d'études stériles.

La réalité est différente. D'après l'enquête évoquée plus haut, il ressort, à l'encontre des opinions qui fleurissent à la place des informations inexistantes, qu'il faut attendre au moins quatre ans d'études, dans une université de province, pour qu'une promotion d'étudiants ait laissé en chemin la moitié de ses effectifs. Non, l'université n'est pas une passerelle, dont la fonction la plus visible serait d'éliminer prématurément la plus grande quantité possible des effectifs qui s'engouffraient à l'entrée trop précipitamment.

Et encore les éliminés sont-ils loin d'avoir tous rompu les amarres avec l'appareil de formation. Sur cinq étudiants qui abandonnent leurs études après un, deux ou trois ans d'université, deux se retrouvent dans des écoles non universitaires.

Ces données, qui incitent à penser que le comportement de la masse des étudiants et le fonctionnement de l'université ne ressemblent guère aux éloges par lesquels on veut les décrire. Les étudiants ont si bien compris le mécanisme de dévalorisation des diplômes que, une fois entrés dans l'appareil universitaire ils tentent, avec une opiniâtreté inattendue, de parvenir au sommet des études, dans une sorte d'obstination où l'accès au diplôme de premier cycle (le DEUG) et à la licence sont moins à déboucher sur le marché du travail qu'au niveau d'étude supérieur. Dans cette logique du tout ou rien, une part importante de ceux qui abandonnent les études sans rien essayer encore d'acquiescer une instruction complémentaire, plus directement utilisable sur le marché du travail.

Les conséquences obscurantistes et malheureuses voudraient tirer d'un diagnostic étayé sur du vent sont démenties par l'observation du comportement des étudiants et du fonctionnement de l'université, où, on ne le nie pas, bien des choses doivent être transformées.

(*) Chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique.

CORRESPONDANCE

Les études de droit à Nanterre (suite)

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Eric Constant, élu U.N.I. du conseil d'U.E.R. de droit : « Il n'est pas possible à l'Union nationale interuniversitaire (U.N.I.)-Nanterre de laisser sans réponse la correspondance de Mme Linard (SGEN-C.F.D.T.), MM. Portelli (SNE-Sup.) et Catalpis (Association des assistants en droit) parue dans le Monde du 14 avril, tant cette lettre, qui prétend mettre en cause l'U.N.I. Paris-X, est un tissu de contre-vérités. »

Contrairement aux affirmations des trois signataires, les autorités universitaires de Nanterre, que ce soit le président de l'université, M. Verrier, ou le directeur de l'U.E.R. de sciences juridiques, M. Hilaire, n'ont pris aucune mesure pour assurer la protection des étudiants hostiles à la grève. Le moins que l'on puisse dire est que Mme Linard, MM. Catalpis et Portelli se satisfont de pen l'association des assistants en droit) parue dans le Monde du 14 avril, tant cette lettre, qui prétend mettre en cause l'U.N.I. Paris-X, est un tissu de contre-vérités.

quant du R.E.R. Quant à l'agression particulièrement sérieuse dont notre ami Xavier Motte a été victime sur le campus le lendemain 8 avril (deux cotés cassés, deux bras en plâtre, quatre jours d'hôpital), elle n'est, à en croire leur lettre, qu'un simple incident parfaitement anodin. Il est vrai que les personnes agressées n'étaient pas de leurs amis politiques, ce qui explique sans doute leur volonté systématique de minimiser la gravité de violences.

Il est difficile devant ces faits indiscutables et vérifiables de voir dans Nanterre une université où on travaille normalement. En fait, les formules relevées et condamnées par les représentants du SNE-Sup., du SGEN et de l'Association des assistants en droit : « université à discipline » relâchée » ou « régime un climat » latent d'appréhension », sont encore très en-dessous de la réalité ; Nanterre est malheureusement une université où des groupes terroristes font la loi. Quant à la « liberté » ou au « climat de confiance » qui régneraient à l'U.E.R. de sciences juridiques, c'est, dans ces conditions, tout simplement d'obscureté.

Mme Linard, MM. Catalpis et Portelli agitent ensuite dans leur lettre la menace de sécession que d'aucuns feraient peser sur l'U.E.R. de sciences juridiques de Nanterre. Ce n'est pas sérieux : il ne s'agit de leur part que d'une tentative de diversion d'un désir de noyer le poisson pour faire oublier les tristes réalités de désordre et de violence qui sont le lot quotidien des étudiants de Nanterre.

LES DISCUSSIONS CONTINUENT AVEC LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS D'UNIVERSITÉ

Les discussions pour la rédaction d'une nouvelle circulaire sur la réforme du deuxième cycle universitaire continuent entre le secrétariat d'État à l'Enseignement Supérieur et les présidents d'université, dont la commission permanente s'est réunie le jeudi 6 mai.

DEUX NOUVEAUX DIPLOMES D'INGÉNIEUR A CLERMONT-FERRAND

Le Centre universitaire des sciences et des techniques (CUST), rattaché à l'université de Clermont-Ferrand-II (qui comprend notamment les unités d'enseignement et de recherche de sciences et de lettres) pourra délivrer un diplôme d'ingénieur dans deux disciplines nouvelles (génie civil et génie biologique), indique un arrêté publié au Journal officiel du 4 mai.

Le CUST était autorisé, depuis octobre 1975, à délivrer un diplôme d'ingénieur dans trois autres spécialités : génie électrique, génie physique et informatique appliquée à la gestion. Jusqu'au dernier moment, des doutes avaient pesé sur le génie civil. Quatre autres universités sont habilitées à délivrer des diplômes d'ingénieur : Lille-I et Montpellier-II, qui ont déjà « sorti » plusieurs promotions ; Paris-XIII, dont le diplôme est reconnu depuis la rentrée dernière, et Compiègne, où les premiers ingénieurs diplômés n'achèveront leurs études qu'en juin 1977.

Le débat porte surtout sur les groupes d'études techniques prévus pour donner des avis sur les projets présentés par les universités avant leur examen par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (C.N.E.S.E.R.) (le Monde du 27 avril). On envisage actuellement de créer de nouveaux groupes d'études pour les formations « fondamentales » que les universités souhaitent voir reconnaître sur simple demande. La composition de ces groupes d'études (qui doivent, en principe, comprendre au moins un tiers de personnes étrangères à l'université) doit aussi être précisée.

Parmi les points actuellement en discussion figurent aussi le mode de désignation des membres des groupes d'études (les présidents souhaitent que ce soit sur proposition de leur conférence et du C.N.E.S.E.R.), et le rôle respectif de la licence et de la maîtrise (les présidents souhaitent que la licence ne soit pas un pré-requis). Un premier projet de circulaire doit être présenté à la conférence des présidents prochainement.

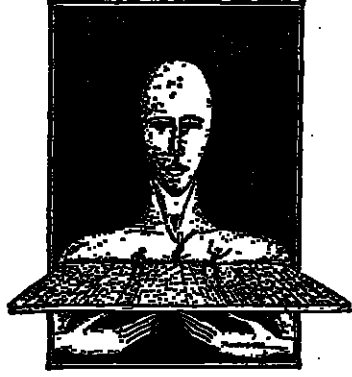
MÉDECINE

● La rage en Meurthe-et-Moselle. Toute une famille de Millery (Meurthe-et-Moselle) ayant été en contact avec un chien mort, le 1^{er} mai, par un regard enragé, a dû se soumettre à un traitement préventif antirabique. La dépouille du regard abattu avait été envoyée au Centre de lutte contre la rage à Pixérécourt (Meurthe-et-Moselle).

سكنا من الاصل

ARTS ET SPECTACLES

Culture



Marseille en fête

Sur la lancée du succès populaire rencontré par des opéras comme « Mai au Mini-Théâtre » (1975) et la « Fête en bien », qui célébraient un mois de décentralisation artistique dans la cité, durant lesquels la rue a retrouvé son rôle de véhicule de communication sociale et culturelle, la ville de Marseille, prenant en compte ce besoin de divertissement ressenti par la population, patronne durant quatre mois (d'avril à juillet) « Marseille en fête » : quatre mois de « fêtes de quartiers » et de spectacles, air animés dans les cités H.L.M., accompagnées de séances de sensibilisation en milieu scolaire.

Le sommet sera constitué par une fête de quarante-huit heures « non stop » fin mai. La municipalité a confié cette réalisation à une équipe d'animateurs dont le support technique est constitué par des associations d'animation déjà connues dans la cité : le Mini-Théâtre et le Centre pilote de méthodes actives (C.F.M.A.). Chaque manifestation s'appuie sur une structure existante (maisons pour tous, maisons de quartier, comités d'intérêt de quartier, etc.).

D'autre part, l'expérience de « Mai au Mini » sera rééditée pendant deux semaines, du samedi 29 mai au dimanche 30 mai à midi ; ce sera une synthèse de toutes les manifestations populaires déjà réalisées dans les trois mois précédents, accompagnée de représentations théâtrales, concerts de jazz, ballet, etc., la culture étant assurée par Mikis Theodorakis et ses musiciens.

Il s'agit, durant ces quatre mois, de spectacles éblouissants (notamment de dix représentations théâtrales « décentralisées » vers les quartiers), mais aussi, et surtout, de spectacles de rue axés principalement sur la musique, des animations improvisées autour d'un piano hétéroclite, des fanfares, des orchestres New-Orléans, des claviers, des saltimbanques, des cracheurs de feu, des funambules, des spectacles de marionnettes, des ateliers de modelage, de peinture, de poterie. Avec également des stands d'attractions et de manège, des expositions, une fête à la brocante, aux instruments de musique, des parades de cirque, etc. Le public pourra participer directement aux ateliers.

Faite pour et par les Marseillais, « Marseille en fête » a l'ambition de faire redécouvrir le sens véritable d'une action culturelle « populaire », de façon à créer un précédent pouvant déboucher par la suite sur des manifestations d'importance régionale.

JEAN CONTRUCCI

MERCURY - GAUMONT MADRIDIANE STUDIO LA GASPÈE PARAMOUNT SUP - CALYPSO LIBERTY SECRETAN

Devinez qui vient dîner ?

les œufs brouillés

Warner Columbia Film

Cinéma

« VERS UN DESTIN INSOLITE », de Lina Wertmüller

A quarante-sept ans, la cinéaste italienne Lina Wertmüller vient de réussir l'étonnante performance de battre nettement sur le marché américain nos compatriotes Claude Chabrol et François Truffaut : cinq de ses films ont été projetés récemment sur les écrans new-yorkais ; le succès des deux derniers, dont « Vers un destin insolite sur les flots bleus de l'été », lui a même valu un contrat pour tourner quatre films à son gré avec la Warner Brothers, l'un d'entre eux devant être réalisé si possible aux États-Unis.

Disons sans nuance qu'il n'y a pas tromperie sur la marchandise : « Vers un destin insolite sur les flots bleus de l'été » est un film drôle, grincant parfois, solidement charpenté, intéressant.

Hélas ! tout se gâte avec le retour inopiné à la civilisation, le mari industriel et cocu heureux qui reprend ses droits sur son épouse, cependant que le prolétaire conquérant retrouve avec effort sa bobonne mère de famille nombreuse. Double pirotecnie : les auteurs ont voulu faire un rendez-vous pour fuir la civilisation, regagner l'île de rêve. Mais au dernier moment, la femme calculatrice met le holà : à ces velléités d'évasion, ne vient pas au rendez-vous, choisis le confort de l'argent et du mariage. Fuyant les pièges du naturalisme, Lina Wertmüller nous propose une morale qui n'est pas sans rapport avec celle des films de Chabrol : les gens sont trop bêtes, trop ou gros bonnets, pour leur demander plus qu'ils ne peuvent donner. Rions-en de peur d'en pleurer. Le public bourgeois américain ne s'y est pas trompé : l'argent n'a pas d'odeur, la fleur bleue, revue et corrigée à l'ère de Marco Ferreri, ne dure qu'un temps. Le temps d'un film cocasse qui broaille les pistes.

Théâtre
« Les Faux Bonshommes »

L'ensemble théâtral de Lyon étudie le vieux théâtre pour savoir comment Margot se faisait piéger par le rire ou les larmes. Après s'être sentés les Deux Orphéens, il renouvelle l'opération avec un vaudeville oublié, une sordide histoire de dot, de spéculation et de marchandages, que les auteurs ont entrelardé de tirades fustigeant la gloutonnerie épaisse des bourgeois parvenus. Ils défendent l'art et l'amour, ce que ne fait pas la pièce de France, qui fait-elle d'ailleurs, sinon imiter, sans intention parodique, Vincent-Jourdain quand ils montaient la Cagnotte. Jouée dans le rythme, la pièce devrait être déjà ennuyeuse. Décomposée par la distance critique, elle écrase. L'ensemble théâtral de Lyon, comme Margot, s'est fait piéger.

C. G.

* Théâtre Paris-Nord, 20 h. 30.

prété par deux des acteurs favoris de « la » Wertmüller, Giancarlo Giannini, dans le rôle du rustre communiste, et Mariangela Melato, dans celui de la blonde oxygénée capitaliste odyssée à plaisir. Lui, d'abord serveur sur le yacht de cette grande mondaine venue tout droit de l'Amérique, échoue avec elle sur un radeau pneumatique dans une île déserte. Retour à la nature et aux instincts de classe... vus par Lina Wertmüller. Seule, sans défense, la petite oie bourgeoise se voit proprement maltraitée puis réduite aux derniers outrages par son viril partenaire. Exacts érotiques, bonheurs sans faille dans une sorte de super-Club Méditerranée non encore visité par le M.L.F.

Hélas ! tout se gâte avec le retour inopiné à la civilisation, le mari industriel et cocu heureux qui reprend ses droits sur son épouse, cependant que le prolétaire conquérant retrouve avec effort sa bobonne mère de famille nombreuse. Double pirotecnie : les auteurs ont voulu faire un rendez-vous pour fuir la civilisation, regagner l'île de rêve. Mais au dernier moment, la femme calculatrice met le holà : à ces velléités d'évasion, ne vient pas au rendez-vous, choisis le confort de l'argent et du mariage. Fuyant les pièges du naturalisme, Lina Wertmüller nous propose une morale qui n'est pas sans rapport avec celle des films de Chabrol : les gens sont trop bêtes, trop ou gros bonnets, pour leur demander plus qu'ils ne peuvent donner. Rions-en de peur d'en pleurer. Le public bourgeois américain ne s'y est pas trompé : l'argent n'a pas d'odeur, la fleur bleue, revue et corrigée à l'ère de Marco Ferreri, ne dure qu'un temps. Le temps d'un film cocasse qui broaille les pistes.

LOUIS MARCORRELLES.

* U.G.C.-Odéon, Maritza (v.o.), Beldone, Cinéma-Opéra, Magico-Convention, Muros (v.l.).

Musique

Koizumi dirige Bizet, Lalo et Dutilleux

On a souvent noté l'accord de sensibilité qui règne entre les Japonais et la musique française, et Koizumi l'a pleinement confirmé à la tête de l'Orchestre national de France, qui a joué, samedi 29 mai, en direction des œuvres de Bizet, Lalo et Dutilleux dans leur couleur idéale. La deuxième suite de l'« Arlesienne » était pleine de feu, des senteurs légères et capiteuses de Provence et sonnait avec un charme et un brillant incomparables.

Il rendait aussi sa dignité trop galvaudée à la Symphonie espagnole, s'accordant fort bien dans l'esprit avec cet étonnant virtuose qu'est Pierre Amoyal. Le tout jeune disciple d'Heifetz est un curieux personnage : il vit le visage ovale et un peu épaissi, le masque sévère de David Oistrakh, et de plus paraît souvent absent ou ennuagé. Mais quel talent ! cette « Étude » pour violon, efface toute trace des difficultés les plus abruptes. Il joue serré, sérieux, avec une sorte de charme haïku qui ne mesurait pas à l'échelle de l'exceptionnel, mais efface toute trace des difficultés les plus abruptes. Il joue serré, sérieux, avec une sorte de charme haïku qui ne mesurait pas à l'échelle de l'exceptionnel, mais efface toute trace des difficultés les plus abruptes.

Le Corde de la brocante, aux instruments de musique, des parades de cirque, etc. Le public pourra participer directement aux ateliers.

le miroir sur une ultime question suspendue.

Dutilleux joue à merveille des ressources d'un petit ensemble de chambre isolé du monde avec le grand orchestre ; la musique s'y révèle tout entière, comme un feu de forêt, transparente avec ses microtonalités de cordes, ses dissonances des bois, ces puissantes lumières des cuivres, résonnantes et pourtant rien moins que rugueuses, riches en jeux de timbres et de rythmes imprévisibles, parfaitement dessinés. Admirable est le passage de l'« Arlesienne » où rode encore quelque nostalgie musarum au final élégant succède qui s'élève au vol le motif suspendu et éclate avec une glorieuse certitude en un chant vigoureux et éblouissant de « L'Arlesienne » discrètement. Une musique où la pensée, l'âme, le talent sont de même hauteur.

JACQUES LONCHAMPT.

INSTITUT

LES PRIX DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'Académie française a décerné les prix suivants pour 1976 :

- PREMIER PRIX - DAUGUET à Nicole Belmont pour « Arnold Van Gennep ».
- PREMIER DODD à Marc Augé pour « Théorie des pouvoirs ».
- PREMIER ESTRADE-DECHOS à Jacques Lecoq pour « Le théâtre de la rue ».
- PREMIER FABIEN à Jacques Benoit-Méchin pour « L'Homme et ses jardins ».
- PREMIER FURTADO à Pierre Camus pour « Le Pas des légions », et à Robert Guillemin pour « Un nouveau pour toi ».
- PREMIER LAFONTAINE à Michel Balazard pour « Le Roman de montagne en France », et à Philippe Tournier pour « L'Épique des Gaules ».
- PREMIER LOUIS B. MILLER à Bernard Quès pour « Les Fortes de l'enfer ».
- PREMIER NICOLAS MISSAHEL à Claudine Bédier-Duval pour « Mémoires traditionnelles sacrées », et à Jean de Goldfem pour « Mammès d'Alpologie ».
- PREMIER MONTYON à René Nelli pour « La Philosophie du cathédrale ».
- PREMIER SOBRIÈRE-ANNOUILLE à Serge Drouot pour « L'Épique de la Rose », et à François Pontier pour « Le Chien Job ».
- PREMIER CLAIRE VIRENQUE à Jérôme Seydoux pour « Clara Haskil ».
- PREMIER VIGA et LOIS DE WEGMANN à Bernard Jacqueline pour « Élysée et Paganini » chez saint Bernard de Clairvaux », à Philippe Levlain pour « La Mécanique politique de Vatican II », à Guy de Michel pour « Marie de Michel », à Louis Antoine pour « Deux épisodes au siècle des Lumières », et à

F COMME FAIRBANKS, de Maurice Dugowson

Il s'appelait André, mais son père l'avait surnommé Fairbanks. Fairbanks comme Douglas, comme Zorro, comme Robin des bois, comme le Voleur de Bagdad. Pour quel ce surnom ? Parce que le père d'André, brave homme un peu farfelu, projectionniste de son état, vit dans le souvenir du héros légendaire qui a enchanté son enfance. De Fairbanks, André a d'ailleurs la jeunesse, la vitalité, la moustache séduisante et le grand chapeau noir. Il semble qu'il soit prêt à conquérir le monde.

Le film commence dans la galeté, vire au mélo doux-amer, s'achève dans le drame. Il a le charme, la tristesse, d'une chanson populaire. Drôlerie y rime avec mélancolie, gentillesse et tendresse avec détresse, illusion avec désillusion. A quel on pourrait ajouter : courage avec chômage. Quand il est revenu de son service militaire, André croyait que son diplôme d'ingénieur chimiste l'aiderait à trouver un métier. Un ami « bien placé » ne lui avait-il pas parlé d'un poste au Venezuela ? Mais c'est la crise, et l'on n'a plus besoin d'ingénieur chimiste. Ni au Venezuela ni en France. André fait d'abord contre mauvaise fortune bon cœur. Fairbanks a vu d'autres. Quand il n'a plus un sou, son vieux papa lui glisse un billet de 100 francs dans la poche. Et puis il y a Marie. Marie qui travaille, le jour, dans une agence de voyages, et qui répète, le soir, avec des copains comédiens, l'héroïne d'Alceas au pays des merveilles. Marie-Alice, André-Fairbanks : à mi-chemin du rêve et de la réalité, comme ils vont rir ensemble et comme ils vont s'aimer ! Le rêve malheureusement, devient de plus en plus incertain, et la réalité de plus en plus hostile. André n'a toujours pas de travail fixe. Pour gagner sa vie, le voilà manœuvre, laveur de voitures, « videur » dans une boîte de nuit. Il s'inquiète, il se range, il a

honte, il ne peut plus se supporter lui-même ni supporter Marie. Bonheur rime maintenant avec malheur, et espérance avec déception. André craque, il provoque un scandale au théâtre où joue Marie, des infirmiers l'emmènent. Alors, dans son délire, il redevient Fairbanks l'invincible, « celui qui ne se faisait jamais de mouron », et sur le tapis volant du Voleur de Bagdad, imagine qu'il emporte Marie vers le Venezuela de ses chimères.

D'une étonnante poésie, cette scène finale brise le miroir d'un monde cruel. Elle résume parfaitement ce qu'il y a de précieux et de profondément original dans le talent de Maurice Dugowson. L'ily, surnom, le premier film de l'auteur, nous offre déjà ce mélange de poudre et de coccasserie, de fraîcheur et de consécration. Dans F comme Fairbanks, les personnages de Dugowson demeurent de grands gosses factieux qui gambadent au soleil, partageant leurs fous rires et plongent dans la vie comme dans une eau vive, sans savoir qu'un fond de cette eau il y a des algues, de la vase et des pièges. Ce, sont ces gambades, ces plongées et cet enlèvement qui raconte le film.

Costaud et vulnérable, drôle et pathétique, Patrick Dewaere incarne avec une remarquable aisance Fairbanks-le-cascadeur et Fairbanks-le-paumé. En compagnie de Gérard Depardieu, le voilà solidement installé en tête des comédiens de sa génération. Mimi-Mimi est une Marie-Alice délicieusement acides. L'assurance de Michel Piccoli, la truculence de John Berry, la mondanité de Jean Michel Folon, concourent à la réussite de ce récit sensible, un peu fragile, où la fantaisie sert de trampoline à l'émotion.

JEAN DE BARONCELLI.

* Impérial, Hautecloche, Rivecourt, L'Éclair, Concord, Montparnasse-Panthé, Gaumont-Convention, Clichy-Panthé.

BOUFFONNERIES A SAINT-DENIS

Sous l'œil tour à tour amusé, critique et complexe de François Truffaut, un chocolat dans un bistrot — un bistrot pour rire, planté sur la scène du Théâtre Gérard-Philips à Saint-Denis, la Centre France populaire de France présente deux bouffonneries musicales : le Maître de musique de Pergolèse, et, en création, Gabriel, cher Gabriel ! de José Bergman.

Dans l'une, nous voyons un professeur de chant follement épris de son élève aux prises avec un impresario dynamique de José Bergman. La veuve inconsolable de Gabriel (cher Gabriel), qui était, bien sûr, par s'amouracher d'un autre Gabriel, ordonne des pompes funèbres, celle-ci. Cette fois un peu noire d'Étienne Ray de Villlette, qui n'échappe pas toujours à la facilité de son sujet, se passe dans un petit café de banlieue ; l'idée est donc venue de

présenter l'opéra de Pergolèse comme une transmission dédoublée. Pour ceux qui feraient la fine bouche, il reste néanmoins la possibilité de considérer le procédé au second degré.

Les chanteurs, tous jeunes, venus principalement de l'Opéra-Studio, sont bons en général, même s'ils ne surmontent pas toujours les difficultés de ces deux partitions apparemment simples, mais exigeantes. La seconde surtout, une grande sûreté d'intonation.

Ce double spectacle, qui ouvre le Festival de Saint-Denis de la Réunion, la truchement de Jean Berry, la mondanité de Jean Michel Folon, concourent à la réussite de ce récit sensible, un peu fragile, où la fantaisie sert de trampoline à l'émotion.

C'est Jacques Lucioni, directeur du Centre lyrique populaire de France, qui a assuré la régulation de ce spectacle divertissant sans longueur exempt à la fois de prétention et de complaisance. La partition de José Bergman, qui guide d'un grand nombre de musiques de scène et de film, est celle d'un homme de métier sachant toujours tirer le maximum d'instruments mis à sa disposition pour créer un climat dramatique, avec un sens de l'opéra qui, s'il reste traditionnel, est effluve sans la moindre vulgarité.

GERARD CONDÉ.

* Au Théâtre Gérard-Philips de Saint-Denis, à 21 h., jusqu'au 11 mai (le dimanche : 17 h.).

Salle PLEYEL - Vendredi 14 mai, 20 h. 30.

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

LUCIANO BERIO

NOUVEAU - CONCERTO POUR 2 PIANOS - REPIANTE

Solistes : Gaby BERBERMAN

Katia et Marielle LABEQUE

Direction : Luciano BERIO

Location : Radio-France (224-33-61) Salle Pleyel et agences.

Prix des places : 15 et 30 F (Collectivités, 15 F).

En bref

Salons

La Jeune Peinture

Cette année, c'est sur le thème : confrontation travail collectif-travail individuel que se sont regroupés les artistes de la Jeune Peinture — dont la Salon, une fois de plus, a changé d'adresse : il a fini, après maintes péripéties dont une occupation à Beaubourg, par trouver asile au musée du Luxembourg. Tout exposant devait fournir un travail individuel et avoir participé effectivement aux œuvres collectives d'un groupe : lesdits groupes, une trentaine constitués en début d'année, comportent un nombre fort variable d'artistes, de trois à vingt.

Groupes, ou collectifs, attachés comme toujours à l'illustration d'idées autour de l'actualité politique, économique et sociale. Les sujets ne manquent pas. Aux propos antifascistes, aux images de soutien des peuples en lutte — Palestine, Portugal — aux manifestes pour la liberté d'expression, à la dénonciation des expulsions des travailleurs immigrés, viennent s'ajouter des propos sur l'écologie, la femme, la culture, le statut social de l'artiste, et — on pouvait s'y attendre — le centre Beaubourg, qui fait l'objet d'une très grande toile-calicot (ou collectif antifasciste) dont le libellé culturel est mis entre guillemets.

Quant à la confrontation travail collectif-travail individuel, le malaise à l'air grand dans les rangs de la Jeune Peinture, où on a souvent répondu par un aggrégé de pratiques individuelles plus que par un travail à mains multiples.

Il faut du courage pour exposer ses contradictions. — G. B.

* Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes, jusqu'au 24 mai.

Variétés

Brecht et Dylan réunis

par Bettina Jonic

Chanteuse lyrique classique (elle a chanté, chante ce que l'on appelle le grand répertoire dans les salles d'opéra d'Europe et à Aix-en-Provence, à Belgrade, à Kiel, à Edimbourg, Bettina Jonic a eu l'idée de juxtaposer certaines chansons de Bertolt Brecht et de Bob Dylan et de faire découvrir au cours d'un « one woman show » les correspondances entre le regard de deux poètes. Bettina Jonic passe avec une remarquable aisance de Brecht à Dylan. Tous les textes, bien sûr, sont chantés en anglais. Un groupe de sept musiciens l'accompagne, et cela fait un drôle d'effet d'entendre la Mort d'Emmett Till et Like a rolling stone joués avec une orchestration classique. — C. F.

* Théâtre d'Orsay, dans le cadre des Fêtes de Paris, jusqu'au 12 mai, 20 h. 30.

PUBLICIS ELYSEES - PARAMOUNT OPERA

CAPRI Gds BOULEVARDS
FURNISHING ST-GERMAIN
STUDIO JEAN COCTEAU
PARAMOUNT MALLIOT

Périphérie : PARAMOUNT LA VARENNE
FLAMANDS SARCLES - SANMARIA ARGENTIN

Chantons SOUS L'OCCUPATION

"Admirable montage historique qui éclaire les ambiguïtés de la fête parisienne" (Le Monde)

"Des documents fantastiques irréfutables" François Chalais (Antenne 2)

"Tout ce qu'André Halimi montre est vrai" Samuel Lachize (L'Humanité-Dimanche)

سكنى فى الوطن

LILLE ET PEUGEOT AU RENDEZ-VOUS DU DIESEL

Quatre cylindres pour la crise

C'est à Douai que Renault construit la R14; c'est à Lille que Peugeot vient de produire son millionième moteur Diesel « rapide ».

ARMAND PEUGEOT installa, en 1898, la première unité de production industrielle de la « firme du Sochaux ». Il ne reconstruisait plus son usine : les ateliers de brigue, qui abritaient six cent cinquante personnes avant la première guerre mondiale, ont été repeints en rouge et en vert cru. Des bâtiments plus modernes ont poussé sur 10 hectares d'un terrain sur lequel les fleurs commencent à s'épanouir.

Il est vrai qu'il, en plein Lille, on ne pousse plus : la fabrication des premières Peugeot (1 900 automobiles par an) a pris fin il y a une soixantaine d'années et, depuis 1928, la vocation essentielle de l'usine est de produire des moteurs Diesel : 124 000 en 1975, 1 million depuis 1958, l'année du lancement du premier diesel français « rapide », celui de la 403 D présentée au mois de juillet 1959.

Auparavant, les moteurs à combustion interne de la C.L.M. (1) ne pouvaient équiper que des installations industrielles ou des navires. Trop lents (1 000 à 1 500 tours/minute), ils sont aussi trop lourds et trop encombrants pour équiper une automobile. On fabrique même un moteur diesel deux temps à pistons opposés pour de très petites voitures, dont la production cessera en 1980. Un dinosaure à côté du groupe équippant la 204 D, le plus petit moteur Diesel du monde.

L'usine de Lille emploie aujourd'hui 2 700 personnes, dont 65 ingénieurs et cadres, 450 employés, 1 200 ouvriers et 1 000 apprentis.

ployés, techniciens et agents de maîtrise. Les trois quarts des effectifs habitent à moins de 5 kilomètres. On ne compte ici que 4,5 % de travailleurs immigrés, et le personnel est essentiellement masculin (6,5 % de femmes). Le quart est affecté à des tâches de contrôle. Cinq blocs sont fabriqués : ceux des 504 L D et 3 7 1 400 kg (1 948 cm³ ceux des 504 G L D et 3 7 1 800 kg (2 112 cm³); un moteur dérivé de ce dernier, plus « poussé », équipant les taxis 504 D à boîte automatique; le petit groupe des 204 D

(1 357 cm³) et un six cylindres en ligne « marine ». Le rythme de production est de 25 moteurs/heure pour la 204 et de 62 moteurs/heure pour les autres. Au total, 700 par jour.

Une 304 D ?

Il y a un « trou » dans la gamme, entre la 204 et la 504. Or le bloc-cylindres existe. C'est celui de la 304. Il a été conçu pour être « dieselisé » dans l'avenir tout comme l'était, avant lui, le moteur de la 204. Ses cotes sont largement calculées, et il suffirait d'une culasse, d'un arbre à cames et de quelques autres organes spécifiques pour qu'il devienne un diesel. Moyennant un certain nombre de modifications — à l'instar de la 204 — il pourrait être usiné et monté à Lille. Le succès commercial des 204 D et la part du diesel dans la production de Peugeot (qui est passée de 10 % à 20 % en trois ans) ont certainement amené la direction à prendre une décision. Et le mutisme gêné de certains laisse penser qu'il ne s'agit plus d'une éventualité.

D'autant plus que, en 1975, un matériel nouveau, d'une valeur de 100 millions de francs, a été installé ici. Et que le transfert du montage des boîtes de vitesses des 3 7 — que l'on conserve ici par prudence, par crainte de la « monoculture » — a été envisagé. La production pourrait ainsi être portée à 1 000 moteurs par jour, ce que la progression quasi régulière de la gamme actuelle ne justifie qu'en partie. La conjoncture est bonne pour le diesel. Il consomme et pollue peu. D'autre part, son prix ne suit pas la courbe trop rapide

des augmentations successives qui ont frappé les acheteurs d'automobiles. L'écart entre les versions « essence » et « gasoil » d'un même modèle tend à diminuer. Dans ces conditions, la fabrication d'un nouveau moteur n'est pas une aventure. Une 304 D équipée d'un 1 550 cm³ ou 1 600 cm³ serait même la bienvenue, quand une partie des utilisateurs de 204 D manifestent le désir d'un surcroît de puissance. A Lille, c'est certain, on sent qu'on a le vent en poupe.

MICHEL BERNARD.

DUNKERQUE CHOISIT LE RELAIS DU PÉTROLE

Les bonnes formules de la chimie

L'ensemble de la région compte sur les industries de sa façade maritime et spécialement sur le futur vapocraqueur de Dunkerque pour prendre le relais de ses mines et de ses atelers.

LES travaux de la plate-forme pétrochimique de Dunkerque, qui ont commencé il y a tout juste quelques jours. L'ouvrage, dont la construction — et intégralement l'exploitation — est assurée par la COPEXOR (Compagnie pétrochimique du Nord), filiale à 80 % du C.D.F.-Chimie et à 20 % de la QAPCO (Qatar Petrochemical Company), comprendra un vapocraqueur, d'une capacité finale en éthylène de 450 000 tonnes/an, et une unité de polyéthylène basse densité de 150 000 tonnes/an, la plus grande au monde. Le démarrage de ces installations devrait intervenir dans le courant du second semestre 1978.

A moins que la conjoncture ne s'y prête vraiment, le vapocraqueur ne délivrera initialement que 225 000 tonnes d'éthylène, son doublement n'étant prévu qu'à l'horizon 1980. Le coût de la première phase des travaux est évalué à 1,2 milliard de F, le prix final de l'ensemble devant s'élever à 1,7 milliard environ.

Le Nord va donc enfin prendre le virage de la pétrochimie qu'il avait, par la force des choses, né au début des années 60. A l'époque, l'industrie chimique française n'était pas préparée pour cette mutation géographique. Faiblement intégrée, trop dispersée, sa capacité financière ne lui permettait pas, en outre, de consentir l'effort nécessaire pour assurer cette reconversion sur les lieux mêmes où elle avait vu le jour. La région de Leac était en plein essor, et le pétrole arrivait encore par le canal de Suez.

Les industriels avaient, par conséquent, tout intérêt à s'installer soit à côté (ou non loin) des lieux de production (Feyzin), soit à l'endroit où l'« or noir » était déchargé (Lavéra). Par la suite, le développement de la zone industrielle du Havre devait encore repousser l'échéance de cette reconversion. Malgré les entraves mises à

son redéploiement, l'industrie chimique a quand même conservé de bonnes positions dans le Nord. La carbocimie y tient encore une petite place non négligeable, avec l'usine de débenzole de C.D.F.-Chimie à Drocourt, d'où sortent 30 000 tonnes de benzène par an (7 % de la production nationale). La pétrochimie n'est pas non plus tout à fait absente, puisque, non loin de Dunkerque, BP fabrique des aromatiques. Mais, pour l'essentiel, son activité est tournée vers les productions d'aval : corps gras, produits amyliques (amidons), détergents (Lever), engrais (COFAZ, C.D.F.-Chimie, Générale des Engrais), colles (Gerland), matières plastiques (Monsanto, C.D.F.-Chimie), formol (C.D.F.-Chimie), peintures (C.D.F.-Chimie), etc.

Tout cela ne pèse évidemment pas lourd dans l'ensemble de la profession. La chimie du Nord représente, toutes activités groupées, 8 % du chiffre d'affaires de l'industrie chimique française, soit près de 6 milliards de francs, emploie un peu plus de 20 000 personnes, sur un total de 302 000 (7,2 %).

C.D.F.-Chimie, qui avec ses satellites arrive largement en tête avec un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs et 3 500 employés, cherchait depuis long-

temps à ramener les activités chimiques du Nord réduites à due proportion, avec le déclin du charbon et la montée du pétrole. Le projet d'un vapocraqueur était depuis longtemps dans ses cartons. Encore fallait-il disposer des capitaux suffisants. Les accords passés avec le Qatar allaient lui fournir l'occasion de passer aux actes. Pour le Nord, c'est une bonne affaire.

Dès qu'elle fonctionnera à pleine charge, la plate-forme de Dunkerque accroîtra — notablement le poids de la chimie dans la région en lui procurant près de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires supplémentaires. L'ensemble constitué par le vapocraqueur, l'unité de polyéthylène basse densité et les services généraux occuperont environ 430 personnes. Comme la création d'un emploi industriel en induit trois en aval, ce sont au total près de 1 800 personnes qui trouveront du travail.

Les mouvements de produits (polyéthylène basse densité, mais aussi éthylène, dont au moins 150 000 tonnes seront revendues) seront également une source d'enrichissement grâce aux perceptions de taxes auxquelles ils donneront lieu. Autre avantage : l'alimentation du vapocraqueur en naphta et en

gas-oil (900 000 tonnes par an dans la première phase) sera une source de bénéfices pour les raffineries de la région (Total, BP).

Ajoutons qu'un raccordement du vapocraqueur aux éthyliques de l'AR.C. (Aethylen Rohrliegung Gesellschaft) intégrerait la nouvelle plate-forme à l'ensemble des unités de Hollande, de Belgique et de l'Allemagne de l'Ouest et renforcerait les activités du site de Mazingarbe, où C.D.F.-Chimie vient de démarrer une unité de P.V.C. depuis la fin du mois de janvier dernier. A très long terme, c'est-à-dire d'ici dix à quinze ans, on estime enfin que les développements ultérieurs de la plate-forme devraient permettre de procurer du travail à près de 20 000 personnes. Mais cela est une autre histoire.

Dans l'immédiat, la construction de l'ouvrage aura déjà d'heureuses retombées sur l'industrie locale. Une bonne partie des travaux ont été confiés à la Société de construction métallique de Provence et des Ardennes. En outre, on chiffre à 30 000 tonnes environ les commandes d'acier qui seront passées à Usinor pour la construction des réservoirs et des appointements.

ANDRÉ DESSOT.

FRANÇAISE DE MECANIQUE
- 62 DOUVRIIN -
2700 personnes - en expansion importante - Usine entièrement neuve - Installations et équipements ultra-modernes, recherche
CHEFS D'ATELIERS, CONTREMAÎTRES
d'entretien d'atelier, de fabrication mécanique
Formation ELECTROTECHNIQUE
Expérimentés en Entretien Machines-outils.
Age minimum souhaité 30 ans.
CHEFS D'ATELIERS, CONTREMAÎTRES
de fabrication
Formation MECANICIENS
Expérimentés en Fabrication mécanique de grande série.
Age minimum souhaité 27 ans.
Adresser C.V. à SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MECANIQUE
B.P. No 8 DOUVRIIN 62138 HAINES.

SEUIL
A bien lire pour mieux boire
PIERRE-MARIE DOUTRELANT
Les bons vins et les autres
suivi d'un guide de l'acheteur et de bonnes adresses
"Le bréviaire de l'amateur du gourmet."
du consommateur ne voulant plus être dupe"
C.S.I.L. Histoire immédiate dirigée par J. Lacourture 258 pages (12 cartes) 36 F

QUESTION...
BON VENT SUR L'ÉTRANGER
M. Roger Delcasse, chef du service inter régional des douanes de Nord-Pas-de-Calais-Picardie, explique comment, sous l'angle de ses échanges avec l'étranger, la région a supporté la crise économique.
La statistique de ses achats et de ses ventes à l'étranger ne permet pas de constituer un excellent moyen de mesurer la vitalité d'une région.
Comme on pouvait s'y attendre, le bilan du commerce extérieur du Nord-Pas-de-Calais pour l'année écoulée fait apparaître qu'il a, au même titre que l'ensemble des secteurs géographiques fortement industrialisés, ressenti les effets de la récente crise économique.
Par rapport à 1974, les entreprises régionales ont subi rétro leurs importations

Indicateur	Nord-Pas-de-Calais	Ensemble de la France
EXPORTATIONS (1974)	1821	1735
IMPORTATIONS (1974)	1154	980
EXPORTATIONS (1975)	1735	1154
IMPORTATIONS (1975)	980	1154

par rapport à une base 100 exprimant le moyen national.

EXPOSITIONS
d'environ 11 % en volume et 9 % en valeur, tandis que leurs exportations diminuaient d'un peu plus de 14 % en quantité mais pour une valeur sensiblement égale.

IMPORTATIONS
Ces résultats, proches, dans l'ensemble, des chiffres nationaux, ont amené une amélioration sensible de la balance commerciale, le taux de couverture passant de 72,5 à près de 78 %. Ce score,

dont il ne faut toutefois pas exagérer l'importance, car la notion d'équilibre de la balance commerciale ne présente, au niveau d'une région, qu'un intérêt relatif, est le meilleur enregistré depuis 1965.

Il est, en revanche, intéressant de noter que, en dépit des difficultés qu'elles ont connues, les entreprises régionales n'ont rien perdu de leur dynamisme, puisqu'elles ont réussi à conserver au Nord-Pas-de-Calais la seconde place parmi les régions économiques françaises, et cela aussi bien pour les importations, avec plus de 12 % des achats français, que pour les exportations, avec près de 10 % des ventes.

Les meilleurs résultats ont été obtenus dans les secteurs de l'industrie automobile et, surtout, des biens d'équipement destinés aux pays de l'Europe de l'Est et du tiers-monde, notamment d'Afrique, d'Asie occidentale et du Sud-Est asiatique.

...RÉPONSE

RESIDENCE ALBATROS A HARDELOT
C'est parce que nous savons que vous êtes exigeant que nous avons conçu la Résidence Albatros à Hardeiot. Ainsi avons-nous soigné particulièrement nos appartements et les avons-nous équipés dans le moindre détail de tout le confort moderne pour que vous en profitiez immédiatement. Ils surplombent la mer et, du balcon, vous voyez vos enfants jouer. Enfin, vous revivrez ce plaisir oublié : ne rien faire.
Et pourtant, pour vos loisirs, Hardeiot vous propose un golf de dix-huit trous, un club d'équitation, des courts de tennis, une piscine, un club de voile...
Aujourd'hui, ne limitez plus vos exigences. La Résidence Albatros à Hardeiot vous accueille dans son cadre exceptionnel.
Pour tous renseignements et de documentation :
AGENCE DU DOMAINE
62137 Hardeiot, Tél. 32.70.02
CABINET CLUSE
65, Bd de la République, 59000 Roubaix, Tél. 70.00.12.

Bon à découper.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

حکذا من الاصل



Région Nord-Pas de Calais
LE PAYS FRANC

LES COMMUNICATIONS

Le canal à grand gabarit Dunkerque-Valenciennes doit déboucher sur l'Europe industrielle

Le Nord dispose maintenant d'un canal à grand gabarit capable d'accueillir les convois poussés de 3 000 tonnes entre Dunkerque et Valenciennes. Cette voie d'eau qui sillonne les deux départements doit favoriser la reconversion en attirant des industries nouvelles. Tel est le raisonnement que l'on peut fort logiquement tenir. Mais cette voie d'eau est loin de pouvoir jouer son rôle tout simplement parce qu'elle est coupée du réseau des voies navigables belges, allemandes, hollandaises.

Le canal à grand gabarit est pratiquement une impasse qui s'arrête dans le Valenciennais à quelques kilomètres de la frontière belge. Il reste donc à achever l'entreprise.

Trois priorités

Trois opérations sont jugées indispensables par la région : — Au-delà de Valenciennes, la jonction avec le réseau belge par l'Escaut ;

— A partir de Lille, maintenant relié au canal par la Dûle élargie, la jonction avec la Lys en Belgique et, plus tard, avec l'Escaut par une desserte à grand gabarit de l'agglomération de Roubaix-Tourcoing ;

Enfin il conviendra de prolonger le canal à l'ouest jusqu'au nouvel avant-port de Dunkerque.

Ces trois opérations semblent s'imposer. C'est le bon sens. Sinon le Nord-Pas-de-Calais se trouvera longtemps encore coupé des grands pôles d'activités de l'ensemble industriel le plus puissant de l'Europe de l'Ouest. Certes, l'ouverture sur cet ensemble apportera aussi la concurrence. Mais le Nord-Pas-de-Calais joue sans réticence la carte de l'Europe. La confrontation dans le cadre européen peut entraîner des risques, mais elle peut être aussi un stimulant pour toute l'activité régionale.

Les départements ont si bien compris l'intérêt de la voie d'eau qu'ils lui ont consacré régulièrement des crédits importants. Le département du Nord, pour sa part, inscrit régulièrement à son budget une somme de 8 millions de francs, qui sera probablement dépassée prochainement pour tenir compte des projets du VII^e Plan.

Car, là encore, il faut en revenir aux insuffisances de l'aide de l'Etat. Le coût des dernières

grand gabarit. Faut-il, en attendant, perdre le bénéfice d'une opération qui pendant des années a mobilisé les énergies et les capitaux ?

Il est encore essentiel pour le Nord-Pas-de-Calais d'être relié par une voie d'eau à grand gabarit au Bassin parisien. C'est l'un des projets soutenus par le consortium Seine-Nord et qui a reçu l'approbation de plusieurs régions, notamment le Nord-Pas-de-Calais. Il s'agit alors de

Le Nord Pas-de-Calais c'est notamment :

3 grands ports maritimes :

- Dunkerque : grand port européen
- Calais : 1^{er} port de voyageurs
- Boulogne : 1^{er} port de pêche.

et des ports fluviaux :

Lille-Santes, Valenciennes-St Saulve, Douai.

L'effort du Conseil Général du Nord en faveur de Dunkerque et des ports fluviaux s'élève à 110.000.000 Francs.

opérations évoquées ci-dessus est sous commune mesure avec ce qui semble pouvoir être accordé pour le VII^e Plan en financement national. C'est d'autant plus regrettable que l'activité économique du Nord-Pas-de-Calais est pour la France un atout capital dans la concurrence européenne. Le tout est de savoir si on veut enfin considérer comme urgent l'achèvement de la voie à

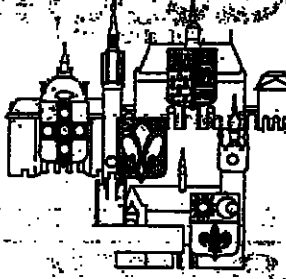
doubler le canal de Saint-Quentin par une voie moderne parallèle.

C'est finalement une question de priorité et de décision gouvernementale. Ce projet est trois fois moins onéreux que celui de Rhin-Rhône et peut être rentabilisé en dix années. Sur ce plan, le dossier du Nord-Pas-de-Calais est solide. Il est, et sera, défendu avec ardeur.



1976 : 1.100.000 HABITANTS.
87 COMMUNES. BUDGET 691.355.000 F.

Constructions scolaires.
Grandes opérations d'aménagement.
Transports urbains.
Métro.
Centre olympique.
Logement.
Marchés publics.
Marché d'intérêt National.



Travaux d'adduction d'eau.
Travaux d'assainissement.
Voie (rapide et artérielle).
Entretien de voirie.
Signalisation.
Ordures ménagères.
Services de secours et de lutte contre l'incendie.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE LILLE
Rue du Ballon 59000 LILLE - Tél. 16.20. 51.92.08

AUTOROUTE-RAIL-AÉROPORT

Un réseau très dense de communications

Innovations sur le réseau S.N.C.F.

La région estime que l'abandon du tunnel ne justifie en rien le report du projet de T.G.V. « Train à grande vitesse ». Favorisant les déplacements entre Paris, le Nord, Londres et Bruxelles.

L'établissement public régional prépare un schéma régional des transports collectifs ; celui-ci doit présenter avant la fin de

étant créées dans le même sens entre Paris et Boulogne et Boulogne et Calais, c'est l'ensemble des relations ferroviaires entre Paris et la côte d'Opale qui se trouvent renforcées. Cette décision est intéressante à plus d'un titre, car elle va dans le sens des vœux émis par les départements de Calais et de Boulogne handicapés sur ce plan bénéficieront désormais de conditions plus favorables pour leur développement économique et touristique. Boulogne pourra plus facilement mettre en place son centre international de surgélation de légumes et de produits de la mer.

Lille - Lesquin

a accueilli Concorde

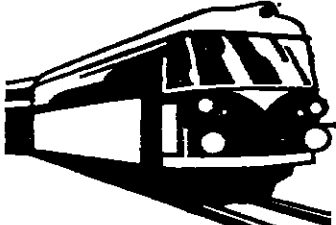
L'aéroport de Lille-Lesquin entre Paris et Bruxelles semblait n'avoir qu'un avenir très limité. Il fallut une certaine dose d'audace pour le lancer contre l'avis de tous ceux qui estimaient que la proximité des grands aéroports internationaux le condamnerait à vivre. Le pari fut gagné pourtant. Les nouveaux bâtiments inaugurés en 1963, puis agrandis ensuite, voient sans cesse augmenter leur taux de fréquentation. Le trafic des passagers est passé de dix mille environ en 1969 à 180 000 aujourd'hui. Il y a chaque jour ou plusieurs fois par semaine des vols vers Londres, Paris, Lyon et la Côte d'Azur, Strasbourg-Metz-Mulhouse, Le Havre-Nantes. D'autres vols relient Lille à l'Allemagne (Frankfurt), à l'Afrique (Alger, Casablanca) etc. Le nombre des charters est en progrès également et représente maintenant 7,5 % du trafic.

Le fret aérien s'est aussi considérablement développé : il a atteint en 1975 près de 4 000 tonnes.

Du point de vue des installations, Lille-Lesquin peut recevoir Concorde (cela s'est produit à plusieurs reprises et notamment quand le brouillard paralysait Roissy !), le DC 10 et le Boeing 747.

Mais, si l'aéroport de Lille s'adapte très rapidement à l'évolution de la technique aéronautique, c'est la liaison Lille-Orly (la plus ancienne — trente-deux vols par semaine) qui connaît le développement le plus spectaculaire.

Ainsi, grâce à l'effort du conseil général du Nord et des chambres de commerce, le Nord-Pas-de-Calais dispose maintenant d'une base aérienne qui doit connaître encore d'autres développements.



Pas de péage

Il restait à prolonger cette transversale ouest-est vers Valenciennes et le bassin de la Sambre, qui connaît de graves difficultés en raison même de son isolement. L'autoroute Lille-Valenciennes a connu quelques avatars. En effet, la direction de l'équipement avait décidé que cette voie serait à péage, alors qu'un accord était intervenu entre l'Etat et le département, en 1973, par lequel ce dernier prenait en charge quelque 1 000 kilomètres de routes nationales et obtenait en compensation que l'Etat finance la jonction Lille-Valenciennes. Pourrait-on instaurer cette frontière de péage dans la région pour une seule exception ? Les élus unanimes protestèrent. Finalement, la raison l'a emporté. Un compromis est intervenu. Lille-Valenciennes, comme toutes les autres autoroutes du Nord sera sans péage, le conseil général du Nord acceptant d'intervenir pour une somme de 180 millions sur un total de 225 millions de francs.

Il reste encore à réaliser la liaison Calais-Arras, maillon de la fameuse autoroute A26 qui devait assurer la liaison entre le tunnel sous la Manche et l'est de la France. Le projet de tunnel abandonné, l'autoroute risquait d'être aussi oubliée. De nombreuses démarches des responsables ont obtenu que le projet soit repris. Il se réalise cependant moins vite que prévu.

La rocade minière, dans le secteur de Lens-Douai, tellera les trois autoroutes, A1, A2 et A26.

Il convient enfin d'assurer une meilleure desserte de la côte d'Opale, notamment à partir de la métropole. C'est une opération à laquelle participe la région et qui devra être prise en compte par le VII^e Plan.

1976 un ensemble de mesures cohérentes à court et moyen terme pour l'amélioration des relations interurbaines dans le Nord-Pas-de-Calais.

Dans l'immédiat, la S.N.C.F. annonce la mise en route de voitures « Corail » sur la ligne Paris-Lille. Mais une autre demande plus importante sur le réseau, depuis longtemps formulée, vient d'être satisfaite. Le 26 septembre prochain, avec l'entrée en vigueur de l'horaire d'hiver 1976-77, la S.N.C.F. mettra en service deux turbo-trains sur la ligne Paris-Amiens, Boulogne-Calais. D'autres liaisons

Avec la Grande-Bretagne en face... même sans tunnel, le Bénélux à notre porte, un hinterland irrigué jusqu'en Allemagne.

Avec un outil de travail comme le nouvel avant-port, un enseignement supérieur orienté vers les échanges internationaux :

Il y a des mots qui prennent, dans la région de Dunkerque, un sens très concret.

L'Europe

est de ceux-là...

Vous pouvez, comme nous, jouer cette carte.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE DUNKERQUE

حكومة الجزائر

صكذ من الاحل

SOUCCIS DE FEMMES

QUELQUES images de la condition des femmes du Nord nous les montrent comme des femmes jeunes, dynamiques, travailleuses et capables de se regrouper en associations, mais avec une faible qualification professionnelle, un fort taux d'absentéisme et une faible participation politique aux décisions concernant leur région.

Deux millions sept mille femmes vivent dans la région du Nord. Cette population féminine est jeune : 21,8 % des femmes ont moins de vingt-cinq ans (alors que le pourcentage est de 19,5 % pour la France), et 7,1 % seulement des femmes du Nord ont plus de soixante-cinq ans (contre 8,3 % en moyenne nationale).

Le taux d'activité des femmes au travail est inférieur à la moyenne nationale : 32,5 % pour la région du Nord contre 38,2 % pour la France entière. La sous-activité féminine est donc relativement marquée dans la région.

La plus grande partie des femmes au travail sont employées dans le secteur industriel : l'industrie emploie 33 % de la population active féminine, surtout dans le textile et l'habillement (25 % pour la France entière). Le volume d'emplois tertiaires (administratifs, services sociaux) est très proche de la moyenne nationale : 58 % contre 59 %. Enfin l'emploi féminin agricole est sous-représenté : 8 % au lieu de 14 % dans l'ensemble du pays.

La vie familiale des femmes du Nord est très souvent marquée par des comportements traditionnels. Elles se marient tôt, à vingt et un ans environ, alors que la moyenne de la France est de vingt-deux ans, et les unions y sont plus stables que dans le reste du pays. Enfin, le taux de natalité est demeuré, jusqu'en 1972, nettement supérieur à la moyenne nationale : 19,4 enfants par femme contre 19,3 pour mille contre 16,9 pour mille. Depuis quatre ans, toutefois, la fécondité a beaucoup baissé.

La représentation des femmes du Nord dans les assemblées élues est particulièrement faible : elles ne représentent que 4,6 % de l'effectif des conseils municipaux, 3,9 % des conseils généraux, et 1,9 % du conseil régional. La région ne compte aucune femme députée ou sénatrice.

Or la qualité et le dynamisme des associations féminines, qui sont très nombreuses et très vivantes, prouvent que les femmes du Nord souhaitent apporter une participation réelle à la vie de la collectivité.

Treize associations féminines de la région du Nord se sont regroupées pour préparer ensemble des propositions concrètes à soumettre aux pouvoirs publics. Ces propositions concernent :

- « Le travail de la femme » : horaires à la carte, crèches familiales, nourrices agréées, travailleuses familiales, trois jours de salaires payés par an et par enfant malade, stages de formation, égalité des salaires.
- « La vie familiale » : révaloriser le rôle maternel sur le plan psychologique et sur le plan matériel (allocations familiales dès le premier enfant, progression des prestations familiales, simplification du calcul et soumission de ces prestations à l'impôt, amélioration des conditions de vie de la mère de trois enfants et du logement des familles nombreuses).
- « La participation des femmes à la vie politique » : les femmes du Nord proposent que dans toutes les assemblées élues il y ait obligatoirement 25 % de femmes, afin que les femmes puissent travailler en équipe avec les hommes politiques.

NOELLE DEWAYRIN,

* Avocat au barreau de Lille.

HUIT MAGISTRATS A SAINT-OMER

Les travaux forcés d'une cour d'assises

UN outrage public à la pudeur, trois vols — dont le montant n'excède pas 500 F, pour le plus grave — une dizaine d'accidents de la circulation ou d'infractions au code de la route, autant de cas de conduite — sous l'empire d'un état alcoolique — en tout vingt-quatre affaires à juger au cours de la semaine.

Pour les Audomarois, l'existence du tribunal est l'un des éléments indispensables à l'animation de leur ville. Ancien évêché, place forte bâtie aux confins des collines d'Artois et de la plaine flamande, la cité a conservé le visage rassurant de sa prospérité bourgeoise des dix-sept et dix-huitième siècles. Bordée d'hôtels aux façades discrètement sculptées, ses rues paisibles et silencieuses ont gardé le charme provincial et désuet qui a inspiré l'auteur de *Ces dames aux chapeaux verts*. Depuis un siècle, alors que se développaient les ports de la côte, les industries de la région, la ville s'est progressivement endormie, déclare un commerçant.

La population — aussi nombreuse que celle d'Arras au moment de la Révolution — n'a cessé de décroître. Elle est aujourd'hui de dix-neuf mille habitants environ. Au milieu d'une campagne en proie à l'exode rural, où les petites exploitations ne pouvaient rivaliser avec l'agriculture industrielle du reste de la région, Saint-Omer survivait au gré de l'activité artisanale des ateliers de lingerie et selon les cours du chou-fleur récolté par les *Wateringues*. (1) dans les jardins maraichers du marais de l'As. Mais depuis quelques années, la ville semble

encore, des tensions raciales — qui furent, notons-le — rarement provoquées par les étrangers eux-mêmes.

Au 1^{er} janvier 1976, 172 083 étrangers — dont 41 000 du sexe féminin — étaient établis dans le département du Nord, dont la population comptait, au recensement de 1975, 2 500 000 habitants (171 185 immigrants au 1^{er} janvier 1975).

En 1975, qui fut la première année de suspension quasi totale de l'immigration pour les travailleurs, la régression des entrées n'a pas été aussi importante dans le Nord que dans les autres régions françaises. Ce phénomène est dû à l'introduction massive de main-d'œuvre marocaine par l'industrie des mines. Ainsi, les introductions régulières se sont-elles élevées en 1975 à 1 465 travailleurs, dont 1 452 pour les Houillères. Dans le même temps, 239 personnes ont vu leur situation régularisée par les services du ministère du Travail dans le département du Nord.

Entre deux politiques

L'Amicale des Algériens en Europe, qui dispose d'un bureau local à Roubaix, fait observer, à propos du volume de la population immigrée dans cette ville, que la recherche d'une solution entre deux politiques de l'immigration — l'une d'intégration, l'autre de respect des origines de culture — nécessite la prise en compte d'un certain nombre d'éléments : « Le vocabulaire d'intégration, estime cette association, est fréquemment assimilé à la notion de « seuil de tolérance », comme si l'intégration n'était qu'un phénomène naturel lorsque les immigrants sont en nombre suffisamment faible au sein de la population autochtone. »

La juxtaposition de ces deux notions risque de conduire à la passivité, à laisser-faire, quand on constate l'importance de ce qui devrait être fait dans le domaine de l'accueil. Il est peut-être préférable, pour faire avancer la réflexion sur ce point, de parler en termes de capacité d'accueil plutôt que d'interdire tout dialogue invoquant un quelconque seuil de tolérance, qui ne prend pas en considération les structures socio-professionnelles ou familiales, l'histoire de la commune, le niveau des équipements collectifs.

« En revanche, note encore l'Amicale des Algériens en Europe, il faut se garder d'une fausse démocratie, qui provoque l'effet contraire de l'intégration : la sélection naturelle ou l'élimination. La formation professionnelle pour adultes, notamment, défilait des critères d'entrées qui ne correspondaient nullement aux caractéristiques

connaître un nouveau départ grâce à l'expansion considérable de la cristallerie Arcoval dont les usines s'étendent dans le faubourg d'Arques, et à l'installation de la Compagnie générale de constructions téléphoniques (C.G.C.T.). A présent, ces deux entreprises comptent respectivement sept mille et deux mille cinq cents employés.

Paix sociale

La cristallerie est la clé de l'économie locale et en est également le régulateur, notamment dans la mesure où elle propose les salaires les plus élevés et de nombreux avantages sociaux. Dans cette entreprise familiale aux modes de direction rigoureux, il n'y avait, jusqu'en 1968, aucune organisation syndicale. Aujourd'hui, un « syndicat maison » y est largement majoritaire. Les « cristalliers » redoutent plus que d'autres le moindre comportement devant le tribunal et demandant aux journalistes de ne pas mentionner leur nom. Il semble que la direction de l'usine n'apprécie guère que l'on ait affaire à la justice. Arcoval est un teneur de paix sociale — souligne avec une certaine ironie un magistrat qui ajoute que le secteur de Saint-Omer est « tranquille » au plan judiciaire.

M. Jacques Tabureau, procureur de la République, estime que cette relative tranquillité est due au fait que l'industrialisation de la région n'a pas provoqué de bouleversement social. « Une grande partie de la population

reste semi-rurale, précise-t-il, de nombreux ouvriers continuent d'exploiter un lopin de terre. »

A propos de la plupart des affaires que le tribunal de Saint-Omer a à connaître, le procureur parle d'une délinquance « traditionnelle », voire d'une « délinquance saine ». Il affirme que les nouvelles formes de crimes et de délits, particulièrement en matière de violence, apparaissent rarement dans le ressort de sa juridiction. « Il y a deux ou trois ans, indique-t-il, nous avons connu plusieurs cas de bagarres à la sortie des bals, mais les sanctions ont été assez exemplaires. Depuis, ce genre d'affaires a pratiquement disparu. » Le magistrat signale, toutefois, que l'éthylisme est souvent à l'origine de la délinquance dans ce pays où la « bière n'est pas de l'alcool ». Mais en conclusion sur ce chapitre, le procureur se hâte de ne relever dans ses statistiques qu'un nombre très modéré de récidives. « En cinq ans, sur mille deux cents peines prononcées avec sursis il n'y a eu que vingt-huit cas de révolutions. »

Cependant, les magistrats de Saint-Omer affirment avec insistance que leur juridiction ne manque pas d'activité tant en matière civile que pénale. « Huit magistrats pour un ressort de cent trente-cinq mille habitants, ce n'est pas trop, bien au contraire, déclare Mme Isabelle Cabal, président du tribunal. Le domaine de la justice ne cesse de s'étendre et de se spécialiser. Chacun de nous doit pouvoir tenir

plusieurs rôles à la fois. En plus de mes fonctions administratives, je dois remplir celles de juge de la mise en état, de juge des affaires matrimoniales, et en outre il me faut siéger très souvent aux assises. Certains jours, il me faut passer des conciliations de divorce à des ventes judiciaires, tout en trouvant un moment pour rédiger un jugement. Cela tient parfois de l'acrobatie. Il nous faudrait manifestement un juge supplémentaire, sans parler des effectifs insuffisants du secrétariat et du greffe. »

En dépit de ces difficultés, M. Tabureau, comme ses confrères, plaide la cause des « petits tribunaux ». « Nous y sommes nécessairement plus proches du justiciable, dit-il. La justice y est moins impersonnelle. Tout cela va dans le sens de nombreuses réformes. Il faut préserver ces petites unités à bien des égards préférables à certains tribunaux qui risquent de devenir de véritables machines à rendre la justice. »

L'existence du tribunal de Saint-Omer a-t-elle été menacée ? Il semble que la composition du barreau de la ville soit significative de l'avenir de la juridiction. Il ne compte plus que huit avocats, mais quatre d'entre eux viennent de s'installer tout récemment à Saint-Omer.

FRANCIS CORNU.

(1) Propriétaires associés des terrains drainés par les « wateringues » (chemins d'eau) qui sillonnent le marais de Saint-Omer.

UN PAYS MOINS ÉTRANGER POUR LES IMMIGRÉS

Vieilles connaissances

Le Nord est une traditionnelle terre d'accueil pour les travailleurs étrangers. Le problème des immigrés, aigu parfois, s'y pose en d'autres termes qu'ailleurs.

On n'a connu ces courtes vagues de ces « cafés garnis » de Roubaix, dont les étages servent de logement à des travailleurs immigrés ? Il y en avait cent cinquante-six en 1968, totalisant un millier de chambres ou vivant entre mille cinq cents et deux mille personnes. Un certain nombre de ces établissements « meublés » ont subsisté dans le quartier de la gare, bidonville verticaux par adaptés au séjour d'une population nord-africaine, souvent d'origine rurale, ayant des relations familiales ou extra-familiales très larges avec un esprit de solidarité très développé.

De longue date, le Nord a abrité des travailleurs étrangers. Malgré l'apport des frontaliers belges, utilisés surtout dans l'industrie du textile, le manque d'effectifs avait fortement freiné, à Lille et dans sa banlieue, le rythme de la construction. Cette insuffisance se faisait sentir surtout dans les métiers du gros-œuvre, où l'on manquait de maçons, de cimentiers, de plâtriers. Faute de pouvoir loger les ouvriers d'origine transalpine et leurs familles, on fit appel à des célibataires maghrébins, dont une partie se trouva par la suite sans emploi faute d'une formation professionnelle suffisante — que la France n'avait pas su leur donner. Ainsi, ceux qui avaient bâti l'agglomération nouvelle furent-ils rejetés, parfois sans ressources, dans les taudis.

Cette situation s'est améliorée depuis quelques années avec l'installation de logements et de foyers destinés aux migrants. Elle reste toutefois préoccupante dans certaines localités, où l'on a observé, récemment

psychologiques des travailleurs algériens. « Même la dispersion dans les H.L.M. est critiquée, parce qu'elle « convient mal au mode de vie de ces populations immigrées ».

Ce ne sont là, faut-il le dire, que quelques-uns des aspects d'un dossier extrêmement complexe, qui fait pour l'instant l'objet d'études attentives à la municipalité de Roubaix, où l'on

recherche des solutions concrètes aux principaux problèmes de logement et de formation de la main-d'œuvre étrangère.

JEAN BENOIT.

LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

VEUT OFFRIRE UN ART DE VIVRE

Quatre saisons au Nord de la France

Par Léonce DEPREZ, maire du Touquet

Voici dix ans que LE TOUQUET s'attache à devenir un des points forts de la qualité de la vie dans le nord de la France et à entraîner dans cette voie la région côtière qui l'entoure.

Puisque 1976 doit être l'année de la qualité de la vie, le moment est donc venu de porter le phare de l'actualité sur les efforts réalisés pour ouvrir à nos grandes agglomérations du Nord et de la région parisienne, ainsi qu'à la population du nord-ouest de l'Europe, les horizons verts et marins de notre côte d'Opale.

Cette côte d'Opale représente un gisement d'avenir.

Ne regrettons pas trop que l'Etat ait porté, depuis dix ans, les regards de ses ministres et les crédits de ses budgets annuels sur les autres parties du littoral français.

La côte d'Opale est d'abord riche de ses espaces naturels.

Mieux vaut pour elle, et pour nous, que ceux-ci n'aient pas été dévalorisés, depuis dix ans, par une urbanisation excessive et précipitée comme tant d'autres parties du littoral français.

Elle est riche aussi de son climat tonifiant dont BERCK, ville climatique voisine du TOUQUET, a fait la réputation.

PROMOUVOIR LA COTE D'OPALE

Une association pour l'aménagement et la promotion de la côte d'Opale s'est créée depuis 1968, en vue de concevoir les conditions de la mise en valeur et de la mise en vie du littoral Nord-Pas-de-Calais-Somme et du pays rural qui en prolonge l'attrait.

Après le rapport mis au point et approuvé en 1971 et après les quatre années d'études qui viennent de se dérouler dans le cadre des S.D.A.U., des P.A.R. et des P.O.S., l'heure de l'action a sonné pour l'Etat et pour les régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie, à l'égard de cette côte d'Opale.

Situé entre BERCK et le charmant petit port d'ETAPLES, au centre de la côte d'Opale, LE TOUQUET a, de par sa position géographique et ses atouts naturels, un rôle de locomotive à jouer dans l'éveil de cette région côtière à la vie nouvelle qui s'offre à elle.

L'effort municipal de la ville du TOUQUET s'est délibérément allié, depuis dix ans, dans un contexte régional et interrégional, parce que nous avions ressenti depuis longtemps avec les jeunes générations de cette région du Nord, à quel point les populations du Nord-Pas-de-Calais et de la région parisienne avaient besoin d'aérer et d'élargir leur cadre de vie et à quel point aussi la « croissance quantitative », objectif des années 1960-1970, devait être complétée et corrigée dans le futur par la recherche d'un meilleur équilibre de vie.

Cet équilibre de vie, nous avons voulu concrètement l'offrir sous l'image moderne du TOUQUET, en faisant de cette station, jadis enfermée dans son contexte saisonnier et balnéaire, une station ouverte durant les douze mois de l'année aux

séjours de congrès, aux cures marines, aux activités sportives et culturelles, pour les populations du nord de la France aspirant à une meilleure qualité de vie.

L'IMAGE MODERNE DU TOUQUET

Dans le temps, nous vivons les quatre saisons, parce que la recherche d'un art de vivre et d'un meilleur équilibre de vie ne se solutionne plus, à notre époque, par de grandes vacances d'été, et aussi parce que les impératifs de la vie économique et du progrès social exigent un étagement de la production et des recettes des communes touristiques durant les douze mois de l'année.

Dans l'espace, nous vivons l'Europe du Nord-Ouest parce que LE TOUQUET et la côte d'Opale ont le privilège d'être, à égale distance de LONDRES, de BRUXELLES et de PARIS et d'être en branchement autoroutier possible avec les populations des grandes agglomérations de la Ruhr, auxquelles elles peuvent offrir de nouveaux horizons marins.

La ville du TOUQUET a voulu se porter à l'avant-garde de l'effort de mise en valeur de la côte d'Opale, en entreprenant un important effort de création d'équipements nouveaux, capables d'offrir les cadres nécessaires à la détente de l'esprit et du corps et à l'éducation des jeunes et des adultes.

Du lycée hôtelier au palais des congrès, du centre sportif au centre équestre et à l'Institut de thalassothérapie, LE TOUQUET a voulu bâtir son avenir sur des équipements nouveaux pouvant motiver les séjours de week-end et de courtes vacances durant les quatre saisons de l'année.

Et en complétant ainsi, par un important effort d'équipement, l'œuvre d'aménagement d'espaces résidentiels en forêt, d'un aéroport moderne et d'un front de mer très accessible, réalisées aux époques précédentes, nous avons montré que l'aménagement du territoire était une œuvre de création continue.

Les investissements privés ont suivi et suivront de plus en plus, tant sur le plan immobilier que sur le plan hôtelier.

Les conditions sont en effet aujourd'hui rassemblées pour que les capitaux privés investis par promoteurs et bailleurs, apportés de dynamismes privés, soient assurés de leur rentabilité, grâce au pouvoir d'attraction croissant que la station connaît désormais à partir de ses espaces naturels et de ses équipements et espaces publics.

LE TOUQUET est donc prêt au rendez-vous national et international de la qualité de la vie.

Mais nous avons encore devant nous dix ans de travail pour poursuivre et compléter l'œuvre entreprise.

Voilà qui, à l'aube de 1976, doit donner bon moral à tous les ingénieurs, architectes, promoteurs et bailleurs qui ont appris à porter leurs regards avec intelligence vers LE TOUQUET et vers la côte d'Opale.

LEONCE DEPREZ.

perce que dans le nord on aime le confort

Maison/Chalet Idéal

Sans engagement de ma part, je désire être renseigné par les Maîtres Chalet Idéal.

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal :
Je possède un terrain ☐ oui ☐ non

LILLE 59300
12, rue Pierre Legrand
Tél. : 56.63.79

M C E S M
Garantie bancaire

SOLUTIONS COMMUNISTES Les devoirs de l'Etat

SIXANTE-DIX MILLE chômeurs (selon les statistiques officielles) dont la moitié de jeunes, un sous-emploi des femmes extrêmement marqué qui pèse sur le pouvoir d'achat des familles, déjà très faible.

Région où l'industrie de main-d'œuvre et l'exploitation des matières premières ont dominé, sans que l'exploitation de nos richesses de base ait servi à créer des industries génératrices d'emplois qualifiés et diversifiés. Le Nord - Pas-de-Calais, si remède n'est pas porté à sa situation économique, cessera, dans les prochaines années, d'être une grande région industrielle.

Patronat et gouvernement portent la très lourde responsabilité de cette situation ; encore n'a-t-elle pas de dernier rang que nous occupons dans le domaine de la santé et du logement par exemple.

Je ne cherche pas à noircir le tableau, mais ignorer cette réalité ou chercher à atténuer certains aspects, voire à les masquer, cela équivaudrait du même coup à refuser de se donner les moyens véritables pour y faire face.

Notre région est malade de la domination sans partage du grand capital. L'heure est venue de briser avec cette domination, de rompre avec cette politique. Il est grand temps de mettre notre région à l'heure moderne.

Est-ce possible ? Oui, à condition que l'économie dite libérale ne laisse pas le développement du Nord-Pas-de-Calais à la seule discrétion, à la seule initiative des grandes sociétés industrielles et financières pour qui seule compte le froid profit, la froide rentabilité. Il est facile de comprendre que lorsqu'un conseil d'administration d'une grande entreprise prend des décisions, il ne prend pas en compte tous les aspects des choses. Il n'en prend qu'un, à ses

yeux le principal, le profit. Les hommes et l'aspect social sont considérés par lui comme venant loin derrière les nécessités de la rentabilité, de l'amortissement rapide, de la technique. C'est pourquoi nous revendiquons avec force que la compétence des élus soit étendue au domaine économique. Les élus, comme les syndicats ouvriers et de cadres, doivent avoir leur mot à dire dans tout ce qui concerne la vie de leur région ; ils doivent pouvoir intervenir pour que les décisions s'inscrivent dans l'intérêt régional et national, dans l'intérêt des hommes.

Cette revendication prend d'autant plus de valeur que les grands groupes industriels vivent aujourd'hui largement de l'utilisation des fonds publics provenant soit directement de l'Etat, soit des collectivités locales.

Il devrait être entendu que lorsqu'une société sollicite et obtient des subventions, des aides, des exonérations d'impôts, des cadeaux et privilèges divers, lorsque la collectivité publique engage des travaux d'infrastructure, ladite société devrait être tenue d'accepter le contrôle, la discussion des décisions qu'elle s'arroge le droit de prendre unilatéralement.

Cela précisé, je voudrais brièvement tracer quelques-unes des orientations susceptibles, selon nous, d'engager la région sur la voie du renouveau. Je tiens tout d'abord à souligner qu'il n'y a pas de solution purement régionale aux problèmes régionaux et que la solution de ceux-ci relève d'un changement de politique au niveau national.

L'Etat a des moyens qu'il doit utiliser : la chimie du charbon. Le secteur nationalisé des charbonnages sur lequel l'Etat a l'autorité nécessaire devrait favoriser une extension considérable de la chimie et de la fibre artificielle, ce qui permettrait au textile de notre région de se mettre lui aussi à l'heure moderne. 50 % de nos fibres artificielles viennent de l'Allemagne de l'Ouest.

L'extraction et la gazéification du charbon, ainsi que l'industrie des dérivés, devraient donner une assise solide à notre chimie, si ne primant pas les intérêts privés du grand trust Pechiney-Ugine-Kuhlmann.

Autre secteur : l'automobile, qui s'est installée chez nous après le ne sais combien de manifestations de milliers de travailleurs, en est restée au stade de l'assemblage et du montage. On devrait obtenir son développement en aidant à l'installation de la fabrication des moteurs et de la mécanique.

Dans le passé, la découverte et l'extension des houillères ont donné naissance à une industrie qui s'est développée au rythme même de l'extraction charbonnière : la sidérurgie. Je n'évoque pas seulement cette industrie qui avait besoin de la vapeur du coke, mais aussi celle qui fabriquait le matériel nécessaire aux mines, mines à propos desquelles le gouvernement s'obstine dans une politique de régression et d'abandon. Aujourd'hui, il nous semble que la sidérurgie devrait prendre le relais des mines et devenir à son tour génératrice d'emplois en aval et être ainsi à l'origine d'une diversification industrielle de notre région.

C'est pourquoi nous préconisons la nationalisation de la sidérurgie, nationalisation conçue non pas — comme certains le pensent — comme une sanction, mais parce que nous pensons qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura pas de développement industriel moderne sans la nationalisation des secteurs-clés de notre économie et des richesses de base.

Nous sommes évidemment partisans d'un essor de la recherche et du développement scientifique diversifié et de haut niveau dans notre région.

Avec la paysannerie que nous avons, à la fois expérimentée et bien organisée, vivant au milieu d'une population de quatre millions d'habitants, on doit pouvoir développer, avec l'aide de l'Etat, une puissante industrie agro-alimentaire et, en tout cas, assurer la vie de nos exploitations familiales agricoles, nécessaires à la vie des hommes et à l'équilibre de la nature.

Un certain sous-emploi chronique de notre région résulte enfin de l'insuffisance de grands travaux d'équipement. Depuis vingt ans, on parle sans cesse de combler les retards sociaux du Nord. Mais nous sommes toujours dans les derniers rangs. C'est une condamnation sans appel de la politique suivie depuis un siècle et demi par le capitalisme dans le Nord.

Quand va-t-on sortir des bavardages et des promesses sur la nécessité de rattraper le retard du Nord, qui relèvent pour l'essentiel de l'écrit des nécessités de l'Etat ? L'Etat n'a pas fait son devoir envers le Nord et il continue de ne pas le faire.

La simple mise à jour du Nord dans le domaine des équipements collectifs serait à l'origine de la création de milliers d'emplois nouveaux. Je songe en particulier à notre situation hospitalière, à l'assainissement du bassin minier, à la grande opération de la suppression des taudis dans les grandes villes et à la construction de logements.

GUSTAVE ANSART,
Président du groupe communiste au conseil régional, député du Nord, membre du bureau politique du P.C.F.

UN CONSEIL RÉGIONAL Lorsque l'opposition

Peu de régions sont aussi régionalistes, et son conseil régional, qui présente en outre cette particularité d'être dirigé par l'opposition, fait tout pour aller jusqu'au bout de ses ambitions.

Le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais est avant tout une assemblée politique. Pourrait-il en être autrement dans une région où la gauche, qui a toujours proclamé le caractère politique du pouvoir régional, est largement majoritaire ? Dès la première réunion du conseil, M. Pierre Mauroy, à peine élu à sa tête, devait l'assurer : « Le pouvoir régional sera de plus en plus politique, ou il ne sera pas ». M. Jacques Piette, rapporteur général, également socialiste, devait par la suite préciser : « Nous voulons élargir notre compétence, conquérir notre autonomie dans le respect nécessaire des compétences nationales ».

C'est à l'occasion de la discussion et du vote du budget de l'établissement public régional que se manifeste le plus nettement la volonté des élus de gauche de maintenir sur un plan politique des débats que l'avalanche des chiffres pourrait faire glisser dans le domaine des seuls techniques.

En matière de budget, le conseil est décidé à s'en tenir à la ligne qu'il s'était fixée en

septembre 1974, lors de sa première session : « N'accompagner l'Etat ni se substituer à lui ». Attitude rigoureuse qui, concrètement, a conduit l'assemblée régionale, en 1975, à ne pas affecter plus des deux tiers des 34 millions de francs de son premier budget d'investissement.

Il est vrai que l'ensemble du budget, quelles que fussent les considérations politiques dont il était assorti, a été voté à la quasi-unanimité en 1975 (et avec la seule opposition du P.C. cette année), en dépit des réserves du comité économique et social. Celui-ci reproche en général aux élus régionaux de manquer de plan d'ensemble, de disperser leurs efforts en un certain saupoudrage de crédits et de ne pas recourir à l'emprunt. A quoi la majorité de gauche du conseil réplique que l'emprunt ne se justifie pas tant que le conseil régional n'a pas la maîtrise d'un certain nombre d'opérations, et qu'il est exclu d'accroître la pression (fiscale). En fait, les élus veulent surtout contrôler les investissements publics : « Le vrai budget de la région est celui des fonds d'aménagement directement affectés par l'Etat », estime M. Pierre Mauroy, et c'est sur la répartition de ces fonds que nous demandons un droit de regard ».

Quant aux représentants de la majorité présidentielle, ils émettent en général de sérieuses réserves dans les différents débats budgétaires et techniques, mais il n'est pas fréquent qu'ils aillent jusqu'à voter contre

les projets qui leur sont présentés.

Malgré ces unanimités « techniques », la majorité présidentielle n'est satisfaite ni du type de rapports qu'elle entretient avec la gauche au sein du conseil régional — et au premier chef avec son président — ni de la « volonté de politisation générale » qu'elle dénonce chez ce dernier.

« Dérégulation »

et antagonismes politiques

Un effort de « dérégulation » régionale a cependant été tenté par la gauche. Lors de la constitution du premier bureau du conseil, quelques sièges avaient été mis en réserve pour les représentants de la majorité présidentielle ; ils devaient être attribués à celle-ci, qui refusait, au plan national, l'application d'un système de représentation proportionnelle, lorsqu'elle aurait donné « quelques signes de bonne volonté ». Depuis février 1975, c'est chose faite. M. Pierre Mauroy, déjà assuré d'une solide majorité, a obtenu de son côté une réélection particulièrement brillante à la présidence de l'assemblée avec 93 suffrages sur 97 votants.

Ces élections de bonnes manières n'ont cependant pas fait disparaître les antagonismes politiques, que ravive encore l'approche des élections municipales. M. Mauroy et ses amis par exemple ont pris soin de barrer l'accès au conseil régional aux deux principaux représentants de la majorité présiden-

TOUS RESPONSABLES

(Suite de la page 13.)

Qu'on ne s'illusionne pourtant pas. L'ambition régionale n'est pas de revenir à cette relative prospérité d'hier, mais de préparer, au contraire, la mutation d'un « autre Nord-Pas-de-Calais », dont la nouvelle croissance devra conjurer la hardiesse d'un nouveau plan industriel à l'exigence d'une qualité de la vie trop facilement bafouée.

Pour une France décidée à se distinguer dans la compétition de l'Europe du nord-ouest, la région Nord-Pas-de-Calais demeure un atout maître, parce que, façonnée par plus d'un siècle, elle est par excellence « un terroir industriel ». Bien des réalisations permettront un nouvel essor économique :

— L'achèvement des infrastructures en direction des points forts de l'Europe, ce qui revient à privilégier les relations Est-Ouest, particulièrement décollantes sur le plan des canaux et des chemins de fer ;

— L'amélioration des liaisons transversales, en particulier entre la métropole et le littoral, et l'application progressive d'un plan régional de transport permettant une plus grande mobilité ;

— La création d'un pôle de recherche, après ceux de la région parisienne et de la région Rhône-Alpes, conditionne le développement des industries à haute technologie ;

— La décentralisation des services centraux, des administrations, des banques, préalable à l'installation en province des sièges régionaux des entreprises ;

— La mise en application systématique des moyens de formation et tout particulièrement de formation permanente.

Mais rien ne sera vraiment possible sans l'implantation d'industries nouvelles dans les zones dépressives du bassin minier du Calaisais, du Valenciennais...

Une volonté nationale d'aménagement industriel doit ici s'exercer par l'intermédiaire d'une ou plusieurs structures publiques adaptées.

Se réclamant de l'industrie, le Nord-Pas-de-Calais lie à son renouveau une exigence supérieure de qualité de vie. Qui, mieux que les habitants du bassin minier ou des fortes concentrations urbaines, connaît le prix de l'environnement ? Il faut se rendre compte de l'état des « friches industrielles » dans une région dominée longtemps par les industries lourdes et prendre la mesure de la tâche à réaliser. La mise en place d'une politique d'espaces verts, couplée avec une politique foncière et l'extension des zones vertes, est aujourd'hui parmi les toutes premières préoccupations des élus de la région. La qualité de la vie sera aussi le fait de la reconquête du tissu urbain, du développement des

équipements collectifs et d'une action, d'ailleurs entreprise en matière culturelle, pour prolonger la richesse d'une vie associative bien connue.

Notre attachement à une planification véritable nous amène à penser qu'un « nouveau Nord-Pas-de-Calais » ne sera pas le résultat du laisser-faire, avec l'abaissement des décisions d'opportunité ou d'engagements contractuels limités.

L'avenir de la région, la nouvelle croissance recherchée, seront également le fait des responsabilités partagées.

La responsabilité de l'Etat : le plan régional que préparent l'ensemble des élus précisera nos besoins. L'Etat devra prendre de réels engagements dès l'année 1977. Le Nord-Pas-de-Calais, dans la phase actuelle, a besoin d'un effort national qui soit à la mesure de la contribution apportée hier par la région à la nation.

La responsabilité des collectivités locales : les communes, les deux départements, la région, sont naturellement disposés à agir. Mais leur action, pour être significative, a besoin des moyens financiers et techniques qui leur sont encore refusés.

La responsabilité de tous : ceux — travailleurs, industriels, agriculteurs, — qui, attachés à leur région et à ses traditions, souhaitent pour un meilleur avenir réaliser cet « autre Nord-Pas-de-Calais ».

PIERRE MAUROY.

QUESTION...

Neuf mois d'occupation

Une entreprise textile du Pas-de-Calais est occupée par son personnel depuis neuf mois. Mme Eliane Prevost, déléguée C.F.D.T., explique pourquoi.

La CIP (Confection industrielle du Pas-de-Calais) avec sept cents personnes en quatre ateliers dont le plus important à Haisnes — est royée de la liste des entreprises du Pas-de-Calais par la seule volonté de son patron.

Les ouvrières de Haisnes avec leur section syndicale C.F.D.T. refusent la fermeture de leur entreprise et occupent celle-ci depuis le 18 juillet 1975.

Qu'est devenu le dossier de la CIP auprès des pouvoirs publics ? La CIP, c'est du matériel récent, un personnel qualifié, une entreprise ayant fait preuve de sa viabilité.

Des industriels se sont intéressés à l'affaire, notamment le trust espagnol LOIS, par sa filiale hollandaise. Un industriel anglais avait annoncé sa visite, un second de la région parisienne et un autre enfin de la région Nord. Que sont devenus ces éventuels acquéreurs ? Le personnel est maintenu dans l'ignorance la plus grande. Le commissaire à la conversion lui-même décline les rendez-vous.

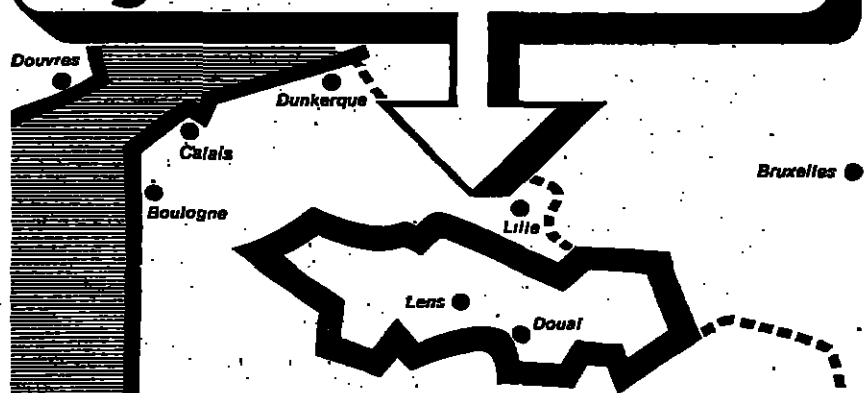
Qui donc a intérêt à ce que la CIP ne reprenne pas ? Les pouvoirs publics ? Le patronat du Nord ? Préfère-t-on payer des chômeurs ? Espérer davantage la région minière en supprimant des emplois féminins ?

A-t-on peur de la récupération de la CIP ? Ce serait alors une victoire syndicale, et cela, ni la majorité au pouvoir ni le patronat ne peuvent l'admettre.

Les ouvrières de la CIP sont plus que jamais décidées à les obliger à trouver une solution industrielle, car la CIP est viable. La CIP vaira-t-elle ?

...RÉPONSE

Industriels... cette région vous intéresse



**A 1h30 de PARIS
BRUXELLES ou LONDRES
750 hectares de terrains industriels
immédiatement négociables**

**DANS UNE RÉGION A VOCATION EUROPÉENNE
ET DE TRADITION INDUSTRIELLE**

Service d'Accueil des Implantations Industrielles
HOULLÈRES DU BASSIN DU NORD-PAS-DE-CALAIS
20, rue des Minimes-59505 Douai cedex - Tél: (20) 88.31.11

SVEE

ELECTRICIENS DU NORD & DE L'EST

Installations électriques industrielles

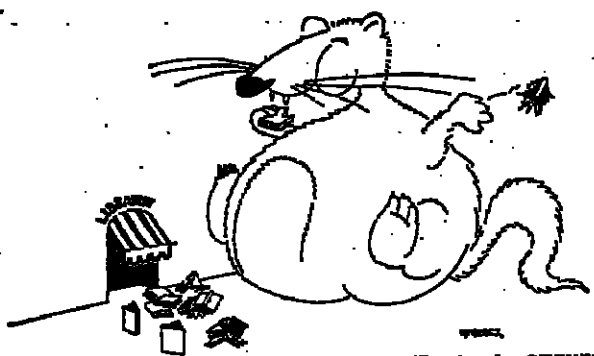
Sous-stations / Postes de transformation H.T. et M.T.

Signalisation / Télécommande.

Ponts roulants / Toutes machines / Equipement et entretien.

Valenciennes 10 rue Claudin Lejeune 59306 ☎ (20) 46.25.33
Reims -94 route de Witry 51066 ☎ (26) 07.29.98

حکومت پاکستان



(Dessin de CHENEZ.)

FORUM AU FURET

COMME le rugby eut ses frères — les Prats, les Boniface, les Camberabero, — la librairie a les siens et ce sont les Callens, Paul et Jean. Ils sont à Lille et Lille n'en est pas peu fière. Ils n'ont pas pignon mais façade sur la Grand-Place, de venue place Général-de-Gaulle, et leur enseigne est connue bien au-delà des murs de la cité. Combien de fois n'a-t-elle pas été dite et redite cette histoire, ou cette aventure, du « Furet du Nord », menée de bout en bout par les deux fils d'un boucher de Tourcoing dont l'un, Paul, après avoir été éditeur, s'était mis en tête d'être libraire ? Le père n'avait pas voulu contraindre cette vocation. Il n'en avait pas moins haussé les épaules et plus ou moins grommelé : « Crois-moi, ce qui se vend tous les jours, c'est le bifteck, pas le bouquin ».

1959. M. Poulard, ancien proviseur, ouvre à Lille, rue de la Vieille-Comédie, une modeste librairie. Comme la boutique avait été occupée auparavant par un fourreur, elle était à l'enseigne du « Furet du Nord », ce qui était logique, le furet, dans le Nord, ayant beaucoup servi à la chasse aux renards et aux lapins. Le proviseur remplaça les fourrures, renards compris par des livres mais garda l'enseigne. C'est chez lui que Paul Callens, jeune homme, fit son apprentissage. Il le fit bien. Tout naturellement il devint l'héritier moral du bon M. Poulard. Quand le proviseur se retira il ne demanda pas mieux que de vendre son fonds à Paul Callens. On était en 1960, et toujours rue de la Vieille-Comédie. Paul Callens se retrouvait propriétaire de 70 mètres carrés. Avec trois employés, il faisait bientôt le pre-

mier compte de son chiffre d'affaires : 500 000 francs.

Neuf ans plus tard, « Le Furet du Nord » arrivait sur la Grand-Place, prenait possession du magasin occupé jusque-là par la succursale lilloise des Galeries Barbès, qui abandonnait la ville. Déjà on changeait de style. On inaugurait la vente en libre-service. La superficie de la librairie passait d'un coup, de 70 à 900 mètres carrés, le nombre des employés de trois à dix, le montant des chiffres d'affaires de 500 000 à 1 150 000 F. En 1964, la librairie grandit encore : 1 000 mètres carrés. Elle engloba maintenant des rayons de jeux, de disques, de papeterie, d'animation. Le style est trouvé. A la manière d'autres, on ne cessera plus de s'embellir et surtout de s'agrandir. En ce mois de mai 1976, voilà que viennent de s'ouvrir d'un coup, 1 000 mètres carrés de plus, et aménagés en moins de six mois (10 millions d'investissement) sur l'emplacement d'un ancien cinéma contigu à la boutique initiale. Total : 4 000 mètres carrés, deux cent vingt employés et, pour 1976 un chiffre d'affaires escompté de 80 millions de francs. En un mot, la boutique. Et l'incontestable fierté d'une réussite incontestée.

Et tout cela à Lille. Qui l'édit cru, qui l'édit dit ? Aujourd'hui, bien sûr, on explique que, dans le commerce d'une capitale régionale, il y avait place pour le commerce du livre. Encore fallait-il avoir l'idée, et la volonté d'être précurseur. Celle aussi de ne pas miser sur la seule France mais de tirer les conséquences de quelques évidences : Lille est à une heure de Bruxelles par l'autoroute, à deux heures de Cologne.

Cela ne suffirait pas à remplir le Furet, à y amener les dix mille personnes qui viennent y flâner chaque jour — quinze mille le samedi —, et cela en fermant, très provisoirement, tout comme autrefois, entre 12 h. 15 et 14 heures. C'est vrai qu'il y a la bouche à oreille, ce murmure souvent à la source des vrais succès. Du jour où l'on s'est mis à dire un peu partout dans la ville et au-delà : « Vous ne trouvez pas tel titre ? Allez donc au Furet », c'était gagné.

Ainsi une F.N.A.C. avant la lettre, dans la manière de l'entreprise menée, rue de Rennes à Paris, et dont on a dit si souvent qu'elle avait ruiné les petites librairies du quartier latin. Assurément les autres librairies de Lille ont souffert du Furet. Mais ici ce n'est pas parce que l'« espace Callens » pratiquait une quelconque remise. Il ne l'a jamais fait et ne songe pas à le faire.

Ainsi les raisons de la réussite sont ailleurs : « Une affaire de courage », dit encore Jean Callens, le « culturel » de l'équipe, toujours présent et affairé, pressé, prédictif, précis.

Aujourd'hui, le Furet est aussi devenu forum. Si le livre continue d'y représenter 72 % du chiffre d'affaires, et d'y occuper 85 % de la surface, vingt-cinq expositions y ont été aussi abritées en deux ans, dont la première fut une présentation des projets de la communauté urbaine de Lille. Les hommes politiques y donnent leurs conférences de presse.

Le rayon « poche » compte dix mille titres. Et Alain Robbe-Grillet, ébahi, a pu dire un jour aux Callens : « Il n'y a que chez vous que je vois mes livres ».

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

DU CROTOY A ZUYDCOOTE

Les charmes gris de l'Opale

D E tous les rivages qui bordent la France, celui auquel on a le plus donné, sur les fonts baptismaux de la géographie touristique, le nom — peu évocateur, et est vrai — de « Côte d'Opale » (alors qu'on aurait très bien pu lui choisir, sur la liste des gemmes encore disponibles à cet effet, une appellation sinon contrainte du moins autrement colorée), ce rivage-là est probablement le plus mal connu. Et le plus dédaigné, même s'il compte à son inventaire, et s'en flatte, quelques « vedettes » de classe vraiment internationale. Et même s'il met les scénaristes marins à bonne portée des « écrivains », qui mènent encore des « gens du Nord », prompts à troquer les bleus gris de leurs villes pour le doux gris des grèves de la Manche.

Pourquoi ce dédain ? « Question de climat... », répondent sans hésiter quatre-vingt-dix sur cent des personnes interrogées. Des personnes pour qui « mer » ne saurait bien rimer qu'avec « soleil » et « plage » avec « roussoups ». Un point de vue défendable, d'ailleurs, qui mène chaque été de plus en plus loin vers le sud de longs exodes.

Mais, si l'on aime la mer pour la mer, si l'on sait lire des thermomètres et faire fi des violences du vent, si l'on a du goût pour les falaises nues qui regardent le large, les dunes mal peignées, les campagnes humides qui poussent jusque sur le sable leurs fermes basses, les prairies salées, tout change. Et la Côte d'Opale se rendra au centuple les limites espérées qu'on aurait pu placer en elle.

On commence-t-elle, ou cesse-t-elle ? Les avis diffèrent, qui la font tantôt se cantonner dans le seul pas de littoral qui unit Boulogne à Dunkerque, tantôt — et le plus souvent — se déployer de la baie de la Somme à la frontière belge. Peu importe, du reste, les limites que l'on trace de la balade, et les limites que tel chauvinisme, telles susceptibilités de marais aloi insistent d'un trait rapide sur les départs.

Suivons plutôt la Manche, du sud au nord, laissons-nous prendre à ses reliefs gris-vert, ses reflets vite laiteux si le soleil le cède aux nuages. Laites et, donc, couleur même d'opale.

Le Crotoy, d'abord. Pas parce que Jeanne en route vers son cachot de Rouen y resta enfermée quelques jours ; ni parce que Louis XI y signa avec Charles le Téméraire un traité « ans grands lendemains. Mais, plus simplement, parce que ce petit bourg de pêcheurs (qui tourne vers l'horizon quelques belles façades rouges comme on en voit aux côtes de Norvège), avec ses bateaux que la marée, en s'en allant, laisse coulés sur le flanc comme des malades, sa po-

lite place, est l'un des derniers à garder un visage authentique de petit port « à la française ».

Quelques kilomètres cap au nord, voici les dunes : un autre univers, mi-marin, mi-saharien, qu'habitent en tous temps les ciseaux, et l'été les campeurs. Pour arçer ces montagnes en miniature et briser leurs humeurs, changeantes avec le vent, on y a planté des oyats, des bouleaux, des pins et même des saules.

Entre l'embouchure de la Somme et la pointe de Saint-Omer, le parc ornithologique du Marquenterre offre depuis 1973, à qui sait se taire et regarder le ciel et les étangs, l'émouvant spectacle des migrations de toute plume à l'abri des tussis, qui oublient les gestes de la peur et se montrent, comme ils se doivent de le faire, en liberté non surveillée — sinon par leurs congénères prédateurs.

Élégante, mais sans attendre pour autant aux frontières du snobisme qui commencent un peu plus haut sur la carte, Quend-Pisage-las-Pins aligne coquettement sous les arbres des villas pour tous les goûts, y compris le mauvais. A deux pas de là, Fort-Mahon, plus débraillée, n'en a pas moins l'aspect rassurant de l'un de ces petites stations balnéaires qui savent admirablement partager leurs loisirs entre la plage, une partie de boules, un ve, et à la terrasse du café-glacier à la mode de la saison, deux bazars où l'on vend, éternellement, de quoi modeler des pâtes éphémères, et des frites à fleur de sable, quand la lune se fait maîtresse du rivage.

pinges à portée de vue, où les lentes, l'été venu, se font du coude à l'intin.

Passé Hardelot, c'est Equihen aux toits en dômes, une bourgade douce à l'œil qui fait songer à la Bretagne. Et Le Portel, où Notre-Dame de Boulogne, l'antique Jésus serré dans ses bras, vogue à bord d'une barque de pierre dont les deux matelots, l'un en or, l'autre en bronze, sont des anges. Et Boulogne-sur-Mer, qui s'annonçait depuis un petit moment et surgit d'un seul coup de tous ses immeubles et toutes ses avenues sous les hauts remparts du château.

Après, tout va changer. Finies, les campagnes égrées jusqu'à mettre les pieds de leurs arêtes dans l'eau ; finies les maisons de briques, si basses sous leur toit qu'on croirait pouvoir toucher de la main la souche de chaque cheminée ; finies, ces références incessantes aux temps où la terre a pu se vanter de l'avoir — une fois n'est pas coutume ! — emporté dans sa mer, chassant l'eau pour semer de l'herbe à sa place.

Ici commencent, avec la corniche, les vertiges et les vues impronables sur les voisins d'en face (quand le temps consent à jouer le jeu, en fabriquant des ciels sans tache). Au cap Gris-Nez, entre ciel et terre, le promeneur devient une espèce d'oiseau maladroite, que le vent et l'apic sollicitent également, tandis que le panorama, déjà, lui a coupé le souffle. Le cap Blanc-Nez. Un monument, qui commémore la vaine tentative de Latham. Un peu plus loin, la statue de Blériot — triomphante, celle-là — regarde la plage à quoi on a laissé son nom. Ces falaises, ces horizons, font pousser des ailes à l'imagination. Un continent, ici, s'achève. Quelques choses d'autre commencent.

Dernière émotion, passé Calais, quand Dunkerque surgit dans ses fumées : le paysage industriel, formidable, qui a pris possession de la mer, y a planté ses cheminées, tissé ses tuyauteries nickelées, déployé ses ponts roulants et gonflé comme des ballons monstrueux ses réservoirs multicolores. Un Léger comme la peinture n'aurait osé en imaginer.

Mais les ingénieurs ne sont pas des poètes : il s'en serait fallu de peu que ce décor soit « lisible » de l'intérieur, alors qu'il faut prendre la mer pour le voir dans sa vraie puissance, avec les vagues en premier plan, et rien derrière, sa stature gonflant d'un coup de pouce l'arrière-pays déjà lisible.

Zuydcoote, Vancouwenbergh, Bray-Dunes... La France du Nord — la maritime — va s'achever ici. Dans les tons gris, où la mer, parfois, mêle, si le soleil se cache, un peu d'opale.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Les belles manières

Le Touquet, autrement dit Paris-Plage, espèce de Deauville à la mode du Nord, contraste étrangement avec tout le reste de cette côte (sauf pour l'air pour Hardelot, sa réputation en mode réduit, qui annonce le même penchant pour un luxe de très bon ton). Ici comme là, c'est la mer, mais pas les grands courtières, la côte, mais parée de bijoux, et l'accent d'Oxford avec le petit doigt en l'air, à l'heure du thé dans un cottage à toit de chaume... Fort-Mahon, est loin, très loin d'ici.

Le grand paysage plat, dépourvu jusqu'au dénuement, de la baie d'Authie semble vraiment tenir du mirage après ce tourbillon de flanelle grise et de belles manières. Le mariage, des milliers de fois consommé, de l'espérance et des vagues sautillantes, ces prés où vont des troupeaux sans berger, ce silence.

Voici Sainte-Cécile et Saint-Gabriel, deux plages au bord de deux dunes ; que leur peu de ressources soient aux vacances de ceux qui n'ont droit qu'à la toile pour abriter leurs rêves. Cam-

Un leader en prise directe avec l'évolution du marché ! Ça bouge chez P.J.T.

En fait, « ça » a toujours « bougé ». Mais aujourd'hui encore plus qu'hier, pour rester leader dans sa spécialité, il faut innover sans cesse.

Innover dans l'organisation technique : Structure de production sans cesse améliorée dans les 6 usines en France et dans les 5 usines à l'étranger.

Innover dans les fabrications : 60 millions de francs sur 3 ans ont été investis pour la recherche,

la création et l'amélioration des fabrications.

Innover dans la production : P.J.T. ce n'est pas simplement le tissu mais c'est également le fil bonnetier, le fil à tricoter, le fil tapis, le tricotage... Chaque année, P.J.T. offre à sa clientèle des collections originales et des produits nouveaux.

Innover dans l'organisation commerciale : Chaque société P.J.T. a à cœur d'entretenir

les meilleurs rapports avec ses clients. Pour arriver aux meilleurs résultats, l'organisation des services commerciaux est sans cesse améliorée et assouplie. Ça bouge vraiment chez P.J.T. !

P.J.T. Lainages, P.J.T. Draperie, P.J.T. Filature, Bazin, Boulahgé sont des départements spécialisés qui commercialisent en France et à l'étranger les produits P.J.T.

Siège social :
105 rue de Lille 59203 Tourcoing
Tél. 20.74.45.00

TISSU P.J.T. P&J TIBERGHEN

QUESTION...

Étoiles réservées

L'équipement hôtelier du Nord-Pas-de-Calais est souvent critiqué : capacité insuffisante, notamment en établissements de haut standing. M. Clément Beauvois, responsable du secteur hôtelier à la chambre régionale de commerce, nous donne son point de vue.

A PARTIR de la métropole, le Nord-Pas-de-Calais, région industrielle, vit sa « révolution hôtelière », à laquelle la Côte d'Opale n'échappe pas. 1967, avec Novotel, 1972, avec Holiday Inn, Lille - Lesquin, ont vu l'apogée de l'hôtellerie new-look, celle des « managers ». Depuis, plu-

sieurs chaînes se sont succédé pour conquérir la périphérie des grandes villes.

La capacité d'hébergement en 1975 était évaluée pour la région à 6 265 chambres. Elle est passée, en 1975, à 7 989 chambres, en catégories homologuées, soit une progression annuelle du parc hôtelier d'environ 3,5 %.

La physionomie de l'hôtellerie Nord-Pas-de-Calais est caractérisée par deux types bien distincts :
— L'hôtellerie touristique, à caractère saisonnier, concentrée principalement le long des côtes, de Dunkerque au Touquet-Paris-Plage, et dans les zones vertes de l'intérieur (Hainaut-Cambrésis) ;
— L'hôtellerie d'affaires,

rassemblée à l'intérieur et autour des villes les plus importantes, telles que Lille, Dunkerque et Valenciennes.

L'animation et la promotion de l'hôtellerie régionale se sont développées à travers un réseau inter-régional de réservation hôtelière, appelé « Réseau », qui regroupe, pour l'ensemble des hôteliers, une offre journalière de chambres d'hôtels.

L'hôtellerie familiale n'échappe pas à cette promotion en bénéficiant de conseils techniques en gestion et en commercialisation, diffusés par le service d'assistance technique à l'hôtellerie de la chambre régionale de commerce et d'industries Nord-Pas-de-Calais.

...RÉPONSE

RECTIFICATIFS

Des erreurs ont été commises dans plusieurs de nos suppléments, notamment :

— Le 4 mai, page 38, « On l'appelle la Flandre », il fallait lire « le comté de Flandre », avec Baudouin II, et non « le comté de France ».

— Le 6 mai, page 22, M. André Diligent est ancien sénateur réformateur et non sénateur réformateur ; page 27, M. Maurice Schumann est président d'honneur de l'U.D.V. et non de l'U.D.R.

— Le 7 mai, page 34, dans l'article sur « les grandes familles », le nom de Toulemonde a été mal orthographié.

— Le 7 mai, page 26, la forêt du parc de Saint-Amand couvre 5 000 hectares et non 5 000 mètres carrés.

Novotel - Tourcoing, Lille, Hénin, Valenciennes, Dunkerque.
Il y a des régions qui méritent qu'on s'y arrête.
Il y a 6 Novotel dans le Nord avec 6 restaurants-grill ouverts de 6 h à minuit.

Tourcoing - Neuville tél. 20/74.88.45
Valenciennes Ouest tél. 20/44.20.80
Lille - Aéroport tél. 20/59.02.25
Lille-Lomme tél. 20/50.47.00
Hénin tél. 21/20.16.01
Dunkerque tél. 20/66.12.02
20/65.97.33



Novotel : 95 hôtels européens dans le monde.

Communauté
Conseil Général

سكز ان الاجل

(PUBLICITÉ)

Le nord est beau.

**J'
le nord est beau comme l'homme peut l'être
car c'est en somme une terre qu'il a fait naître.**

Le nord a des visages comme l'homme à tous les âges,
de ces visages tristes ou gais d'avant l'humeur ou bien après,
de cette humeur à saute vent où le vent se libère
et se lie à la terre
comme l'homme à saute jours se lie au fil des heures.

Le nord a des visages de toutes couleurs
sans jamais avoir la couleur pareille
rien que celle du temps ou bien des ailleurs;
la couleur d'un bariolage toute une droguerie de fêtes qui se forment
de places en ducasses de jours en liesse et en laisse autour
d'un collier de kermesses,
de ces couleurs d'hommes
de poignées de cœur dans la fumée d'une cigarette
que l'on offre en amitié simplement comme une maison ouverte
à qui veut y entrer.

Le nord a le paysage pareil à celui qui s'y regarde
comme un miroir de terre,
pour celui né au ventre de cette terre,
rien n'est plus beau pareil à une mère.

Le nord possède le sud et bien plus de levants et de couchants
une rose des vents à sa boutonnière et des boutons de roses
pour les donner aux passants.
de ces gens qui passent avec au bout des cils des battements émerveillés
pour qui ouvre grand les yeux et sait regarder,
là où il pleut devient tout ce qu'il veut,
là où il vente reste toujours un peu de choses d'arbres ou de
chemins d'hommes pour les faire bouger.

La terre se plaine et se colline en plat et en rond,
n'est-ce pas de l'homme qu'il s'agit ?
d'un homme couché à se fondre à la terre
à fleur de peau n'est-ce pas la vie elle-même ?
quand on dit qu'elle est belle
et que le nord est beau.

Michel-D. Robakowski. (Bardin) Editions Centre Froissart, Valenciennes.

Tourisme Nord-Pas de Calais

14 Square Foch 59000 Lille. Tél : (1620) 57.00.61 44 Grand-Rue 62200 Boulogne. Tél : (1621) 31.98.58



LE PAYS FRANC

Communauté Urbaine de Dunkerque - Communauté Urbaine de Lille - Ville de Lille
Conseil Général du Nord - Conseil Général du Pas-de-Calais - Région Nord-Pas-de-Calais.

PAS-DE-CALAIS

COOTE

de l'Opale

plage à perte de vue, du ciel
terras, l'été venu, se font
coudre à l'infini.

Passé Hardelot, c'est Souchez
aux toits en étages, une bourgade
noire à l'œil qui fait songer à la
Bretagne. Et Le Portel, ce Notre-
Dame de Boulogne, l'avant de
serré dans ses bras, voûté
à bord d'une barque de pierre
dont les deux mâts, l'un en
pierre, l'autre en poutre, sont des
drapeaux. Et Boulogne-sur-mer, qui
s'annonçait depuis un petit
moment et surgit d'un coup
de tous ses immeubles et toits
serrés sous les hauts rem-
parts du château.

Après tout va changer. Fines
les campagnes étagées jusqu'à
vivre les plis de leurs arêtes
dans l'eau ; fines les maisons de
brique, si basses sous leur toit
qu'on croirait pouvoir toucher de
la main la souche de chaque
cheminée ; fines, ces références
honnêtes aux temps où le
nord a pu se vanter de l'avoir
— son toit n'est pas coutume ! —
balayé sur la mer, chassé
l'eau pour semer de l'herbe à
la place.

Et maintenant, avec la co-
lonne, les vertiges et les vagues
impressionnables sur les vagues d'en-
fer (quand le temps consent à
jouer le jeu, en fabriquant des
cils sans tâche). Au cas où
l'eau, entre ciel et terre, le
monde devient une étendue d'un
doux maélot, que le vent
l'épave sollicitent également
de ce que le panorama, de la
côte, se soufite. Le cap d'Or-
igny. Un monument, qui, entre
autres, se vaine l'histoire de
Léonard. Un peu plus loin, le
sanctuaire de Béthune — l'histoire
s'écrit — regarde le ciel
comme si le ciel était un
ciel, ces horizons, l'histoire
des ailes à l'impression
voletant, ici, d'acier, là, d'acier,
d'autre commencent.

Dunkerque étonne, sur l'est,
quand Dunkerque sur l'est,
l'histoire : le paysage, qui a
l'histoire, qui a l'histoire, qui a
de la mer, y a planté son
drapeau, dressé son drapeau
d'acier, déployé ses drapeaux
d'acier, gardé comme si
les drapeaux de la mer
multicolores. Un long, long
paysage d'acier, qui a l'histoire
des ailes à l'impression
voletant, ici, d'acier, là, d'acier,
d'autre commencent.

LAURE DURAND-SOUFFLAND

Assemblée à l'été
des fêtes
Dunkerque et Lille

L'histoire
des fêtes
Dunkerque et Lille

ONSE

Hénin,

mentent qu'on s'y
Nord avec
de 6 h à minuit

20/74.88.45

20/44.29.90

20/25.02.25

20/04.70.00

20/02.02

novembre

dans le monde

JUSTICE

FEU L'AFFAIRE MARKOVIC

Quand Marcantoni démonte les rouages de « la conjuration »

Une conjuration montée de toutes pièces à partir du « vulgaire assassinat d'un médecin voyou » s'est-elle vraiment déroulée à l'échelle et au départ du général de Gaulle, voire, un moment, à l'abri de la V^e République ? L'affaire Markovic, ainsi désignée du nom de sa victime, un garde du corps d'Alain Delon assassiné en 1968, a été utilisée, d'est-à-propos, comme une machine de guerre contre Georges Pompidou. L'écroulement, la teneur de celui-ci n'était encore que l'ancien premier ministre du général de Gaulle, ont échoué de l'inciter à se déclarer publiquement et très haut, alors que le général régnait encore, candidat à sa succession. Mais son élection montra que le piège n'était finalement pas mortel. Il reste qu'à ce jour cet épisode méphitique et honteux de la vie publique est bien loin d'avoir livré tous ses secrets.

D'un ne compte pas, pour dissiper ces mystères, sur François Marcantoni, qui passe pendant sept années, jusqu'à son non-lieu rendu le 12 janvier 1975, pour l'homme de la conjuration. Car le récit en forme de piédestal qu'il publie, précédemment sous le titre « La Conjuraison », rapporte la guère de lumière. A l'en croire, l'ancien trusard est, lui aussi, une victime de la machination. C'est à peine s'il connaissait Markovic, et, pour le reste, il n'a rien vu, rien entendu, il n'avait rien à dire et il a moins encore de révélations à faire.

Tout au plus son livre laisse-t-il d'étranges lueurs sur les manœuvres politiques et judiciaires de la conjuration de l'air. Toutes les iniquités de procédure, toutes les manœuvres dilatoires, tous les modes de pression et jusqu'à la provocation débauchée, voire le truquage ou même le faux, semblent avoir été mis en œuvre pour atteindre le but des manipulateurs : impliquer, sans Georges Pompidou à travers la personne de sa femme et ainsi lui barrer la route. « On a sa dignité, son honneur et sa morale », écrit d'ailleurs Marcantoni, quand il décrit la résistance passive, mais obstinée, qu'il oppose aux policiers décidés à lui faire dire par tous les moyens en leur pouvoir qu'il avait dîné avec le premier ministre et son épouse chez les Delon en compagnie de Markovic.

Au bout de cinq ans d'instruction le « dossier » — un soufflé

au gruyère — dit Marcantoni — comprenait plus de six mille procès-verbaux découplant bien souvent de la prise en considération des renseignements les plus intimes, répandus ou produits par des personnages méprisables. Les recherches entreprises pour identifier la housse de matelas dans laquelle avait été retrouvé le cadavre du jeune Yougoslave avaient provoqué l'audition de huit cent soixante-cinq témoins de matelas de la même marque. Mais lorsque Georges Pompidou entra à l'Elysée, le zèle des policiers et des magistrats retomba d'un seul coup ou, au contraire, changea d'objet, car pour eux : « Vérité en deçà des élections, erreur au-delà ».

Marcantoni, malgré sa hâte à se dégarer et sa solidarité avec son ami Alain Delon, ne peut se retenir toutefois de lancer la flèche de Parthe : il affirme que, le 22 septembre 1968, jour présumé de la « disparition » de Markovic, et d'ailleurs le 2 octobre, où le corps est retrouvé, M. et Mme Pompidou étaient en week-end à Saint-Tropez chez les Delon. Coïncidence bien sûr, que les policiers auraient, selon lui, ignorée jusqu'au bout. Cette affirmation pourtant était démentie de la façon la plus catégorique par l'exposé dit fait par Georges Pompidou lui-même en ces jours difficiles, devant des interlocuteurs nombreux, de la quasi-inexistence de relations personnelles avec l'acteur et sa femme, Nathalie.

C'est donc un livre qu'il convient de saisir du bout des doigts, bien qu'il ne soit nullement exploit. La partie biographique de l'ouvrage est finalement la plus vivante et la plus amusante d'une manière inimitable et non sans humour, le trusard, vieux cheval de retour, raconte qu'il ne dépeuplait que des trafiquants enrichis par la collaboration, des dénonciateurs de juifs, des receleurs et des caïds, et que, s'il a « un peu touché » au traité de signatures ou comme quelques innocentes bagatelles, s'il a été injustement condamné de-ci de-là à quelques années de prison, il n'y a pas plus honnête, meilleur cœur et brave garçon que lui ; tout ce début du livre est proprement irrésistible. — P.V.P.

* François Marcantoni, *L'Affaire* qui a fait trembler la 7^e République, Olivier Orson éd., 375 p., 42 F.

DEUX JEUNES FILLES RECONNAISSENT AVOIR FABRIQUÉ DES ENGINS INCENDIAIRES

Changeant d'attitude devant la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris (chambre des flagrants délits), Mlle Françoise Lagarde, vingt ans, étudiante en anglais et en espagnol, et Nicole Benoit, vingt-deux ans, marchande foraine, ont avoué, vendredi 7 mai, avoir fabriqué les engins incendiaires qu'elles transportaient dans un sac le 24 avril rue de la Gaîté, dans le quartier de la Madeleine, à l'occasion d'un concours d'élégance qu'elles soutenaient jusque-là avoir trouvé le sac dans une rue du quartier Montparnasse.

Elles voulaient attirer l'attention, ont-elles expliqué, sur le sort des habitants expulsés du quatorzième arrondissement en rénovation et, à cet effet, mettre le feu à quelques planches sur un chandelier ou commode à s'éclaircir un immeuble en béton, à l'angle de la rue d'Alésia et de la rue Verceingtorix.

Une camarade de seize ans avait été appréhendée avec elles. En raison de son âge, l'information ouverte à son sujet a été confiée à un juge du tribunal pour enfants. En l'état du dossier, M^{lle} Thierry Levy et J.-A. Michel, les défenseurs, ont invité le tribunal à se montrer clément, étant donné le caractère généreux des motifs de leurs jeunes clientes : celles-ci ont été maintenues en détention.

Jugement le 14 mai.

FAITS DIVERS

● *Furledade à Lyon* : un mort. — Une fusillade a éclaté au cours d'une bagarre, ce samedi 8 mai, peu avant 18 heures, dans une boîte de nuit, le Bistruc, quai Pierre-Solais à Lyon. Un consommateur, M. Gérard Engelin, vingt-cinq ans, a été tué, et cinq autres blessés. Les deux auteurs des coups de feu se sont enfuis avant l'arrivée de la police.

MM. CARLAVET ET PELLETIER VEULENT RÉVISER LE « DROIT DE GRACE »

MM. Henri Carlavet et Jacques Pelletier, sénateurs de la Gauche démocratique, viennent de déposer une proposition de loi consistant à modifier le droit de grâce en faveur de la « théocratie » et républicain « du droit de grâce tel qu'il a été défini dans la Constitution de 1958 ». Si cette proposition était adoptée, le droit de grâce ne serait plus exercé par le président de la République seul.

Les deux sénateurs proposent de reprendre le texte de l'article 25 de la Constitution de 1946, lequel fixait que le président de la République pouvait exercer ce droit qu'il a « en Conseil de la magistrature ». « Notre préférence », écrivent-ils dans l'explication des motifs de leur proposition de loi, « tient certes à une solution inspirée du premier système de 1946 (texte adopté par la première assemblée constituante et repoussé par référendum), où le président ne se voyait pas le membre d'un conseil d'avis, mais d'une commission d'avis, d'une commission d'avis haute valeur intellectuelle et morale. Cette commission pourrait comprendre à la fois la garde des sceaux, des présidents des commissions des lois des deux assemblées, des magistrats élus par leurs pairs et, pour chaque affaire, le président du jury. Toutefois, ne voulant pas, dans un domaine aussi grave, provoquer un changement trop brutal, nous nous proposons simplement de modifier la Constitution afin que le président de la République soit mieux aidé mais surtout plus libre moralement d'exercer cette prérogative essentielle ».

● M. Michel Magne, compositeur et ancien président-directeur général des Studios d'Enregistrement (S.E.M.), dont le siège était situé au château d'Étienville (Val-d'Oise), a été inculpé, vendredi 7 mai, d'infractions à la législation sur les sociétés. Un certain nombre d'anomalies ont été relevées dans la comptabilité de la société pour les exercices 1972 et 1973.

Au tribunal de Paris Trois graves accidents du travail entraînent des condamnations à des peines de prison avec sursis

La dixième chambre du tribunal de Paris s'est prononcée, vendredi 7 mai, sur les responsabilités correctionnelles encourues pour trois graves accidents du travail.

L'un de ceux-ci s'était produit le 17 avril 1972, 138, rue Gabriel-Péri, à Saint-Denis. Ion de travaux de ravalement d'un immeuble de dix-sept étages. Deux ouvriers de la société Granero et fils étaient sur une plate-forme volante, au niveau du sixième étage, lorsque celle-ci bascula. L'un des travailleurs, M. Jacky Métail, parvint à se réfugier sur un balcon, mais l'autre, M. François Devergie, se fracassa la crâne après avoir chuté de dix mètres. Le président-directeur général de l'entreprise, M. Elie Granero, a été condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis et 1 000 F d'amende pour homicide involontaire. Selon le tribunal, les systèmes d'accrochage des filins étaient inappropriés, et la manœuvre des treuils avait été réalisée dans des conditions trop dangereuses.

Un autre accident était survenu, le 19 juin 1973, dans une usine située 17-23, rue Pluchet, à Bagneux, où étaient effectués des

travaux de peinture. Un ouvrier, âgé de vingt et un ans, M. Jean Prima, était tombé sur la toiture d'un atelier, avant de s'écraser 7 mètres plus bas sur un sol en ciment. Aucune protection n'avait été prévue. Pour homicide involontaire et contravention aux règles de la sécurité du travail, M. Henry Dubreuil, soixante ans, commis de chantier de l'entreprise générale de peinture Charles Laks, a été condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis et 2 400 F d'amende.

Le troisième accident avait eu lieu le 25 juin 1970, 88, rue de l'Amiral-Mouchez, à Paris-14^e. Un échafaudage installé à la hauteur du troisième étage s'est rompu, alors que s'y trouvait un maçon, M. Lakhs. L'ouvrier fit une chute de 10 mètres en se fracturant la crâne et le bassin. Il ne portait pas de casque, ce à quoi on aurait dû l'obliger. De plus, la plate-forme n'était pas assez solide, et il n'existait pas de garde-corps. M. Michel Bessé, chef du chantier pour le compte de l'entreprise Devietre-Chabaud, qui effectuait les travaux, a été condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis et 1 400 F d'amende pour blessures involontaires.

AU TRIBUNAL DE LILLE Un président de société est condamné à quinze mois de prison, dont huit avec sursis pour abus de biens sociaux

De notre correspondant

Lille. — Le tribunal de grande instance de Béthune a condamné, le vendredi 7 mai, M. Henri Baillet-Latour, cinquante-deux ans, demeurant à Louvenciennes, ancien président-directeur général des établissements qui portaient son nom à Haines, Pas-de-Calais, à quinze mois de prison, dont huit avec sursis. M. Baillet-Latour avait été inculpé à la prison de Béthune, au mois de septembre 1973, sur ordonnance de M. Patrice de Charette de la Cour sous l'inculpation d'abus de biens sociaux et d'entrave au fonctionnement du comité d'entreprise. M. Baillet-Latour a été remis en liberté, sa détention ayant couvert le temps de sa peine.

Au mois de décembre 1973 M. Henri Baillet-Latour avait déposé le bilan de son entreprise dans la quelle il détenait douze mille actions, soit cinquante mille actions, la C.F.D.T. contestait alors vivement sa gestion. M. Baillet-Latour fut accusé d'avoir détourné quelque 26 millions de francs pour ses propres intérêts, à l'insu de la C.F.D.T. qui contrôlait. Lors de l'audience du 9 avril dernier, le procureur avait estimé que ces opérations étaient favorables au groupe d'entreprises contrôlé par le conseil d'administration de la société Henri Baillet-Latour et son personnel. De plus, le syndicat C.F.D.T. lui reprochait d'avoir entravé le fonctionnement normal du comité d'entreprise, en ne mettant pas à sa disposition des éléments nécessaires pour apprécier la situation de la firme.

Entre temps, la S.A. Baillet-Latour reprise par Gérard Furmon d'Alsace sous le nom de CIP (Contrat Industriel du Pas-de-Calais), mais l'existence de la nouvelle société fut de courte durée, puisque le 3 septembre 1975 le tribunal de commerce de Béthune a prononcé la liquidation des biens. Les cinq cents salariés de la CIP occupent depuis lors les locaux. (Voir page 18.)

Le tribunal a, d'autre part, condamné M. Henri Baillet-Latour à payer 1 000 francs de dommages-intérêts à la C.F.D.T. pour entrave au fonctionnement du comité d'entreprise, mais il a cependant jugé irrecevable la constitution de partie civile du syndicat pour abus de biens sociaux.

M. Henri Baillet-Latour aura encore à répondre du délit de fraude fiscale et d'infraction à la législation sur les changes sur une plainte de la direction générale des impôts. La fraude porterait sur une somme de 8 millions de francs.

Dans un communiqué, publié vendredi 7 mai, le syndicat syndical C.F.D.T. de la CIP déclare que la condamnation par le tribunal de Béthune ne doit pas faire oublier la situation du personnel de la CIP qui est la conséquence directe du détournement de fonds et de la fraude fiscale de M. Baillet-Latour.

Pierre Bouchet, qui avoue sans tarder Trente-six ans, dont quinze passées derrière les barreaux, quatorze fois condamné, Bouchet a le profil du parfait coupable, comme il ne s'en défend pas, enquête et instruction seront de celles que l'on classe sans problème.

Mais un jour, après avoir dix-neuf fois avoué son crime, Pierre Bouchet se rétracte : il est, ce 3 juillet 1970, devant les jurés de la cour d'assises de la Charente-Maritime. Un homme est là pour le défendre : M^{re} Jacques Isorni, choisi au tout dernier instant. L'avocat parisien est convaincu de l'innocence de son client qui, dans sa cellule, lui a écrit pourquoi il s'était accusé. Pierre Bouchet avait « offert son innocence » pour sauver la jeune femme qu'il aimait et qui, peu avant le meurtre, avait eu « quelques mots » avec la tenancière du bar rochelais. Un moment soupçonné, cette dernière — venue d'une « excellente famille » — avait été mise hors de cause.

Un complément d'informations, ordonné par la cour dès la première audience, lui confie à M. Duras qui ne connaît les tenants de la justice, ses méandres et ses arcanes ? M^{re} Isorni ne put en prendre son parti et vit dans le manque d'emprisonnement de certains magistrats de graves fautes professionnelles. Pls, il reprocha à MM. Beaufort et Duras de poursuivre de concert, et contre leur conscience, Pierre Bouchet, qu'ils avaient innocent. Accusation grave : les deux magistrats se sont estimés diffamés et demandent 300 000 francs de dommages et intérêts, chacun.

DOMINIQUE POUCHIN.

Le vol de document administratif au ministère des finances

Le ministère de l'économie et des finances a publié le communiqué suivant, le 7 mai :

« Le journal Le Monde a publié, le 9 mars dernier, un article de M. Philippe Simonnot, qui cite de nombreux extraits d'une note administrative interne sur un problème pétrolier. La diffusion de ce document était essentielle d'entraîner des opérations financières spéculatives. »

« L'enquête administrative a établi que cette note avait été émise dans les locaux du ministère de l'économie et des finances. »

« A la suite de ce fait, et compte tenu de ses conséquences possibles, le ministère de l'économie et des finances et le garde des sceaux ont suivi le parquet. »

« Le 27 avril, le procureur de la République auprès du tribunal

de grande instance de Paris a requis l'ouverture d'une information judiciaire contre X... du chef de vol de document administratif. »

« Cette information est en cours. »

M. Serge Ruel, ingénieur en chef de l'armement, chargé de mission à la direction de la prévision au ministère de l'économie et des finances, a été entendu comme premier témoin, vendredi, par M. Emile Gabié, juge d'instruction, agissant dans le cadre de l'information. M. Ruel avait eu ce rapport dans son bureau, est peut-être en mesure d'éclaircir le magistrat sur les circonstances dans lesquelles ce document a pu tomber entre les mains du journaliste signataire de l'article du 9 mars. — (A.F.P.)

Le licenciement de M. Simonnot

A la suite du licenciement de M. Simonnot (le Monde du 5 mai), les communications suivantes ont été publiées :

● LA SOUS-SECTION S.N.J. DU MONDE regrette vivement que le 5^e congrès du Syndicat national des journalistes (autonomie) (1) n'ait pas tenu compte de tous les éléments qui lui avaient été apportés, son représentant au congrès sur les conditions de licenciement de Philippe Simonnot et ait ignoré l'action menée par les délégués syndicaux S.N.J. du journal.

Tout en reconnaissant que les conditions dans lesquelles Philippe Simonnot a publié un document administratif confidentiel étaient, pour les motifs critiquables, ses délégués s'étaient opposés à la mesure de licenciement.

● LA SECTION C.F.D.T. DES JOURNALISTES DU MONDE s'élève avec force contre les articles et communiqués qui présentent le journal et sa rédaction comme soumis aux pressions du gouvernement et des intérêts pétroliers dont ils n'ont jamais accepté la moindre consigne. L'attitude du journal à l'égard des affaires pétrolières a toujours été de totale indépendance, comme le montre la liste des dossiers qu'il a présentés — souvent en premier — à ses lecteurs : affaire Bodourian contre les ententes entre compagnies (février 1973), dénonciation des comportements des grandes sociétés aux États-Unis, au Japon, en Italie, en Allemagne (janvier-février 1974), rapport Schwartz sur l'attitude des firmes françaises (novembre 1974), plaintes d'É.D.F. contre les pratiques de cartel de ses fournisseurs de fuel (novembre 1974), rapport Borschette sur le comportement des firmes pétrolières pendant la dernière crise (décembre 1975, mai 1976).

La section S.J.F.-C.F.D.T. dénonce d'autant plus les attaques qui, prenant prétexte du cas Philippe Simonnot, sont adressées au journal et à sa rédaction.

(1) Cf. le Monde du 8 mai.

Faits et principes

C'est le 14 avril que la direction du Monde a signifié à M. Simonnot son licenciement à compter du 30 avril.

Auparavant et depuis le 16 mars, de nombreuses consultations avaient eu lieu, soit en comité de rédaction, soit avec les délégués syndicaux, ainsi que plusieurs entretiens avec M. Simonnot.

C'est le 31 mars, date reportée ensuite au 9 avril, qu'a été engagée la procédure exigée par la loi de 1973.

A tous les stades, la rédaction et les représentants ont été exactement tenus au courant, et on peut s'étonner qu'au niveau national certains syndicats n'aient pas eu le même souci de s'informer avant de se prononcer.

Le 27 avril, la direction coahmail par lettre sa position aux délégués syndicaux. Elle indiquait que les entretiens, qui s'étaient déroulés sur six semaines, ne l'avaient pas amenée à changer d'avis. Ni sur les faits et les motifs ni sur les conclusions à tirer de ce que M. Simonnot avait dit et écrit au directeur. Elle précisait qu'elle ne ferait pas état, dans les motifs du licenciement, des conditions dans lesquelles, à sa connaissance, M. Simonnot s'était procuré la note de M. Ramel.

M. Simonnot a donc été licencié pour avoir publié un document confidentiel sans avertir aucun responsable du journal des conditions dans lesquelles il était entré en possession de ce document.

En raison des services rendus dans le passé au journal, M. Simonnot a reçu des indemnités se montant à 105 995,26 F.

M. Simonnot a cité le Monde devant le conseil des prud'hommes, afin d'obtenir 1 franc de dommages-intérêts pour rupture abusive du contrat de travail.

Faut-il pour finir regretter une fois de plus que deux journaux et deux syndicats ne l'aient pas saisi de cette affaire intérieure pour soupçonner la direction d'avoir cédé à des pressions du pouvoir, voire des pétroliers ? Faut-il les renvoyer à ce

qu'en disent ci-dessus les sections syndicales du Monde et rappeler avec elles que le Monde n'a de leçon à recevoir de personne dans le domaine des problèmes pétroliers ?

Ces sections ont fait leur devoir en défendant M. Simonnot. La suite de l'affaire montrera si la sanction prise était ou non trop sévère, étant entendu que aujourd'hui qu'un journaliste doit le droit de publier des informations. Si ce principe n'était plus respecté, c'est le crédit de toute la profession qui en souffrirait.

JACQUES FAUVET.

● Pour avoir trafiqué leur compteur dans le courant de l'année 1975, trois chauffeurs de taxis parisiens ont été condamnés pour escroquerie, vendredi 7 mai, par la troisième chambre correctionnelle : MM. Daniel Duclos, trente-quatre ans, à huit mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende ; Michel Montillot, quarante et un ans, à six mois avec sursis et 8 000 F ; et Robert Demoulin, quarante ans, à six mois avec sursis et 8 000 F. Les modifications apportées aux compteurs permettaient aux chauffeurs d'appliquer aux clients des tarifs plus élevés (tarifs de nuit ou de banlieue).

● Condamnation de deux jeunes gens pour violence. — Après l'échauffourée qui a opposé, dans la nuit du 23 au 24 avril, plusieurs jeunes gens à des colliers d'affiches d'un mouvement d'extrême-droite, aux abords du lycée Stéphane-Mallarmé, la 2^e chambre correctionnelle de Paris a condamné M. Jean Lahyani à un an d'emprisonnement. M. Serge Mazoué à deux mois dont quatre avec sursis, mais a relaxé MM. Farouk Medouni et Jacques Mignat.

Le tribunal n'a pas voulu appliquer l'article 314 du code pénal (loi sur la presse) pour lequel les poursuites avaient été engagées contre les quatre prévenus. Il a seulement retenu contre les deux premiers le délit de violence avec armes (en l'occurrence des barres de fer).

ETRANGER

Reflets du monde entier

Occupation de la « rue des Millionnaires » ?

« L'abandon d'un nombre important et croissant de maisons à l'intérieur et autour de « Millionaires Row » (la rue des Millionnaires), relate l'hebdomadaire londonien *OBSERVER*, une large rue privée, plantée d'arbres, où de vastes hôtels particuliers furent construits par les plus célèbres architectes de la moitié du dix-neuvième siècle », constituait un mystère dont l'origine est « stupéfiante ».

« Dans le secret, l'ambassade soviétique a exercé des pressions sur le gouvernement britannique afin de pouvoir faire des constructions qui comptent parmi les deux plus importantes réalisées depuis la guerre dans le centre de Londres. (...) Sur deux immenses sites situés à l'intérieur ou à proximité des jardins du palais de Kensington, les Russes espèrent construire un nouveau et important complexe comprenant une partie résidentielle et des bureaux, ainsi qu'un centre culturel. Cela requiert une superficie d'environ 4 hectares et demi. (...) Il paraît certain que ce projet déclenche une tempête chez les conservateurs, car il nécessitera non seulement la démolition de bâtiments classés d'intérêt architectural et historique, mais altérera aussi le cachet d'une des rues les plus typées et attractives de Londres. »

Depuis le 4 mai le projet a été qualifié d'« inacceptable » par le maire. Mais le gouvernement britannique espère peut-être obtenir la réciprocité du Krouchtchev pour agrandir son ambassade à Moscou. Une affaire à suivre.

AKTUELT

Des loups de compagnie

« Dans la petite ville de Tübingen, au cœur de la Finlande, raconte le quotidien danois social-démocrate *AKTUELT*, les enfants n'ont plus la permission d'aller à l'école à pied ou à bicyclette : la commune assure désormais leur transport en autobus. (...) à cause des loups. En effet, après plus de cent ans d'absence, les loups sont revenus dans la région. »

« Comme ce carnassier était menacé de disparition totale dans le pays (il y a un loup, on n'en recensait plus qu'une vingtaine de spécimens), il est, depuis 1973, interdit de le chasser, sauf en Laponie, où il représente un réel danger pour les troupeaux de rennes. Résultat : il a maintenant recommencé à proliférer. »

Ces derniers mois, les loups ont croqué, çà et là, en Finlande centrale quelques animaux domestiques (vaches, moutons et chiens) — dégâts modestes mais qui ont suffi à mettre en furie la population locale. « Nous n'avons pas nos bêtes pour nourrir les loups », disent les paysans du cru. Ces hivers, deux petits garçons ont, en rentrant chez eux, été poursuivis de loin par une meute sortant d'un bois voisin. Les habitants ont menacé de ne plus envoyer leurs enfants en classe si les autorités ne veillaient pas à leur protection. D'où la mise en service du « car des loups ».

Les zoologistes, ajoute *AKTUELT*, jugent ces réactions très exagérées. Selon eux, le loup est un quadrupède inoffensif qui fuit en général à la vue de l'homme, et la frayeur qu'il inspire n'est due qu'à des mythes entretenus au fil des générations. »

INDIAN EXPRESS

Des réjouissances à gogo

Le comité central du Congrès, le parti gouvernemental indien, a décidé de célébrer plusieurs Semaines, annonce l'*INDIAN EXPRESS* : la Semaine de la conscience nationale, du 6 au 13 avril ; la Semaine de la sauvegarde de la liberté, du 9 au 15 août ; la Semaine de notre glorieux héritage, du 2 au 8 octobre. Du 8 au 14 octobre ce sera la Semaine de l'architecte de l'Inde moderne, portant sur quelques aspects significatifs de la vie de Nehru. Du 19 au 25 novembre, la Semaine de la mobilisation de masse sera marquée par des symposiums, des séminaires, des conférences et des rassemblements de masse. Elle aura pour but de mettre en évidence les contributions significatives apportées par Mme Gandhi au développement de la conscience nationale. (...) »

Certains événements de grande importance nationale seront également commémorés : le 18 mars (deux ans après l'explosion du premier engin atomique indien), le Jour de l'énergie nucléaire ; le 26 juin (premier anniversaire de la proclamation de l'état d'urgence), la Journée de la discipline nationale ; le 1^{er} juillet, l'anniversaire de l'annonce du programme économique gouvernemental en vingt points ; le 4 juillet, pour rappeler que l'année dernière, cette date, un certain nombre d'organisations fascistes (et révolutionnaires) furent interdites ; le 19 juillet sera la Journée de la nationalisation des banques ; le 6 septembre, celle de la nationalisation des mines de charbon ; le 26 septembre, la Journée du droit des femmes à l'égalité ; le 24 octobre, celle de la libération des travailleurs asservis ; et, enfin, le 28 décembre, la Journée de la création du Congrès. »

The Japan Times

L'U.R.S.S. volait le soleil des Japonais...

Certains diplomates étrangers en poste à Tokyo ont appris à leurs dépens que l'immunité diplomatique n'autorise pas à violer le « droit au soleil » des Japonais, rapporte le quotidien *JAPAN TIMES* : « Devant l'opposition des voisins qui entendaient défendre leur droit au soleil », les ambassades d'U.R.S.S. et de Cuba ont dû modifier des projets de construction de nouveaux bâtiments (...). Au début, les Soviétiques ont été peu sensibles aux démarches des protestataires, arguant de leur droit de propriété pour construire ; mais leurs voisins ont alors déployé des banderoles sur lesquelles on pouvait lire en russe, en anglais et en japonais : « Un pays socialiste est-il un ennemi du peuple ? », et « Les Russes sont des fascistes ».

Les Soviétiques ont finalement accepté de supprimer une aile du nouveau bâtiment qu'ils projetaient de construire. Quant aux Cubains, en butte aux mêmes démonstrations d'hostilité, ils ont consenti à réduire de sept à cinq les étages du nouvel immeuble de leur ambassade, et la société de construction chargée des travaux a payé 5 millions de yens d'indemnité aux voisins gênés par le nouveau bâtiment. Le directeur de la société déclara plus tard que l'ambassade cubaine l'avait réprimandé pour avoir osé cette somme (...). Encouragés par ce succès, d'autres groupes de citoyens ont entrepris des campagnes analogues, contre les ambassades de Roumanie et de Turquie. »

Lettre de l'île au Trésor

Cuba : l'huître ou la perle ?



STEVENSON aurait sans doute été ravi d'apprendre que son île au Trésor porte désormais le nom d'île de la Jeunesse. C'est Fidel Castro qui l'a voulu ainsi. Sur les cartes, elle porte encore le nom d'île de Pinos. Elle est située à une quarantaine de miles au sud de l'île principale de Cuba. La révolution en a fait depuis plusieurs années le site d'une des plus étonnantes réalisations économiques-éducatives qui, en plusieurs lieux du territoire national, associent les écoles secondaires de base (basicas) au développement industriel ou agricole.

Pêche, industrie frigorifique de la langouste et tourisme sur les côtes, élevage au nord, réserve naturelle au sud, et au centre la zone des citrines (surtout le pamplemousse) en pleine expansion, irriguée par des barrages qui servent également au tourisme : quelques centaines d'hectares en 1959, quelques dizaines de milliers à la fin du prochain plan quinquennal. Les écoles secondaires de base sont réparties dans cette zone à raison d'une par 40 caballerías (500 hectares).

Elles sont toutes sur le même modèle. Ce sont des internats qui reçoivent chacun cinq cents élèves provenant de diverses régions de Cuba, et notamment de La Havane. Tout y est gratuit : l'uniforme bleu et blanc des écoliers cubains, la pension, les études, les livres, le matériel culturel et sportif, le séjour périodique dans la famille. Un détachement pédagogique, noyau d'une école normale, assure l'encadrement en personnel enseignant. Tout le monde y est jeune.

La journée de l'élève s'y déroule selon une répartition horaire qui tend à devenir un modèle national : en gros, une moitié du temps consacrée à l'enseignement, un quart consacré au travail productif agricole, un quart consacré aux activités dirigées et aux activités libres, parmi lesquelles dominent le sport, la musique, la danse et surtout le théâtre. Les autorités cubaines, et en particulier le Conseil national de la culture, ont fait du théâtre une des armes secrètes de la révolution.

arme pacifique mais extrêmement efficace dans la mesure où elle donne à chacun la maîtrise de son expression et donc la conscience de ses problèmes. Cela commence dès l'école primaire, mais cela peut aller jusqu'aux groupes d'amateurs adultes, par exemple dans les villages de la sierra de l'Escambray, région de moyenne propriété où la révolution a naguère rencontré — on ne s'en cache pas — des résistances parfois très dures.

Un malentendu doit être évité : les écoles secondaires de base n'ont absolument rien de bagnes agricoles où l'on exploiterait la main-d'œuvre des écoliers. L'activité productive est une forme d'éducation, non une méthode de rendement économique : les travaux confiés à l'écolier sont à la mesure de ses forces et n'ont d'autre but que de le mettre dès son enfance en contact avec les réalités du travail, de l'économie et du développement. On retrouve le même schéma à l'école Lénine de La Havane, prodigieuse ensemble de cinq mille élèves où se forment les futurs cadres technologiques de la nation et qui aura bientôt son équivalent dans plusieurs provinces. Le travail manuel accompli à l'usine ou aux champs pendant les études n'est pas une orientation professionnelle contraignante, mais une expérience où les vocations prennent tout leur sens. Rien n'empêche de se découvrir l'étioffe d'un ingénieur électronique ou d'un danseur de ballet en repiquant des ananas.

Le bague, le vrai, les écoliers de l'île des Pins l'ont sous les yeux. Dans cette terre qui fut une des dernières libérées de l'occupation américaine, on construisait entre les deux guerres la fameuse prison modèle composée de cinq édifices circulaires issus d'un cauchemar de Kafka. La carcasse en est devenue un musée historique. Parmi les dizaines de milliers de prisonniers qui y sont passés figurent Fidel Castro et ses compagnons de l'assaut à la caserne de Moncada en 1953. Cela fait de l'île un haut lieu de la révolution d'autant plus vénéré qu'à quelques kilomètres de là s'élève encore la maison où fut exilé José Martí, l'apôtre de l'indépendance cubaine.

Le cas de José Martí est étrange. La pensée clairvoyante et forte de ce républicain libéral a été intégrée à l'idéologie de la révolution cubaine comme le signe spécifique de son identité. On parle couramment de « marxisme-léninisme-martianisme », et il n'est pas interdit de penser que c'est par le dernier terme que la doctrine s'encarne le plus profondément dans la conscience nationale.

Il n'y a à Cuba d'autre culte de la personnalité que celui de Martí.

On pourrait schématiser par le front large et la moustache toutes les parties : l'aéroport, la Bibliothèque nationale, les stades, les écoles, portent son nom. La présence des dirigeants actuels est d'un autre ordre. C'est une relation d'ordre affectueux, presque familial. On parle de Fidel, de Raoul en employant les prénoms, même dans les situations officielles. Les portraits sont rares et ceux du « Che » sont plus fréquents que ceux de Fidel. Le visage du « Che » a subi lui aussi la schématisation d'ombre et de lumière selon laquelle il s'est imposé à l'iconographie mondiale, mais on voit plus souvent la photographie qui humanise ce visage puissant et tendre, dont les yeux sourient en profondeur.

LA HAVANE ne ressemble à aucune autre capitale socialiste. Certes, les énormes difficultés de ravitaillement, la nationalisation de l'économie et le double secteur de distribution — rationnement et marché libre — donnent à la ville commerciale déchuée cette désolation nostalgique des structures urbaines dépassées par l'histoire, mais au-delà de la promenade du Prado, moins animée qu'autrefois, la vieille ville historique voit lentement renaître ses façades baroques de stuc coloré. Autour du port encombré la restauration va son train. On trouve encore les petits bistrot, les restaurants vénérables comme la Bodega del Medio, où les écrivains et artistes, notamment le maître Nicolas Guillén, aiment venir passer la soirée entre les murs couverts de souvenirs illustres, parmi lesquels le dernier télégramme de Salvador Allende.

Mais la vie nocturne, d'une manière générale la vie culturelle, s'est déplacée vers l'ouest, dans le quartier du Vedado, autour de la Rampe et de la 23^e Avenue. Les soirs de chaleur, la foule se promène le long du Malecón, en bordure de la mer, où fait la queue devant les innombrables stands où

l'on vend des glaces, parmi les meilleures qui existent au monde. Cinémas, théâtres, spectacles de ballets font le plein, et les concerts aussi, qu'ils soient classiques ou qu'ils récupèrent, grâce à des ensembles de jeunes, la chanson contestataire avec les rythmes afro-cubains nés dans cette terre du syncrétisme culturel.

A U-DELA encore, sur près de 15 kilomètres, s'étend la ci-devant ville résidentielle avec ses grandes demeures à colonnades enfouies dans la verdure. Ce sont maintenant des quartiers populaires grouillants de vie et desservis par des autobus bondés. C'est l'émigration qui a modelé cette ville, et l'on songe à un chiffre entre autres, cité au hasard des statistiques : six mille médecins à Cuba avant la révolution, trois mille après, neuf mille maintenant, bientôt le double. Mais ce sont des médecins répartis dans toute l'île et insérés dans un système sanitaire qui dessert avec efficacité les nouveaux complexes économiques-résidentiels, comme celui d'Alamar, à l'est de La Havane, aussi bien que les campagnes les plus lointaines. La santé pénètre partout avec l'éducation, le développement économique et, surtout, le développement humain : trois chaînes de télévision, un immense réseau d'animation socio-culturelle et, surtout, cette sorte de miracle qu'est le livre cubain, presque inexistant il y a vingt ans, maintenant un modèle pour le monde latino-américain.

La Havane d'autrefois, pour qui l'a connue même fugacement, était sans conteste la perle des Caraïbes, une perle isolée sur l'huître cubaine, vers laquelle la Floride américaine tend une langue gourmande. Même si elle a perdu de son éclat, la perle est toujours perle, mais on a donné la priorité à l'huître, à la défense de sa nacre, à la santé de sa chair.

ROBERT ESCARPIT.

Entre l'Elbe et l'Oder

Des fourmis-cigales

« POURQUOI Georges Marchais n'est-il pas allé à Moscou pour le congrès du P.C.U.S. ? Et, surtout, pourquoi les communistes français ont-ils abandonné la dictature du prolétariat ? » Rassemblés dans une salle de réunion de leur club, ces jeunes ouvriers et lycéens d'Erfurt (République démocratique allemande) s'adressent au journaliste français comme à un camarade du parti-frère. Ils ne comprennent pas. Pour eux, il ne peut pas y avoir plusieurs vérités communistes, mais une seule. Celle de Moscou et de Berlin-Est. Celle qui est rappelée par les affiches et les banderoles, encore nombreuses, que l'étranger remarque un peu partout dans le pays. Elles exaltent la « libération » par les soldats de l'Armée rouge, la victoire sur le nazisme, l'abolition prioritaire de l'amitié germano-soviétique.

Ils sont — et ils le savent — les amis de Marx, de Engels et de Lénine. Tout d'abord l'école, commune à tous, dominée par deux principes simples : la réussite dans le travail ; la participation à la vie collective. A société marxiste, école marxiste. Le Mouvement de jeunesse — unique — rassemble près de deux millions de jeunes à partir de quatorze ans, et prolonge les « pionniers », mouvement d'enfants correspondant. Eux aussi ont un rôle déterminant à jouer dans la formation civique.

Harold, élève de dixième classe dans une école de Berlin, et responsable de la cellule de la F.D.J. (Jeunesse libre allemande), nous le précise : « En plus de l'organisation des loisirs, nous sommes responsables de l'éducation politique des jeunes. » Une séance mensuelle y est consacrée. Les thèmes récemment étudiés : l'attitude à l'égard de l'Union soviétique, l'art comme arme idéologique, l'importance de la dictature du prolétariat. Dans cette école, tous les élèves sauf deux (« pour des raisons religieuses ») sont membres de la F.D.J.

Les responsables et les professeurs officiels le font remarquer fréquemment : ici tout est fait pour la jeunesse. Et c'est vrai. L'éducation, le sport, les loisirs, sont gratuits ou très bon marché. Dans les écoles, les entreprises, les clubs de jeunes, existent de multiples cellules ou groupes permettant les activités les plus variées. Du dessin au chant, de l'électronique à la

photo, des marionnettes à la gymnastique, du modelisme à la cuisine. Avec toujours cet esprit de tournoi appliqué participant à la grande œuvre collective : le mot même pour désigner ces activités socio-éducatives est lourd de sens : « Arbeitsgemeinschaften » (groupes, ou communautés, de travail).

Jeunesse appliquée, dont l'Etat socialiste est fier. 6 % seulement des élèves, nous dit-on, ne participent pas au niveau culturel de la dixième classe (la seconde dans notre système) et pratiquement tous suivent l'école jusqu'à dix-huit ans au moins, pour obtenir une qualification professionnelle ou — pour une petite partie — le baccalauréat. Application tout partielle de la production aussi : 279 000 font partie des « jeunes novateurs », 747 000 participent à 59 000 chantiers de jeunesse. Dans les loisirs : 29 995 participants au Salon Jeune technique, 63 796 à des clubs de chant (1). Et ne parlons pas du sport : la R.D.A. a pris, dans ce domaine, la première place.

Un homme nouveau, moderne composé d'Athènes et de Sparte, est-il en train de naître entre l'Elbe et l'Oder ? Serait-il à ce point différent des jeunes Occidentaux, mal-simés et prompts à maudire leur « mère-société » ?

Un élément de réponse nous a été donné dans ces clubs de jeunes que nous avons visités. Le centre des activités, qui rassemble le plus grand nombre de participants, y est — et de très loin — la discothèque. Et pas une fois par semaine, ou par mois, comme dans nos maisons des jeunes et de la culture. Mais trois et quatre fois chaque semaine. Le fourmi industrielle est aussi une cigale.

Et leurs parents ? Avec la télévision — les Allemands de l'Est reçoivent les deux chaînes nationales et les trois de la République fédérale — le restaurant-dancing est le loisir le plus apprécié. Au point que les responsables de la politique culturelle ont dû en tenir compte. Dans la Maison de l'éducation et de la culture « pilote » de Neubrandenburg (soixante mille habitants), il y a une salle de concert et de théâtre, deux cinémas, des ateliers, deux salons d'expositions et, huit restaurants-dancings ouverts tous les soirs !

YVES AGNÉS.

(1) Chiffres officiels pour 1973. Une classe d'âge représentée cent quatre-vingt mille enfants.

Une Française a filmé...

L'Amérique qui fait peur

(Suite de la page 23.)

« Les ascenseurs, dans ces immeubles de vingt étages et plus, sont le plus souvent cassés, et les escaliers sont étroits avec des marches qui manquent. »

Cent soixante et onze mille personnes vivent là, dont quatre-vingt-dix-huit mille Porto-Ricains, soixante-deux mille Noirs : quarante-cinq mille adultes sont inscrits au vote. La police dispose de trois cent trente-six hommes de police, de vingt-deux sergents, de cinq lieutenants, sans aucun auxiliaire féminin, pour un secteur d'environ 40 kilomètres carrés avec 95 kilomètres de rues.

« Les jeunes, dit Martine Barret, s'organisent en bandes. Dans les années 60, les gangs de jeunes avaient pratiquement disparu. Aujourd'hui, ils sont redevenus une manière de vivre. Ils ont chacun leur territoire, leur blason, leurs lois. J'ai pu un jour assister à un procès chez les Roman King. Je tenais le micro, l'un des plus âgés la caméra. Un des membres avait fait une faute. Il avait volé le sac d'une vieille dame près du club où ils se réunissent, ce qui avait attiré la police. Il s'agissait donc de savoir si la coupable devait être ou non exécutée, auquel cas il devait choisir : ou être cogné, ou payer. Le procès a tourné à la bagarre. Pour moi, pour la caméra, leur « conseiller », un adulte, essayait bien de dire : « Ne vous battez pas, unissez-vous contre l'homme blanc, c'est lui qui veut votre division. » Mais la mère et le danger sont trop brûlants pour que le discours politique le plus simple soit entendu.

Il s'agit de survivre au jour le jour, n'importe comment.

« Beaucoup sont spirituels. A part les épiceries et les bureaux où l'on montre comment remplir une demande pour être en règle avec le propriétaire, on ne voit rien de religieux. Ils cherchent « n'importe quoi » pour s'évader. La drogue est le problème majeur. Ils vivent avec. Et avec les rats, des rats énormes, terriblement résistants, que les services de santé attrapent, mettent dans des cages et envoient par camion à Albany pour essayer de trouver des produits capables de les détruire.

« Ici, les gens n'ont même pas l'espoir de devenir « artistes ou sportifs ». Tout ce qu'ils peuvent espérer, c'est, à dix-huit ans, être incorporés dans l'armée. J'ai filmé un soldat d'un bureau de recrutement, impossible à côté d'un jeune Porto-Ricain qui ose le langage et le crachait : « Ils nous ont tout pris : maison, nourriture, ils vont payer pour me faire vivre. »

« J'ai tourné seize heures de reportage, d'interviews. Des femmes, des enfants... A dix ans, on a des choses à dire quand on est né dans ce quartier, surtout quand on est une fille. Je ne veux pas faire un film politique, je veux montrer ces gens qu'on ne connaît pas et qui font peur. Je veux éveiller avec leur beauté, leur intelligence, leur gaieté. Je veux qu'on les voie. Ils m'ont appris qu'on pouvait respirer et vivre dans les pires conditions. Ils m'ont appris ce que veut dire la prière d'être un Blanc. »

COLETTE GODARD.

حکومت اسلامی

RADIO-TELEVISION

DEUX RÉALISATEURS DONNENT LEUR POINT DE VUE SUR LA CRÉATION

Le miroir ardent

par MICHEL MITRANI

APRÈS les deux premières années du règne vint le temps de la solennité. Dans l'allégorie de l'avènement, le roi avait brisé le grand miroir en sept morceaux. Le pays apprécierait ce geste. Les sujets qui venaient se regarder dans le grand miroir n'étaient pas mécontents ? C'était pourtant leur propre image qui était renvoyée ; mais, voilà, le grand miroir était encombrant. Sa face externe projetait sur le pays une gigantesque ombre qui masquait l'éclat terni de l'éclat et du mercure. Les charges de l'entretien qui incombaient au gardien étaient trop lourdes. N'avait-il pas laissé se développer sur la surface du miroir des convulsions dont les propriétés pouvaient enflammer les sujets par les rayons solaires ? Le grand miroir risquait de devenir un imprévisible « miroir ardent » à l'éclat envoûtant. C'est alors que le roi trancha : il serait divisé en trois parties, les éléments seraient séparés, le tain du verre, le reflet de la matière. Un gardien fut désigné pour chacune des parties et des éléments. Concurrents, les gardiens des trois miroirs cherchèrent avant tout la satisfaction du plus grand nombre de sujets pour ne pas mécontenter le prince. Le roi avait l'habitude d'assujettir l'attention des dépenses d'entretien au nombre et à la satisfaction de ses sujets, flattés dans leurs instincts les plus immédiats. Plus de « miroirs ardents » risquant d'embraser les esprits. Mais l'image renvoyée par les miroirs était de plus en plus pauvre, également lisse et uniforme, affadie. Les sujets prirent ombrage de se voir ainsi décolorés dans les trois miroirs. Ils se mirent à regretter l'ancien miroir prometteur du passé. Alors le roi, songeur, auprès duquel les requêtes se multipliaient, ordonna : « Que l'on redonne aux miroirs leur éclat ! » Et il ajouta : « Comme mes sujets sont difficiles à gouverner ! »

L'allégorie précède la « comedia »

Dans cet acte sacramental, l'allégorie précède la comedia. On s'en est douté, le de la comedia est l'histoire d'un détournement. Une coupable mentalité dite commerciale se livre à l'exploitation des fondements du service public. Si l'on se réfère aux grands principes, c'est la raison du choix du genre, l'acte sacramental, une discrète forteresse dévie le rôle de l'Etat de sa vocation culturelle alimentée par les deniers publics provenant de la redevance.

Les sentiments de la comedia : la dérision, l'amertume, les faux-semblants. La dérision d'une réforme ou de son application, qui a fait régresser l'instrument audiovisuel au niveau du radio-reportage en 1937 : jeux, chansons et parodie. L'amertume de ceux qui ont donné à la télévision un langage et en sont rejetés et avec quelle impudence. Les faux-semblants : la « créativité », sauce à laquelle on commode la médiocrité de la pensée et l'indigence des moyens de production. Je n'ai pas entendu un réalisateur prononcer ce vocable sans ricanement. Plus encore, la comedia provoque la colère. Une politique des programmes, c'est-à-dire tout un processus d'accoutumance des classes les plus défavorisées, est évacuée par la rivalité des sondages et la complaisance à l'égard des annonceurs publicitaires. Scandaleuses émissions de 20 h 30 réduites au rôle de moutons pour assurer le maximum d'audience aux spots publicitaires.

Divisés comme des héros raciniens

Les protagonistes, certes ils sont divisés, comme les héros raciniens : le directeur de TF1, professionnel rigide apprécié du pouvoir depuis mai 68. Il a fait des déclarations apaisantes. L'audience de la chaîne étant forte, le choix des programmes pourrait être modifié, même si celle-ci est en diminution. Seulement, J.-L. Guillaud a placé en fonction devant sa porte deux gendarmes, l'un pour les documentaires, l'autre pour les « dramatiques », qui évacuent toute création au nom de la nécessaire allégresse des Français. Avant la réforme, J.-L. Guillaud avait donné une bonne orientation à la troisième chaîne. On prend acte. On n'a guère le choix.

« A Antenne 2, quand on présente un projet, on a l'impression de pédaler dans la chourouffe », je cite un réalisateur. Marcel Jullian a des mots fracassants pour dénoncer la politique des sondages. Si ses paroles restent aussi peu suivies d'effets, elles ne seront qu'un vacarme inutile. Néanmoins, je ne m'explique pas l'impudence qui caractérise cette chaîne à appréhender tout projet. Il est vrai que les programmes sont distribués en concessions. Pour se part, Armand Jammot s'en est vu attribuer le quart pour l'année. Plus de mille heures.

La troisième chaîne, FR3, bégale. Ses responsables, auxquels je ne ferai pas l'injure de croire qu'ils n'ont pas le sens du rôle culturel de la télévision, l'ont prouvé, semblent haïr à l'indigne toute intrusion de la mentalité commerciale dans leurs programmes, et c'est regrettable. On peut le constater dans leur politique de co-production avec le cinéma. Il est vrai qu'ils doivent subir les conséquences de la poli-

tique des sondages. Mais, enfin, des émissions intéressantes ont été produites par Claude Contamine et Maurice Cazeneuve. Par pitié, ne les appelez plus « télé-films » !

A l'institut national audiovisuel, pauvre en moyens et riche en ambitions, Michel Roux aime le cinéma, la législation, certes, le lui permet ; Claude Guisard aime la télévision. Je le cite en exemple, le tremble de lui faire un cadeau empoisonné, mais il est un des rares responsables des programmes restés près des créateurs et de la « création ». Il est l'un des derniers à en savoir encore le sens... La Société française de production est une énigme. Jean-Charles Edeline, l'habile, a confié à Jean Drucker le secteur de la création ou de la « créativité », comme il se plaît à dire. On sait ce que les réalisateurs pensent du vocabulaire. Jean Drucker doit conseiller service public et mentalité commerciale. Il est lucide, il exprime fréquemment son exigence de la qualité. Que le lourd paquet de la S.F.P. ne soit pas un jour désarmé. On trouvera toujours de bonnes raisons. Ce bien de la nation ne peut être exposé à certaines incohérences de la réforme qui doit être réformée comme on sait.

La scène suivante

Acte 2, le président de la République a parlé. Seulement la « création », ce n'est pas un acte exceptionnel, un remède à administrer un ou deux jours par semaine. Elle doit imprégner toute la durée d'un programme de télévision. La « création » déviante est une capitulation du réel et des diverses activités de l'esprit retransmis à plusieurs niveaux, du simple enregistrement, du reportage, à l'essai et à la fiction. Elle n'a pas d'autre finalité que sa réceptivité par les spectateurs, quel qu'en soit le nombre. Elle n'est jamais un produit mais une œuvre. Sa commercialisation se situe a posteriori, jamais a priori. La rapport qualité-prix ou le coût du nouveau jargon ne doit pas la détourner de sa vocation ni la réduire. La « création » télévisée s'insère dans une politique d'ensemble. Le rôle d'un responsable de programmes est de prendre en charge tout le registre des possibles, de dresser l'inventaire des formes existantes et de permettre les formes à venir. Cette politique ne peut s'exercer que dans une permanence et avec les réalisateurs. Elle doit être libérée de ce qui l'enlève, sondage ou commerce. La législation le permet par la redevance. Si la publicité est un obstacle, qu'on la supprime ou alors qu'elle n'intervienne pas dans la politique des programmes.

C'est « ou bien... ou bien ». Seul le président de la République peut écrire la scène suivante.

Serge Moati tournait « le Sagouin » à vingt-trois ans

QUAND Serge Moati a tourné le *Sagouin*, il avait vingt-trois ans. C'était en janvier 1973. Du temps de l'O.R.T.F., du temps où l'on découvrait, quelquefois, des auteurs très jeunes, où l'on parlait de subjectivité, de caméra-stylo, où l'on osait « l'écriture ». Ce fut un peu une révélation. Le *Sagouin*, que Mauriac écrivait, dit-on, sous l'occupation après avoir aperçu — croisé derrière la vitre d'un train — le regard d'un enfant lui parlant, parmi d'autres, vers un camp de concentration, n'était pas la simple adaptation du roman, mais la réécriture, la lecture par Moati de la souffrance intolérable d'un enfant, racontée de façon admirable par Mauriac. Le *Sagouin*, vu par Moati, était non pas l'espace dans la désespérance, mais le malheur absolu, le monde sans Dieu, c'est-à-dire sans amour. La mort, c'est-à-dire l'exclusion d'un individu de la société (elle peut se dérouler dans le cadre clos d'une famille provinciale), le rejet par les autres, l'assassinat (le suicide peut être une forme, une face hypocrite du meurtre commis par les autres) dans le silence.

Cette œuvre, tendue comme un fil d'acier, sans larmes, sans cris, contenue, précise, nous a étonnés en 1973, elle risque de nous étonner à nouveau, avec la même minutie tranchante lors de sa rediffusion quatre ans plus tard.

Serge Moati nous a donné ensuite, en 1974, le *Pain noir*, qui était la mémoire convulsive de la classe ouvrière à Limoges, mutilée par l'industrialisation sauvage et la guerre de 1914, soulevée par l'espoir de l'année 1936, l'un des meilleurs feuilletons produits par la télévision, une adaptation encore d'une œuvre littéraire qui confirmait un auteur. Puis il a quitté la télévision pour réaliser *Nuit d'or*, en coproduction avec FR3 et la S.F.P. pour le cinéma (il sortira prochainement sur les écrans).

« Je n'ai pas quitté l'O.R.T.F. », explique Serge Moati, c'est l'O.R.T.F. qui nous a quittés. Ou plutôt j'ai quitté un office qui « bougeait », mais j'éprouvais aussi, après le *Pain noir*, après ce travail intense qui m'a occupé près de trois ans, où je me suis beaucoup donné — et exprimé — le besoin d'une nouvelle virginité. J'éprouvais le besoin de m'attaquer à quelque chose que je ne connaissais pas et de prendre un risque, en même temps que de respirer. Je me suis donné un an pour monter un film et je suis resté un an sans travail.

« Vous parlez de nouvelle virginité, vous l'avez perdue d'une certaine manière à la télévision ? » — Le *Pain noir*, les quatre mois de tournage, on croyait à ce que nous disait Pierre Sabbagh quand il affirmait : « Vous faites la preuve que la télévision est viable, que c'est possible. » Mais pendant qu'on tournait

le *Pain noir*, on votait à l'Assemblée nationale la dissolution de l'O.R.T.F. J'ai beaucoup aimé cette maison où je suis entré à vingt ans et demi, j'étais amoureux de l'idée de cette entreprise de spectacle en dehors du marché, mais cette maison ne s'aimait pas. Elle n'était aimée ni par les pouvoirs politiques — qu'ils soient de gauche ou de droite — ni par elle-même.

« On avait créé — des gens, des réalisateurs — des petits flocs de respect, des flocs de foi, mais on sentait bien que le pays était contre l'O.R.T.F. qu'il était en plein dans la propagande qu'on lui versait. Quand on a défilé dans les rues de Limoges avec des drapeaux « O.R.T.F. service public », les rues étaient vides, et l'indifférence générale. Le combat était perdu, cette maison ne s'aimait pas, je le répète, j'étais un peu comme un amoureux dépité.

« Il y avait une conception de la télévision, qu'incarnait le *Sagouin*, une télévision dont l'essentiel consistait à prendre des livres de bibliothèque et à les adapter. C'était une télévision belle, intelligente et respectueuse (dont Sabbagh était le père talentueux), mais nous avions conscience, et lui aussi, qu'il fallait aller plus loin, prendre de nouveaux risques artistiques. La situation générale en outre était la suivante : une direction grosso modo réactionnaire, avec des réalisateurs grosso modo progressistes, installait une sorte de jeu permanent avec des escarmouches — on lâchait de temps en temps des soupapes de sécurité pour les réalisateurs, et l'ensemble marchait grosso modo. Mais toujours à l'horizon du réalisateur pointait la grande statue de la non-compréhension du public, avec plus ou moins d'intelligence : il fallait être des « complais » ! Ainsi s'installait au fil des années, le conformisme aigri, une sorte de *gentleman-agreement*. On était coincé. J'ai dit « pouce », avant de devenir trop vieux, j'ai pris une année sabbatique pour n'avoir d'autre souci pendant quelques temps que mes propres responsabilités artistiques.

« Ce n'était donc pas un départ définitif ? » — Surtout pas ! la télévision, c'est chez moi !

« Même aujourd'hui ? » — Oui, bien sûr.

« Pensez-vous que le *Serge Moati de vingt-trois ans, jeune réalisateur inconnu, pourrait, dans la télévision telle qu'elle est en 1976, avoir la possibilité de tourner le *Sagouin* ? »*

« J'ai bien peur que non, et pour plusieurs raisons. Il y avait à l'époque, ce qui était très important, des passeurs de mots croisés, des passeurs, précisément comme Claude Santelli, Eliane Victor, Jean-Emile Jeannesson, qui avaient un renom, un certain pou-

voir, pouvaient, parce qu'on leur donnait des « cases », prendre des jeunes sous leur aile. Ils n'avaient pas, et ceci est la seconde raison, de contrainte de sondage. Parce qu'il existait encore ce sentiment diffus de « service public », ils sentaient qu'il y avait des choses à faire, même si elles n'étaient pas sanctionnées par un indice d'écoute déclinant. La situation objective permettait donc à des gens talentueux de prendre des risques, et de se faire connaître.

« Il n'y a plus aujourd'hui de cases, plus de gens susceptibles de donner leur chance à des jeunes, parce qu'il n'y a plus de situation objective permettant l'un et l'autre. Le *Serge Moati de vingt-trois ans*, inconnu, n'existerait pas, car s'il existait, on lui dirait « sondage, sondage » ! La troisième raison, qui explique le fait que j'aie pu mener une « carrière » à la télévision, est la présence de Pierre Sabbagh. Il a été à mon avis un grand directeur de chaîne, pas seulement parce qu'il m'a permis de faire le *Sagouin*, le *Pain noir* : Pierre Sabbagh avait à la fois le sens du service et du public, donc du service public.

« Service public », c'est un mot qui revient souvent quand vous parlez de la télévision d'aujourd'hui.

« Oui, et c'est pour cela que, dans les pires moments, je n'en ai jamais dit du mal, car je trouvais qu'il y avait un principe, supérieur aux hommes, c'était celui de l'absence nécessaire d'un service public qui ne répond pas aux lois du marché. La télévision de création aujourd'hui est devenue une peau de chagrin, on va vers une « FIPisation » de la télévision avec de plus en plus de retransmissions de débats. C'est dramatique ! Si on ne se décide pas à faire des « prototypes », qui risquent éventuellement d'être des échecs — mais c'est normal, — on se dirige vers une télévision de l'insignifiance. C'est une banalité de le dire, mais c'est une vérité. Et qui se retourne contre les pouvoirs politiques ? La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « biffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conform

RADIO-TELEVISION

LA SEIZIÈME ROSE D'OR DE MONTREUX

Humour et poésie répondent à des critères « spécifiquement locaux »

De notre envoyée spéciale

On a fini à cinq. Avec le sentiment d'être des exemples de savoir-vivre international. Les variétés pakistanaïses, ça n'intéressait personne a priori. L'émission était présentée « hors concours », c'était la dernière, ce n'était pas la peine de rester. En plus, il y avait encore fait beau ce jour-là. En plus c'est vrai, c'était mortel.

On avait là ce que l'on retrouve chaque année au concours de la Rose d'Or de Montreux : le festival de variétés télévisées accueille non pas ce que les organisateurs considèrent comme de bonnes émissions mais ce que les pays participants estiment être leurs meilleures productions. Le Nigeria, la Malaisie, la Jordanie, la Bulgarie, ont envoyé des choses peu réjouissantes. Il est prévisible que, pour eux, il n'y aura ni rose (même celle d'argent, même celle de bronze) ni Prix de la presse. Et les Suisses n'ont pas assez d'humour pour leur décerner le Prix spécial de la ville de Montreux qui récompense « l'œuvre la plus gaie ».

Mais il faut se débarrasser des mauvais souvenirs. Citons vite les émissions « hors concours » qui faisaient la tristesse de nos après-midi : cousines pauvres, elle servaient généralement de faire-valoir à ce que les organisateurs de télévision présentaient le matin dans le cadre de la compétition — bien que, pour être juste, on ne se soit pas toujours ennuyé. On a pu souvent, c'était agréable, chanter des airs de Michel Legrand sans craindre de déranger les chaises vides, et puis Catherine Valente, d'une émission à l'autre, changeant de robe et de répertoire. Enfin, les deux chaînes de télévision d'Allemagne fédérale ont eu le mérite de faire le contraire de tout le monde et de montrer ce qu'elles avaient de mieux hors compétition. Encore une affaire de critères spécifiquement locaux...

Les genres admis

En fait, les bonnes surprises ont été plus nombreuses que les déceptions. Les genres admis généralement à diversité : « musio-ball », variétés à scénario, chansons, musique légère, jazz et pop-musique, personnalité show, ce n'était pas astreignant. La preuve, c'est que la France (dans une coproduction T.F. 1-S.F.P.) s'est débrouillée pour présenter une émission sur le karaté. Pas belle, au demeurant.

Les organisateurs (la ville de Montreux, sous le patronage de l'Union européenne de radiodiffusion, avec la collaboration de la Radiodiffusion et de la télévision suisses) entendent chaque année pro-

mouvoir des « œuvres originales » qui sont des « divertissements ».

Les quelques trente pays concurrents avaient évidemment en la matière des conceptions chaque fois différentes. Les Italiens ont choisi la formule du cabaret et se sont distingués avec une émission de leur nouvelle série Muzzebubu, consacrée à la chanteuse Gabriella Ferri, prenant pour thème les années 60 et 60. Là, c'était les années 60. Fellini, la Dolce vita, les Jeux olympiques de Rome, la prospérité économique, le rock et le flipper, tout cela déformé par la satire dans les chansons et les ballets a donné un des meilleurs moments du festival.

« Jachète »

A retenu également l'humour scandaleux : les Norvégiens ont célébré le cinquantième anniversaire de leur radiodiffusion en une suite de sept d'un « Jachète », dans une émission « destinée à l'exportation », la Suède s'est livrée à un brillant exercice de style sur le thème des lieux communs touristiques. Apparemment le public a trouvé « difficile » la poésie du film polonais... Il a été déçu par les films français d'aujourd'hui, des adaptations réussies de Simenon (le Chat, la Veuve Couderc), Granier-Deferre est revenu, avec succès, à la tradition réaliste. La reconstruction de l'époque de 1940 est remarquable. L'histoire est émouvante et très bien jouée.

Maintenant, quel va être le choix du jury ? Le public s'est montré peu sensible à la perfection technique qu'a la fantasia. Et la même critique prévalait sans doute aux décisions. En attendant, chacun tenait prêt son tiercé qu'il recitait dans l'ordre sans pour autant que le fèvre des champs de courses s'empare des cinq cents personnes qui se trouvent là. Jamais de passions à Montreux. D'ailleurs, au cours des colloques, il était bien précisé que la Rose, c'était une chose, mais que bien plus importante étaient les « contacts ». Il est certain que l'on a surpris peu de discussions et beaucoup de tractations. « Jachète », murmuraient-ils et là, au milieu, des applaudissements. On notait l'absence des Etats-Unis, qui avaient dû tout acheter et tout vendre au MIP à Cannes.

CLAIRE DEVARRIEUX.

ANALYSANT UN SONDAGE

Le haut-comité de la jeunesse souhaite le développement des informations télévisées à l'intention des jeunes

Soixante-dix pour cent des enfants de huit à quinze ans regardent la télévision tous les jours, 80 % des quatorze-quinze ans restent devant le petit écran tous les soirs jusqu'à 23 heures. Le mercredi après-midi, ils sont 50 % de huit-quinze ans assis devant leur poste pendant trois ou quatre heures. Cette proportion atteint 74 % pendant le week-end, a rappelé M. André Rosel, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, porte-parole du gouvernement, devant le haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs.

La violence des images

M. André Rosel a souligné les risques que présente pour les jeunes cette assiduité devant la télévision : « La diffusion d'images violentes présente un monde peuplé de héros tantôt méchants, tantôt réussis oblige à faire constamment appel au symbolisme de l'enfant sans toujours lui laisser le soin de faire la différence entre le réel et l'imaginaire. L'identification pour l'enfant est alors immédiate, sans discussion, sans choix. C'est dans ce sens que la télévision est violente. » Mais si l'enfant arrive à supporter la violence contenue dans un western, il n'en est pas toujours de même avec les reportages. Le porte-parole du gouvernement a évoqué l'influence du petit écran sur la vie familiale et souligné l'importance de son apport culturel.

Bien que reconnaissant à T.F. 1, FR3 et Radio-France des efforts concernant la promotion d'émissions pour les jeunes, la commission sur l'information des

Ouvrir des budgets

La commission suggère d'ouvrir un poste dans les budgets des sociétés de programmes pour les émissions en direction des jeunes. « La diffusion télévisée, avec l'égalité financière par rapport aux autres émissions (celles de variétés notamment), lit-on dans le rapport de la commission, c'est qu'il faut pour l'information des jeunes davantage de personnes compétentes et spécialisées. » Les sociétés devraient donner un plus large accès aux associations et « préparer les jeunes à l'utilisation des moyens audio-visuels ».

Écouter, voir

LES DOSSIERS DE L'ECRAN : VIVA PORTUGAL. — Mardi 11 mai, A 2, 20 h. 30.

Tourné entre le 25 avril 1974 et le 1^{er} mai 1975, Viva Portugal raconte, montre ce que fut la « révolution des œillets », loin des appareils d'Etat, dans la rue, dans les usines, dans les villages de l'Alentejo, partout où se multipliaient les initiatives populaires (occupations des terres, des maisons, premières coopératives, etc.). Des paysans parlent de démocratie, des officiers et des soldats « vivent » sous nos yeux le putsch raté du 11 mars (images étonnantes empruntées à la télévision portugaise).

Film-document sur un pouvoir populaire en gestation, chronique réalisée par des journalistes de la radio allemande et un journaliste français.

le débat — en direct de Lisbonne — réunira différentes personnalités politiques portugaises.

DRAMATIQUE : LE BUNKER. — Mercredi 12 mai, TF 1, 20 h. 30.

Le Bunker, écrit par Michel Viala, réalisé par Yvon Butier pour la télévision suisse romande, ou comment, pour avoir trop lu Mein Kampf, un fils d'industriel américain organise sa « résistible ascension » sociale et se prend pour Hitler. A l'origine : un éclat d'obus, sur le front, en 1944 ; en conclusion : un suicide en uniforme S.S., en compagnie d'une entraîneuse, dans un abri spécialement construit pour la circonstance.

Le traitement de la fable, contée en courts tableaux par un réalisateur qui a reçu le Prix Italia en 1970, s'inspire du théâtre brechtien.

ATELIER DE CRÉATION : DEINA FALAR. — Dimanche 16 mai, France-Culture, 20 h. 30.

Les pouvoirs politiques au Brésil ont toujours ressenti la musique comme une menace. Venue des « favelas », les quartiers pauvres, les bidonvilles, la musique brésilienne traduit, exprime depuis toujours la culture des dominés, des pauvres, des prolétaires ; elle touche au fonctionnement social non seulement par son contenu mais par la structure même de la musique (rythme et harmonique), par son rapport au corps, à la géographie, à la politique, à l'histoire.

Réalisée pour l'Atelier de création radiophonique par Jean-Loup Rivière, Ivanka Stojanova, Elisen Veron et Gerardo Nunes, Deina falar (Laisse parler) constitue une réflexion flexible, à travers des documents sonores et interviews, sur l'une des musiques populaires les plus puissantes du monde.

Les films de la semaine

LES CAVALIERS, de John Ford. — Dimanche 9 mai, A 2, 16 h. 45.

D'après un épisode réel de la guerre de Sécession, une suite d'affrontements entre individus et de combats entre armées ennemies, par lesquels Ford fait sentir l'aspect désolateur d'une marche au carnage. Des images admirablement composées.

LE TRAIN, de Pierre Granier-Deferre. — Dimanche 9 mai, TF 1, 20 h. 30.

Spécialiste dans le cinéma français d'aujourd'hui, des adaptations réussies de Simenon (le Chat, la Veuve Couderc), Granier-Deferre est revenu, avec succès, à la tradition réaliste. La reconstruction de l'époque de 1940 est remarquable. L'histoire est émouvante et très bien jouée.

L'ANGE DE LA RUE, de Frank Borzage. — Dimanche 9 mai, FR 3, 22 h. 30.

Début d'un cycle qui va permettre de redécouvrir un grand cinéaste américain romantique, n'hésitant pas, comme ici, à jouer le jeu du mélodrame. Avec Janet Gaynor, grande et sensible comédienne de l'époque qui fut aussi l'interprète de Murnau.

ALEXANDRE LE GRAND, de Roger Rossen. — Lundi 10 mai, TF 1, 20 h. 30.

L'Alexandre de Macédoine dans un western à l'antique coulé de dollars et à grande figuration. Un échec.

LE PROTECTEUR, de Roger Houn. — Lundi 10 mai, FR 3, 20 h. 30.

Pour dénoncer un scandale social — la prostitution, son organisation, son mécanisme, ses filières. — Roger Hanin a raconté en style « série noire »

l'histoire d'un père justicier en lutte avec le milieu. On retient surtout du film ses bonnes intentions.

CAPITAINE DE CASTILLE, de Henry King. — Mardi 11 mai, FR 3, 20 h. 30.

Tyrone Power en conquérant dans un film d'aventures, de cape et d'épée, de la grande tradition hollywoodienne. La colonisation de l'empire espagnol par les Espagnols de Cortez est présentée comme une épopée dont les Indiens font les frais.

UN ALLER SIMPLE, de José Giovanni. — Mercredi 12 mai, FR 3, 20 h. 30.

L'histoire est confuse et invraisemblable. Une fois de plus, Giovanni exalte — ici jusqu'au pied de l'échafaud — la mythologie du truand romantique, par des poncifs irritants.

ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX, de Sydney Pollack. — Jeudi 13 mai, A 2, 20 h. 30.

D'un très admirable roman d'Horace Mac Coy (typique de la « littérature de comportement » des années 30), un tableau quasi historique de la société de dépression aux Etats-Unis. Exploitation de la misère dans les marathons de la danse, sauvagerie des meneurs de jeu de ce genre de spectacles, sadisme du public et masochisme des victimes poussés par la faim et l'appât du gain. Une mise en scène hallucinatoire.

DES GENS SANS IMPORTANCE, de Henri Verneuil. — Jeudi 13 mai, FR 3, 20 h. 30.

Tableau de mœurs populaires, tiré d'un roman de Serge Groussard. Poussant le

réalisme noir jusqu'à l'insolite (un peu à la manière des cinéastes américains), Henri Verneuil avait peint, d'une manière très attachante, le clair-obscur de la vie de petites gens aux prises avec le malheur social. Ce fut une bonne surprise dans le cinéma français des années 60.

ESPIONS SUR LA TAMISE, de Fritz Lang. — Vendredi 14 mai, A 2, 22 h. 35.

Une des contributions d'Hollywood à la guerre psychologique contre le nazisme dans les années 40. L'intrigue, située à Londres en 1943, est apparemment rocambolesque. Elle est empruntée à un roman de Graham Greene, et Fritz Lang, dans son style net, glacé, a tissé magistralement une atmosphère d'angoisse sur les thèmes qui lui sont chers : l'homme traqué, la lutte contre le mal.

BUFFALO BILL, de William Wellman. — Dimanche 16 mai, TF 1, 20 h. 30.

Les contradictions de la légende du Far-West. Sur la forme d'un western traditionnel, Wellman, faisant de Buffalo Bill un personnage à facettes, a greffé — c'était étonnant pour l'époque — une mise en accusation des profiteurs et des politiciens qui furent à l'origine de l'assassinement des tribus indiennes aux Etats-Unis.

MANNEQUIN, de Frank Borzage. — Dimanche 16 mai, FR 3, 22 h. 30.

Une femme hésite entre deux hommes. Sortie d'un taudis et de l'usine, elle réalisera, après avoir connu la richesse, son vrai rêve : une chaumière et un cœur. Il faut voir comment le romantisme de Borzage s'oppose à toute la mythologie sociale des comé-

dies sentimentales de l'époque. Et admirer son talent de directeur d'acteurs, avec l'interprétation de Joan Crawford.

LA MAISON DES SEPT PÊCHES, de Tay Garnett. — Dimanche 16 mai, TF 1, 0 h. 5.

Ne pas manquer cette apparition de Marlene Dietrich en princesse de bengiant exotique, après minuit, et dans un film en version originale. Tay Garnett (cinéaste à redécouvrir) a fait vivre chaleureusement des personnages en marge qui cachent leur vulnérabilité sous un humour sarcastique. Et il y a, à la fin, une des plus extraordinaires bagarres de l'histoire du cinéma américain.

NIAGARA, de Henry Hathaway. — Lundi 17 mai, TF 1, 20 h. 30.

Les chasses-croisés de l'intrigue, le décor naturel des chutes de Niagara, la montée de l'angoisse dans la deuxième partie, donnent à ce film les atouts d'un excellent « thriller ». Mais c'est ici que Marilyn Monroe, en robe rouge, joue les femmes fatales, et manifeste, dans le drame, un pouvoir érotique parfaitement utilisé par le metteur en scène.

LA FEMME EN BLEU, de Michel Deville. — Lundi 17 mai, FR 3, 20 h. 30.

Premier film de Deville réalisé sous la collaboration de Nina Companeez, sa scénariste habituelle. Un univers personnel qui reste intact. Même grâce dans l'analyse sentimentale et la mélancolie diffuse, mise en scène élégante et brillante sur un couple — Michel Piccoli, Lila Massari — se heurtant à la vie et au rêve.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Le journal d'Yves Mourousi ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche Jean-Claude Bourret reçoit un invité à 19 h. 45) ; Vers 23 h. TF 1 dernière, par Jean-Pierre Pernand. Pour les jeunes : « Les Indes » de Claude Pizani (le mercredi, 17 h. 30).

A 2 : 13 h. (les samedi et dimanche), le journal de Jean Landi ; 14 h. 30, « Flashs » (seul le samedi et dimanche) ; 18 h. 30 (seul le samedi et dimanche), Le journal d'Elisabeth Vial ; 20 h. Le journal de Guy Thomas (Jean Landi, le samedi et dimanche) ; 23 h. Le journal de Gérard Holz.

FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55, « Flashs » (seul le dimanche) ; vers 22 h. Journal.

EMISSIONS PRATIQUES

TF 1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 15) ; Le vendredi soir (le samedi, 18 h. 30) ; Six minutes pour vous défendre (le samedi, 18 h. 40) ; Magazine « Formation » (une fois par mois, le samedi, 11 h.).

A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, puis le samedi à 20 h. 20).

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : 9 h. 30 (le dimanche), La source de vie ; 10 h. Présence prémonstrat ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur ; « Un prêtre dans la

ru » (le 9), questions à propos de « Dieu est Dieu, nom de Dieu » de M. Cuvé ; le centre pastoral Halles-Banbourg (le 16) ; 11 h. messe, en la paroisse Saint-Sulpice de Noisy-le-Grand (le 9), à l'église Saint-Méry, à Paris (le 16).

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision, les lettres (A) renvoient à la rubrique Écouter, voir, ou aux articles de première page de l'encart ; (E) indique des émissions sortant de l'ordinaire ; (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (R) les rediffusions ; (S) les émissions de radio en stéréophonie.

Petites ondes - Grandes ondes

Informations

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Journal à 7 h. 30 (cult. mus.), à 9 h. (cult. mus.), à 12 h. 30 (cult. mus.), à 19 h. (cult. mus.), à 20 h. 30 (cult. mus.), à 23 h. 30 (cult. mus.).

FRANCE-INTER : A chaque heure juste à 12 h. 30 et 19 h. 30, Bulletin complet à 5 h. 30, 6 h. (Social matin), 6 h. 30, 7 h. 30, 8 h. (Alain Bedouet), 8 h. 30 (Claude Galliamini), 9 h. 13 h. (J.-P. Elsbach), 19 h. (Paul Amar), 20 h. (Roger Telo) ; 22 h. (Paul Amar), 24 h.

EUROPE 1 : Toutes les demi-heures jusqu'à 8 h. ; Bulletin complet à 7 h. (Charles Villeneuve) ; 7 h. 30 (Gilles Schneider, commentateur, Alain Duhamel) ; 8 h. (Philippe Gildas) ; 9 h. (Fran-

çois Kramer) ; 13 h. (André Arnaud), 19 h. (Pierre Lescure) ; « Flashs » toutes les heures ; 22 h. 30, Europe-Panorama ; 1 h. Europe dernière.

LUXEMBOURG : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 9 h. ; Bulletin complet à 9 h. 13 h. (Journal « non stop »), 18 h. 30 (Jacques Polli) ; « Flashs » toutes les heures ; R.T.L.-diger à 22 h.

RADIO-MONTRE-CARLO : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 7 h. ; Bulletin complet à 12 h. 45 et 18 h. 35 ; Journal à 7 h. 8 h. 9 h. 12 h. 14 h. 20 h. 22 h. 30, 24 h. ; « Flashs » aux autres heures (dernier à 1 h.).

Régulières

FRANCE-INTER : 5 h. Variétés et informations, 9 h. 10, Magazine de Pierre Bénédict ; 10 h. Inex-femmes ; 11 h. A vos souhaits ; 12 h. Rézo nouveau ; 12 h. 45, Le jeu des 1000 francs ; 14 h.

Radioscopie ; 18 h. 5, Bananas ; 20 h. 10, Pas de panique ; 22 h. 10, Le Pop Club.

EUROPE 1 : 6 h. 40, Les mariées de Philippe Gildas ; 8 h. 15, Chronique d'E. Mougenot ; 8 h. 30, « Explicite-vous », d'I. Leval ; 11 h. Pile ou face ; 12 h. Cash ; 13 h. 30 (E). Les dossiers éditoriaux du crime ; 14 h. Danseurs Gilbert ; 16 h. 30, Jean-Michel Desjeunes, Pierre Lescure et Anne Sindair ; 18 h. Jean-Loup Lallou ; 20 h. 30, Pierre Pechin ; 21 h. 30, François Divo ; 20 h. 40, Gollath. RADIO-MONTRE-CARLO : 5 h. 30, Informations et variétés ; 9 h. 30, J.-P. Foucault ; 12 h. A vous de jouer ; 12 h. 25, Quatre ou douze ; 14 h. 10, Le copier et la raison ; 15 h. Julie ; 16 h. Cherche le disque ; 17 h. Test ; 19 h. Hit-Panade ; 20 h. 5, Tolo-Bahut ; 21 h. 5, Flash-back ; 22 h. J.-C. Laval.

R.T.L. : 5 h. 30, Musique et nouvelles ; 9 h. 30, A.-M. Peysson ;

Religieuses

et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) ; 7 h. 15, Horizon ; 8 h. Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Service religieux protestant ; 9 h. 10, Ecume Israël ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine ; La libre pensée française (le 9) ; La Grande Loge de France (le 16) ; 10 h. Messe.

Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit la poétesse Henriette Pélissier (lundi), M. Simon Louitère (mardi), M. Rocher, président de l'A.S. Saint-Etienne (mercredi), notre collaborateur Olivier Médin (jeudi) et l'écrivain Michel Henry (vendredi).

حسنة من الأهل

RADIO-TELEVISION

Samedi 8 mai

CHAÎNE I : TF1

20 h. 30, Variétés : Numéro un (Les grands enfants) ; J. Maillon, S. Desmarest, J. Polret.

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont parus dans « Le Monde de l'éducation » (n° 17 daté mai 1976), qui les publie régulièrement.

CHAÎNE II : A2

20 h. 20, D'accord, pas d'accord ; 20 h. 30, Dramatique : Contrefaçons, réal. A. Isker, avec M. Garrel, G. Darrieu, D. Russo.

Deux croquis se font passer pour des croquis afin de dépeindre un restaurateur de sa réussite. Une pochade adaptée d'une nouvelle de télévision britannique.

22 h. 5, Variétés : Dix de der, de Ph. Bouvard.

CHAÎNE III : FR3

18 h. 45, Pour les jeunes : Entrez dans la danse ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Des maisons, un événement ; 20 h. 0, Outre-mer : Mission aux îles Kerguelen.

20 h. 30 (R), Retransmission théâtrale en différé du Théâtre national de Strasbourg : « Germinal » (deuxième partie) d'Emile Zola, adap. M. Deutsch, mise en scène de J.-P. Vincent, réal. M. Rabinowsky.

FRANCE-CULTURE

20 h. 0, Poésie ; 20 h. 5 (R), « Le Mort de César », tragédie de Voltaire ; 20 h. 5, La fugue du samedi ou mi-quinze mi-rain, divertissement de J. Chouquet ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 0, Soirée lyrique : « Alcibiade » (Lully), par l'ensemble vocal R. Passaguet ; « La Grande Eclypse et la Chambre du Roy », direction J.-C. Malgouyres, avec R. Auphan, A.-A. Rodas, S. Hinghossian ; 23 h. 0, « Vieilles cires » : Quatuor, opus 57, n° 3 (Brahms), par le quatuor Busch ; 24 h. 0, Prélude.

Dimanche 9 mai

CHAÎNE I : TF1

9 h. 30 (C), Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 30 (C), La séquence du spectateur ; 13 h. 30 (C), Jeu : L'homme qui n'en savait rien ; 13 h. 20 (C), Le petit rapporteur ; 14 h. 5 (C), Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 5 (C), Sports : Direct à la une ; 17 h. 35, 1968-film : « L'enfant du désert », réal. Ph. Leacock, avec E. Constantine ; 18 h. 45, Feuilles : Naus le berger ; 19 h. 20, Les animaux du monde.

20 h. 30 (R), Film : « Le Train », de P. Granier-Deferre (1974), avec Jean-Louis Trintignant, R. Schneider, N. Arrighi, Régine.

Dans un train de l'époque, en 1940, un homme, séparé de sa femme et de sa fille, rencontre une femme allemande, qui fuit les nazis. Ils vivent une brève passion.

22 h. 15 (R), Questionnaire, de J.-L. Servan-Schreiber (M. Olof Palme, premier ministre suédois, parle de l'alliance socialo-communiste... et d'Ingmar Bergman).

CHAÎNE II : A2

12 h. 30, C'est dimanche (reprise à 13 h.) ; 13 h. 30, Série : Robin des bois ; 14 h. 5, Série : Les Robinsons suisses ; 15 h. 0, Rugby : Béziers-Brive en demi-finale des championnats de France ; 16 h. 30, Cyclisme : Les Quatre Jours de Dunkerque ; 16 h. 45 (R), Film : « Les Cavaliers », de J. Ford (1959), avec J. Wayne, W. Holden, C. Towers, A. Gibson.

En 1880, alors que le général Grant assiège Vicksburg, une colonne de soldats nordistes pénètre en territoire sudiste pour couper les voies de communication amenant armes et vivres à la ville.

18 h. 30, Stade 2 ; 19 h. 30, Variétés : Système 2 (reprise à 20 h. 30) ; 21 h. 45 (R), Série : Les brigades du Tigre.

CHAÎNE III : FR3

11 h. 0, Émissions destinées aux travailleurs immigrés : A écrans ouverts ; 11 h. 30, Immigrés par nous, de J.-M. Carrouz ; 18 h. 45, Spécial

outre-mer : Les traditions tahitiennes ; 19 h. 0 (R), « Histoires pour ordinaire » : Le poulain, de P. Kalfon, et « Fureur et sagesse du Viet Vo Dao », de J. Dasque ; 20 h. 5, Pour les jeunes : Les animaux chez eux.

22 h. 30 (R), Cinéma de minuit (cycle Frank Borzage) : « L'ange de la rue », de F. Borzage (1927), avec J. Gaynor, Ch. Farrell, N. Kingston, H. Armetta (musiq. N.).

Une fille de Naples, que la misère a poussée à voler, fuit la police en s'aidant de la troupe d'un cirque ambulatoire. Un peintre s'empare d'elle et la peint en madone.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon ; 7 h. 40, Chasseurs de sons ; 8 h. 0, Émissions philosophiques et religieuses ; 11 h. 0, Regards sur la musique ; « Les noces de Figaro » (Mozart) ; 12 h. 5, Allegro, divertissement de J. Chouquet ; 12 h. 45, Inédits du disque ; 14 h. 0, Poésie ; 14 h. 5, « Le disque », d'É. Favre, d'après une nouvelle de Cocteau, avec P. Mondy, R. Ranc, J. Cichy, réalisation C. Roland-Manuel ; 15 h. 42, Soliste ; 16 h. 5, Orchestre philharmonique de Radio-France, direction Alain Paris avec Michel Deloche, flûte (Cherubini), C. Raimondo, P. Arma ; 17 h. 30, Rencontre avec le professeur E. Raimondo.

haut ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10 (R), Le cinéma des cinéastes ; 20 h. 0, Poésie ; 20 h. 5, Poésie interrompue ; 20 h. 40 (R), Atelier de création radiophonique, suivi de « Courant alternatif » ; 23 h. 40, Black and blue ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Concert promenade (Suppé, Strauss, Lehar, Lanner) ; 8 h. 0, Cantate ; 9 h. 0, Musical gruffin ; 11 h. 0, Harmonie sacrée Schumann ; 12 h. 0, « Les Brèves », de J. Chouquet ; 12 h. 40, Opéra bouffon : « Zémire et Azor » (Grétry) ; 13 h. 0, La tribune des critiques de disques : « Le Bal masqué » (Verdi) ; 17 h. 0, Le concert égypte de P. Tchernia (Mozart, Beethoven, Liszt, Debussy, Ravel, Stravinsky, Schubert, M.P. Béla, Anderson, Tournet, Brasseur) ; 19 h. 10, Jazz classique ; 20 h. 0, Nouveaux talents, premiers sillons : deux quatuors tchèques ; « Le Penitencier ou quatuor » et « le quatuor à cordes de Prague » (Schubert, Dvorak) ; 21 h. 0, Échanges internationaux de Radio-France : Semaine musicale d'Ascona, avec P. Badura-Skoda et l'Orchestre de la Radio suisse italienne, direction Z. Macal ; « Concerto pour piano et orchestre en ré mineur » (Mozart) ; « Symphonie en ut majeur » (Schubert) ; 23 h. 0, Cycle de musique de chambre : Haydn ; 24 h. 0, Concert extra-européen ; 1 h. 15 (R), Trêve.

Lundi 10 mai

CHAÎNE I : TF1

10 h. 30 (C), Émissions scolaires ; 12 h. 15 (C), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (C), Midi première ; 13 h. 35 (C), Magazines artistiques régionaux ; 13 h. 50 (C), Restez donc avec nous ; 14 h. 30, Série : La légende des Strauss (1^{er} épisode) ; 18 h. 15, A la bonne heure ; 18 h. 45, Pour les petits ; 18 h. 55, Pour les jeunes ; 19 h. 40, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Alors, raconte.

20 h. 30 (R), La caméra du lundi (Regard sur l'histoire) : « Alexandre le Grand », de R. Rossen (1958), avec R. Burton, F. March, D. Darrieux, Cl. Bloom.

La vie d'Alexandre, roi de Macédoine, qui domine la Grèce et la Perse et partit à la conquête de l'Asie, au IV^e siècle avant Jésus-Christ.

Vers 22 h. 0, Débat.

CHAÎNE II : A2

13 h. 35, Magazine régional ; 14 h. 30, Aujourd'hui, madame ; 15 h. 30 (R), Série : L'homme à la valise ; 16 h. 20, Hier, aujourd'hui, demain ; 17 h. 30, Fenêtre sur ; 18 h. 45, Le palmier des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Y'a un truc.

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 45, Documentaire : Droit de cité (N° 4), de J. Frapart.

L'hyperdélit belge Paul de Gobert : le compositeur Gérard Grisey ; le miniaturiste François Desormets.

CHAÎNE III : FR3

18 h. 45, Pour les jeunes : Flash ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : la Revue « La Nef » ; 20 h. 0, Les jeux de 20 heures.

20 h. 30, Prestige du cinéma : « Le Protocole », de R. Hanin (1974), avec G. Geret, R. Hanin, R. Hossain, R. Coggio, J. Berio.

Un homme mène, seul, une lutte implacable contre un réseau de prostitution qui a envahi et corrompu sa ville.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 0, Les chemins de la connaissance... « Les années 20 en U.R.S.S. », par R. August ; 8 h. 30, « Le Temps difficile », par A. Adamant ; 9 h. 0, Échec au hasard ; 9 h. 7, Les tantes de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Part pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Soliste ; 14 h. 0, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnaud ; 14 h. 45, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 7, La Peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hobbes ; 16 h. 50, La musique ; 16 h. 55, Dossier ; 17 h. 0, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : Naus le berger ; 19 h. 20, Les animaux du monde.

« Le Jull errant », d'après E. Sur ; 19 h. 30, Présence des arts ; 20 h. 0, Poésie ; 20 h. 5, Carte blanche : « La Querelle », de J.-J. Varoujean, avec A. Thomas, E. Blerry, G. Costa ; 21 h. 0, « Les Brèves », de J. Chouquet ; 21 h. 40, Poésie ; 22 h. 0, De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 7, Petites formes ; 9 h. 30, La règle du jeu ; 10 h. 30, Cours d'interprétation ; 11 h. 0, Sélection concert ; 12 h. 0, La chanson ; 12 h. 45, Jazz classique ; 13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h. 0, Portrait de musiciens français ; 15 h. 0, Après-midi lyrique : « The fairy Queen » (Purcell) ; 17 h. 30, Écoute, magazine musical ; 18 h. 30, Quatre, quatre ; 19 h. 15, Instruments et solistes : W. Landowska, claveciniste et pianiste (Haydn, Mozart) ; 19 h. 45, Échanges internationaux : Musiprogramm 1976 : Avec l'ensemble de Bâle, H. Holliger (hautbois), E. Brunner (clarinette), V. Globokar et Wytenbach (piano) ; 21 h. 0, Sédici, P. Châtel : Six études de Scriabine, six études de Chopin, trois études d'exécution transcrite de Liszt, trois études de Paganini-Liszt ; 23 h. 0, Entre les pavés, l'herbe ; 24 h. 0 (R), « Il est minuit Don Juan ».

Mardi 11 mai

CHAÎNE I : TF1

12 h. 15 (C), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (C), Midi première ; 13 h. 45 (C), Restez donc avec nous ; 14 h. 35, Émissions scolaires ; 15 h. 35, Série : La chronique des Dubois ; 18 h. 15, A la bonne heure ; 18 h. 45, Pour les petits ; 18 h. 55, Pour les jeunes ; 19 h. 40, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Alors, raconte.

20 h. 30 (R), Mois francophone : « Le Bunker », de M. Viale, réal. X. Butler, avec A. Godol, F. Rochard, P. Lapp.

Un jeune officier américain, blessé à la tête en 1944, en Europe, se met, après être rentré chez lui, à étudier la nazisme, puis se prend pour Hitler et se construit un régime personnel. Sur fond de critique brechtienne, une suite de vingt séquences, réalisées pour la Suisse romande.

22 h. 30, Chronique historique : Ces années-là (1960), de M. Droit.

14 h. 15, Magazine régional ; 14 h. 30, Aujourd'hui, madame ; 15 h. 30 (R), Série : Le fugitif (premier épisode) ; 16 h. 20, Hier, aujourd'hui, demain ; 17 h. 30, Fenêtre sur ; 18 h. 25, Les belles histoires ; 18 h. 45, Le palmier des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Y'a un truc.

20 h. 30 (R), Les destins de l'écran : Film : « Viva Portugal ! », de M. R. Kauch, Ch. Gerhardt, S. Schirmbeck et S. Joly.

L'un d'eux de la révolution portugaise, tourné par un collectif de cinéastes entre le 25 avril 1974 et le 1^{er} mai 1975.

Vers 22 h. 0, Débat : En direct de Lisbonne, avec les principaux dirigeants des partis portugais.

CHAÎNE III : FR3

18 h. 45, Pour les jeunes : Beep-beep et La cuisine voyageuse ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : La revue « Etudes » ; 20 h. 0, Les jeux de 20 heures.

20 h. 30 (R), Westerns, films policiers, aventures : « Le Capitaine de Castille », de H. King (1947), avec T. Power, J. Peters, C. Romero, L. J. Cobb.

Fugitif l'indiquait, un gentleman de Castille rejoint l'armée de Cortes au Nouveau Monde ; il participe à la conquête de l'empire aztèque.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 0, Les chemins de la connaissance... « Poésie et révolution : l'intelligentsia russe des années 20 », par R. August ; 8 h. 30, « Le Temps difficile », par A. Adamant ; 9 h. 0, Échec au hasard ; 9 h. 7, Les tantes de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Part pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Soliste ; 14 h. 0, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnaud ; 14 h. 45, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 7, La Peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hobbes ; 16 h. 50, La musique ; 16 h. 55, Dossier ; 17 h. 0, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : Naus le berger ; 19 h. 20, Les animaux du monde.

« La Norma » (Bellini) ; 18 h. 30, Feuilles : Naus le berger ; 19 h. 20, Les animaux du monde ; 20 h. 0, Poésie ; 20 h. 5 (R), Dialogues : « Toutes la vie à changer », avec Gérard Mordel et Jean-Pierre Chevènement ; 21 h. 0, Musiques de notre temps : Charles Chaynes ; 22 h. 45, « La Peinture, et après », par G.-J. Salvy ; 23 h. 0, De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 7, Petites formes ; 9 h. 30, La règle du jeu ; 10 h. 30, Cours d'interprétation ; 11 h. 0, Sélection concert ; 12 h. 0, La chanson ; 12 h. 45, Jazz classique ; 13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h. 0, Portrait de musiciens français ; 15 h. 0, Après-midi lyrique : « The fairy Queen » (Purcell) ; 17 h. 30, Écoute, magazine musical ; 18 h. 30, Quatre, quatre ; 19 h. 15, Instruments et solistes : W. Landowska, claveciniste et pianiste (Haydn, Mozart) ; 19 h. 45, Échanges internationaux : Musiprogramm 1976 : Avec l'ensemble de Bâle, H. Holliger (hautbois), E. Brunner (clarinette), V. Globokar et Wytenbach (piano) ; 21 h. 0, Sédici, P. Châtel : Six études de Scriabine, six études de Chopin, trois études d'exécution transcrite de Liszt, trois études de Paganini-Liszt ; 23 h. 0, Entre les pavés, l'herbe ; 24 h. 0 (R), « Il est minuit Don Juan ».

Mercredi 12 mai

CHAÎNE I : TF1

12 h. 15 (C), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (C), Midi première ; 13 h. 45 (C), Restez donc avec nous ; 14 h. 35, Émissions scolaires ; 15 h. 35, Série : La chronique des Dubois ; 18 h. 15, A la bonne heure ; 18 h. 45, Pour les petits ; 18 h. 55, Pour les jeunes ; 19 h. 40, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Alors, raconte.

20 h. 30, Série : L'homme de fer ; 21 h. 30, Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cavada ; 22 h. 45 (vers), Football : Bayern-Saint-Etienne (en différé).

CHAÎNE III : FR3

18 h. 10, Émission du CNAM et du Centre de création industrielle : Points de repère ; 18 h. 45, Pour les jeunes : Trois contre X ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : La revue « Contre-Point » ; 20 h. 0, Les jeux de 20 heures.

20 h. 30, Un film, un auteur : « Un aller simple », de J. Giovannini (1970), avec Nicoletta, J.-C. Bouillon, O. Piccolo, M. C. Cote Diazue, J. C. Bouillon. Arrivé à la suite d'un hold-up manqué, un ours duquel il a tué un policier, un grand refus d'endosser un crime crapuleux et s'écroule.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 0, Les chemins de la connaissance... « Poésie et révolution : l'intelligentsia russe des années 20 », par R. August ; 8 h. 30, « Le Temps difficile », par A. Adamant ; 9 h. 0, Échec au hasard ; 9 h. 7, Les tantes de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Part pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Soliste ; 14 h. 0, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnaud ; 14 h. 45, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 7, La Peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hobbes ; 16 h. 50, La musique ; 16 h. 55, Dossier ; 17 h. 0, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : Naus le berger ; 19 h. 20, Les animaux du monde.

de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : Naus le berger ; 19 h. 20, Les animaux du monde ; 20 h. 0, Poésie ; 20 h. 5 (R), Dialogues : « Toutes la vie à changer », avec Gérard Mordel et Jean-Pierre Chevènement ; 21 h. 0, Musiques de notre temps : Charles Chaynes ; 22 h. 45, « La Peinture, et après », par G.-J. Salvy ; 23 h. 0, De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 7, Petites formes ; 9 h. 30, La règle du jeu ; 10 h. 30, Cours d'interprétation ; 11 h. 0, Sélection concert ; 12 h. 0, La chanson ; 12 h. 45, Jazz classique ; 13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h. 0, Portrait de musiciens français ; 15 h. 0, Après-midi lyrique : « The fairy Queen » (Purcell) ; 17 h. 30, Écoute, magazine musical ; 18 h. 30, Quatre, quatre ; 19 h. 15, Instruments et solistes : W. Landowska, claveciniste et pianiste (Haydn, Mozart) ; 19 h. 45, Échanges internationaux : Musiprogramm 1976 : Avec l'ensemble de Bâle, H. Holliger (hautbois), E. Brunner (clarinette), V. Globokar et Wytenbach (piano) ; 21 h. 0, Sédici, P. Châtel : Six études de Scriabine, six études de Chopin, trois études d'exécution transcrite de Liszt, trois études de Paganini-Liszt ; 23 h. 0, Entre les pavés, l'herbe ; 24 h. 0 (R), « Il est minuit Don Juan ».

« La Norma » (Bellini) ; 18 h. 30, Feuilles : Naus le berger ; 19 h. 20, Les animaux du monde ; 20 h. 0, Poésie ; 20 h. 5 (R), Dialogues : « Toutes la vie à changer », avec Gérard Mordel et Jean-Pierre Chevènement ; 21 h. 0, Musiques de notre temps : Charles Chaynes ; 22 h. 45, « La Peinture, et après », par G.-J. Salvy ; 23 h. 0, De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 7, Petites formes ; 9 h. 30, La règle du jeu ; 10 h. 30, Cours d'interprétation ; 11 h. 0, Sélection concert ; 12 h. 0, La chanson ; 12 h. 45, Jazz classique ; 13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h. 0, Portrait de musiciens français ; 15 h. 0, Après-midi lyrique : « The fairy Queen » (Purcell) ; 17 h. 30, Écoute, magazine musical ; 18 h. 30, Quatre, quatre ; 19 h. 15, Instruments et solistes : W. Landowska, claveciniste et pianiste (Haydn, Mozart) ; 19 h. 45, Échanges internationaux : Musiprogramm 1976 : Avec l'ensemble de Bâle, H. Holliger (hautbois), E. Brunner (clarinette), V. Globokar et Wytenbach (piano) ; 21 h. 0, Sédici, P. Châtel : Six études de Scriabine, six études de Chopin, trois études d'exécution transcrite de Liszt, trois études de Paganini-Liszt ; 23 h. 0, Entre les pavés, l'herbe ; 24 h. 0 (R), « Il est minuit Don Juan ».

Magazines régionaux de FR 3

Nous publions ici une sélection effectuée parmi les sujets des magazines régionaux que FR 3 diffuse et qui sont relayés ensuite en direct d'après-midi sur les autres chaînes.

ALSACE. — Vendredi 14 mai, 18 h. 10 : « Sois un vieil homme » ; 18 h. 15 : « Les problèmes de troisième âge dans le monde rural ».

AQUITAINE, LOUIS-POITOU-CHARENTES, MIDI-PYRÉNÉES, LANGUEDOC-ROUSSILLON. — Vendredi 14 mai, 19 h. 5 : « A propos de la musique contemporaine au XIII^e Festival de Bayreuth ».

Peu de productions de l'Aquitaine cette semaine ! Ce petit documentaire fait le tour des nouvelles tendances de la musique contemporaine.

BOURGOGNE, FRANCHE-COMTE, RHONE-ALPES, AUVERGNE. — Mardi 11 mai, 19 h. 5 : « Les objets de l'histoire : la crocasse de Guillaume Feltier ».

Debut d'une série historique mais traitée sur un mode particulier : un objet sert à remonter le cours de l'histoire. Guillaume Feltier, duc de Neuchâtel (1540-1588) fait mettre sa crocasse en gage.

BRETAGNE, PAYS DE LOIRE. — Jeudi 13 mai, 19 h. 5 : « Quelle folie bretonne ? » et vendredi 14 mai, 19 h. 5 : « Tableaux et tableaux noirs ».

L'orientation de la production forestière ne fait pas l'unanimité en Bretagne : propriétaires, industriels, écologistes, ont des points de vue différents.

« Tableaux et tableaux noirs », c'est le portrait d'un peintre, René Le Hericq, au milieu de sa classe, dans les heures de la recherche, la passion de la création.

LOTTRE, CHAMPAGNE, ARDENNE. — Jeudi 13 mai, 19 h. 5 : « Les objets de l'histoire : la crocasse de Guillaume Feltier ».

Peu de productions régionales cette semaine également en Lorraine. Sur-

regennes, 28 000 habitants, cité contrainte par l'histoire, ville frontalière qui se refuse à être le « d'après » de la Sarre, pose sa candidature au titre de ville moyenne.

NOUVEAU-PICARDIE. — Mardi 11 mai, 19 h. 5 : « Marie-Louise et sa loi de vivre ».

Un des buts de Marie-Louise Ferrière : démocratiser la danse à Béthune.

PARIS. — ILE-DE-FRANCE, NORMANDIE, CENTRE. — Mardi 11 mai, 19 h. 5 : « Paris qu'ils aiment, Paul Lesoy ».

La vie, le cirque, les cabarets, Paul Lesoy, ami des Bouffons, est un amoureux de la France.

PROVENCE, COTE D'AZUR, COCSE. — Jeudi 13 mai, 19 h. 5 : « La plaine ».

La multiplication des ports privés porte un préjudice à l'environnement, à la flore maritime et aux pêcheurs, dont les plaisanciers perturbent l'activité.

SAINT-ETIENNE-BAYERN DE MUNICH.

SAINT-ETIENNE-BAYERN DE MUNICH.

SAINT-ETIENNE-BAYERN DE MUNICH.

SAINT-ETIENNE-BAYERN DE MUNICH.

SAINT-ETIENNE-BAYERN DE MUNICH.

SAINT-ETIENNE-BAYERN DE MUNICH.

SAINT-ETIENNE-BAYERN DE MUNICH.

SAINT-ETIENNE-BAYERN DE MUNICH.

SAINT-ETIENNE-BAYERN DE MUNICH.

RADIO-TELEVISION

Jeudi 13 mai

PROGRAMME MINIMUM ?

Des préavis de grève ayant été déposés par les syndicats S.N.R.T.-C.G.T. et S.U.R.T.-C.F.D.T. pour le jeudi 13 mai, les programmes de la journée sont donc publiés sous réserve. Les trois chaînes de télévision diffuseraient donc un programme minimum. A Radio-France, deux programmes seraient diffusés, l'un de musique variée, l'autre commun à France-Culture et à France-Musique.

CHAINE I : TF1

12 h. 15 (CJ). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (CJ). Midi première ; 13 h. 35 (CJ). Magazines artistiques régionaux ; 14 h. 5. Emissions scolaires (reprise à 14 h. 45) ; 15 h. 15. A la bonne heure ; 15 h. 45. Pour les jeunes ; 16 h. 55. Pour les femmes ; 17 h. 45. Alors, raconte.

20 h. 30. Série : L'Homme d'Amsterdam (l'escalade de la peur) ; 21 h. 20. Magazine d'ac-

tualité : l'événement, prés. J. Besançon. L'actualité de la semaine, vue par la rédaction de TF1 ; 22 h. 25. Allons au cinéma.

CHAINE II : A2

14 h. 15. Magazine régional ; 14 h. 30. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. 30. Série : Le fugitif ; 16 h. 20. Hier, aujourd'hui, demain ; 17 h. 30. Fenêtre sur... ; 18 h. 25. Les belles histoires ; 18 h. 45. Le palmarès des enfants ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 20 h. 45. Jeu : Y'a un truc ; 21 h. 30. Film : On achève bien les chevaux ; de S. Pollack (1971), avec J. Fonda, M. Sarrazin, S. York, G. Young. Un « western » de la danse, en 1932, dans un dancing californien. Pendant des jours, des semaines, des couples poussés par le maître, se produisent sur une piste, dans l'espoir de gagner une prime ; 22 h. 25. Variétés : Juke box.

CHAINE III : FR3

18 h. 45. Pour les jeunes : Les Indiens d'Amé-

rique et Un point... c'est tout ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre ; La revue « Réforme » ; 20 h. Les jeux de 20 heures ; 20 h. 30 (CJ). Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Des gens sans importance » de H. Verneuil (1958), avec J. Gabin, F. Arnoul, Y. Etcheverry, P. Frankour (N.J.). Un chauffeur rouillé, essai d'échapper à un décompte via de famille par une tison avec une jeune serveuse de restaurant-relais. Cette histoire tourne mal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Pétites formes ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Poésie et révolution : l'intelligibilité russe des années 20 », par R. Augé ; à 8 h. 30. Le temps difficile, par A. Adelman ; 9 h. 30. Échec au hasard ; 9 h. 7. La matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag ; 11 h. 2 (CJ). Travail musical, Calques, par C. Lelouch ; Aperçus à Bagnolet ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des crises de France : Carpentras ; 14 h. 15. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Tous les jours de la semaine », de J.-L. Bory ; 14 h. 45. Radio scolaire ; 15 h. 2. Les femmes ; 15 h. 45. Radio scolaire ; 16 h. 5. Les heures pour comprendre ; à 17 h. L'heure de pointe ; à 17 h. 30. Interdit aux adultes ; 18 h. 2. Un rôle, des voix : « L'Éclair d'amour », de H. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après Eugène Sue ;

19 h. 25. Biologie et médecine : Les carnets de santé, avec le professeur J. Séguel, de Rennes ; 20 h. 5. (CJ). Nouveau répertoire dramatique, par L. Acton : « La Srise l'âme », de R. Poudou, avec D. Perrin, C. Hubert, M. Mery, réalisation G. Peyrou ; 22 h. 5. Musique de chambre (Bach, Mozart), par le quatuor Parthenon ; 22 h. 45. La peinture et après, par G.J. Salvy ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 7. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45 (M). Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. 30. Mélodies sans paroles : nouvelles auditions : « Song-Kof » (E. Barreille), « Chants de Tsé-Yen » (D. Denis), « Rites d'écouli » (P.B. Masche) ; 15 h. 30. Clarté dans la nuit ; 15 h. 45. Mélodies sans paroles ; 17 h. 30. Écoute, magazine musical ; 18 h. 30. La nouvelle chose ; 19 h. 15. Instruments et solistes : « Onda Landowska, claveciniste (Rameau, Couperin le Grand, Bach) » ; 20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30. Nouvel Orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France, direction R. Norrington : « The fairy Queen », opéra d'après « Le Songe d'une nuit d'été », de Shakespeare, musique d'Henry Purcell, avec B. Valente, F. Lott, N. Jenkins ; 23 h. Non écrites : Georges Russell ; 24 h. (CJ). Il est minuit, Don Juan : « La Vengeance du mort » (Schubert, Bartók, Stockhausen, Mozart, Duke Ellington) ; 1 h. 30. Trêve.

Vendredi 14 mai

CHAINE I : TF1

12 h. 15 (CJ). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (CJ). Midi première ; 13 h. 35 (CJ). Magazines artistiques régionaux ; 14 h. 5. Emissions scolaires (reprise à 14 h. 45) ; 15 h. 15. A la bonne heure ; 15 h. 45. Pour les jeunes ; 16 h. 55. Pour les femmes ; 17 h. 45. Alors, raconte. 20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Service de nuit », de M. et S. Box, avec M. Mauban, G. Chamarrat, Cl. Rollet. De façon à divorcer d'un ancien ministre de la Santé britannique, une lady doit stimuler l'indolence de son mari ; 21 h. 20. Reflets de la danse : Le forum 1975.

CHAINE II : A2

14 h. 15. Magazine régional ; 14 h. 30. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. 30. Série : Le fugitif ; 16 h. 20. Hier, aujourd'hui, demain ; 17 h. 30. Fenêtre sur... ; 18 h. 25. Les belles histoires ; 18 h. 45. Le palmarès des enfants ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 20 h. 45. Jeu : Y'a un truc.

20 h. 30 (CJ). Feuilleton : Les mystères de New-York, réal. J. James ; 21 h. 30. Émission littéraire : Apocryphes de B. Pivrot (Les cibles battues, apostrophes ou victimes de la société). Avec MM. Jean Boris (« Le Giboulux français »), Jean-Louis Bory (« Tous les jours d'une femme »), Jacques de Bourbon Busset (« Le vent de la nuit »), Paul Chénard (« Le 1000 ans de la France »), et Mme Emma Samois (« Le 1000 ans de la France »).

22 h. 45 (CJ). Ciné-club : « Épiques sur la Tamise », de P. L. (1943), avec R. Millard, M. Reynolds, C. Emond, D. Duryea (v.o. sous-titrée, N.J.). A Londres, en 1943, un homme solitaire, marqué par ses expériences de culpabilité, est pris dans les intrigues d'un réseau d'espions nazis.

CHAINE III : FR3

18 h. 45. Pour les jeunes : La souris motorisée et Des livres pour nous ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : La revue « l'Appel » ; 20 h. Les jeux de 20 heures.

20 h. 30 (CJ). Magazine vendredi... service public : Les jours

L'officier Goldman, l'officier Patrick Henry, l'officier Jean-Marie Demay, ont été tués pendant la guerre. Le problème des jours de guerre est traité par le magazine. Les jours de guerre ont été traités par les journaux.

21 h. 30. A l'occasion du bi-centenaire des États-Unis d'Amérique... « Comment inventer une nation ? », de M. C. (CJ). La situation après la guerre d'Indépendance.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Pétites formes ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Poésie et révolution : l'intelligibilité russe des années 20 », par R. Augé ; à 8 h. 30. Le temps difficile, par A. Adelman ; 9 h. 30. Échec au hasard ; 9 h. 7. La matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag ; 11 h. 2 (CJ). Travail musical, Calques, par C. Lelouch ; Aperçus à Bagnolet ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des crises de France : Carpentras ; 14 h. 15. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Tous les jours de la semaine », de J.-L. Bory ; 14 h. 45. Radio scolaire ; 15 h. 2. Les femmes ; 15 h. 45. Radio scolaire ; 16 h. 5. Les heures pour comprendre ; à 17 h. L'heure de pointe ; à 17 h. 30. Interdit aux adultes ; 18 h. 2. Un rôle, des voix : « L'Éclair d'amour », de H. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après Eugène Sue ;

19 h. 25. Biologie et médecine : Les carnets de santé, avec le professeur J. Séguel, de Rennes ; 20 h. 5. (CJ). Nouveau répertoire dramatique, par L. Acton : « La Srise l'âme », de R. Poudou, avec D. Perrin, C. Hubert, M. Mery, réalisation G. Peyrou ; 22 h. 5. Musique de chambre (Bach, Mozart), par le quatuor Parthenon ; 22 h. 45. La peinture et après, par G.J. Salvy ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 7. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45 (M). Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. 30. Mélodies sans paroles : nouvelles auditions : « Song-Kof » (E. Barreille), « Chants de Tsé-Yen » (D. Denis), « Rites d'écouli » (P.B. Masche) ; 15 h. 30. Clarté dans la nuit ; 15 h. 45. Mélodies sans paroles ; 17 h. 30. Écoute, magazine musical ; 18 h. 30. La nouvelle chose ; 19 h. 15. Instruments et solistes : « Onda Landowska, claveciniste (Rameau, Couperin le Grand, Bach) » ; 20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30. Nouvel Orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France, direction R. Norrington : « The fairy Queen », opéra d'après « Le Songe d'une nuit d'été », de Shakespeare, musique d'Henry Purcell, avec B. Valente, F. Lott, N. Jenkins ; 23 h. Non écrites : Georges Russell ; 24 h. (CJ). Il est minuit, Don Juan : « La Vengeance du mort » (Schubert, Bartók, Stockhausen, Mozart, Duke Ellington) ; 1 h. 30. Trêve.

Samedi 15 mai

CHAINE I : TF1

12 h. 15 (CJ). Midi première ; 12 h. 45 (CJ). Une minute pour les jeunes ; 13 h. 35 (CJ). Magazines artistiques régionaux ; 13 h. 50 (CJ). Les musiciens du soir ; 14 h. 25 (CJ). Samedi est à vous ; 15 h. 35. Pour les jeunes ; 16 h. 40. Six minutes pour vous de la nuit ; 16 h. 45. Magazine auto-moto ; 17 h. 45. Alors, raconte. 20 h. 30. Variétés : Numéro un (Annie Cordy) ; 21 h. 30. Série : Regan ; 22 h. 30. (CJ). Variétés : Les comiques associés.

CHAINE II : A2

12 h. 15. Magazine du spectacle : Pèplum ; 13 h. 50. Journal des sœurs et des mal entendus ; 14 h. 15. Série : Hawaii, police d'Est ; 14 h. 30. Arrivée du Jour de France de moto (reprise à 17 h. 30) ; 15 h. 10. La musique et nous ; 16 h. Rugby : Montfermeil-Graubert en finale du challenge Du Manoir ; 18 h. 45. Clap ;

18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Y'a un truc. 20 h. 30. Dramatique solitaire : Les cinq dernières minutes (Le fil conducteur), de J. Chabert, avec J. Debary, M. Eyraud. Un détective d'aujourd'hui est retrouvé assassiné, avec des indices de la nuit. Les indices de la nuit, et des meurtres de fil sous les ongles. 22 h. 5. Variétés : Dix de der.

CHAINE III : FR3

18 h. 45. Pour les jeunes : Entrez dans la danse ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Un festival, un événement : Spécial Festival de Cannes. 20 h. Magazine : Le Festival de Cannes. Réal. Jean Mancrau. 21 h. 30. Séries : Miroirs Lézard et Jean-Louis Bory, avec la collaboration d'Anne André, une émission qui fera la synthèse hebdomadaire du Festival de Cannes. 20 h. 30 (CJ). Répertoire : « Le Sagouin », d'après le roman de F. Mauriac, adaptation

F. Vernet et S. Moati (première diffusion le 27 janvier 1972 sur la deuxième chaîne).

21 h. 30. A l'occasion du bi-centenaire des États-Unis d'Amérique... « Comment inventer une nation ? », de M. C. (CJ). La situation après la guerre d'Indépendance.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Pétites formes ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Poésie et révolution : l'intelligibilité russe des années 20 », par R. Augé ; à 8 h. 30. Le temps difficile, par A. Adelman ; 9 h. 30. Échec au hasard ; 9 h. 7. La matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag ; 11 h. 2 (CJ). Travail musical, Calques, par C. Lelouch ; Aperçus à Bagnolet ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des crises de France : Carpentras ; 14 h. 15. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Tous les jours de la semaine », de J.-L. Bory ; 14 h. 45. Radio scolaire ; 15 h. 2. Les femmes ; 15 h. 45. Radio scolaire ; 16 h. 5. Les heures pour comprendre ; à 17 h. L'heure de pointe ; à 17 h. 30. Interdit aux adultes ; 18 h. 2. Un rôle, des voix : « L'Éclair d'amour », de H. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après Eugène Sue ;

19 h. 25. Biologie et médecine : Les carnets de santé, avec le professeur J. Séguel, de Rennes ; 20 h. 5. (CJ). Nouveau répertoire dramatique, par L. Acton : « La Srise l'âme », de R. Poudou, avec D. Perrin, C. Hubert, M. Mery, réalisation G. Peyrou ; 22 h. 5. Musique de chambre (Bach, Mozart), par le quatuor Parthenon ; 22 h. 45. La peinture et après, par G.J. Salvy ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 7. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45 (M). Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. 30. Mélodies sans paroles : nouvelles auditions : « Song-Kof » (E. Barreille), « Chants de Tsé-Yen » (D. Denis), « Rites d'écouli » (P.B. Masche) ; 15 h. 30. Clarté dans la nuit ; 15 h. 45. Mélodies sans paroles ; 17 h. 30. Écoute, magazine musical ; 18 h. 30. La nouvelle chose ; 19 h. 15. Instruments et solistes : « Onda Landowska, claveciniste (Rameau, Couperin le Grand, Bach) » ; 20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30. Nouvel Orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France, direction R. Norrington : « The fairy Queen », opéra d'après « Le Songe d'une nuit d'été », de Shakespeare, musique d'Henry Purcell, avec B. Valente, F. Lott, N. Jenkins ; 23 h. Non écrites : Georges Russell ; 24 h. (CJ). Il est minuit, Don Juan : « La Vengeance du mort » (Schubert, Bartók, Stockhausen, Mozart, Duke Ellington) ; 1 h. 30. Trêve.

Dimanche 16 mai

CHAINE I : TF1

9 h. 15 (CJ). Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. (CJ). La séquence du spectateur ; 12 h. 30 (CJ). L'homme qui n'en savait rien ; 13 h. 20 (CJ). Le petit rapporteur ; 14 h. 5. Les rendez-vous du dimanche ; 14 h. 45. Sports : Direct à la une ; 17 h. (CJ). La soirée américaine de M. Androl et R.-A. Larrieu ; 19 h. 15. Téléfilm : « L'Internationale Poursuite ». 20 h. 30 (CJ). Film : « Buffalo Bill », de W. Wellman (1944), avec J. McCrea, M. O'Hara, T. Mitchell, E. Buchanan. La vie d'un chasseur de primes dans le rôle des guerriers indiens des années 1890 et ses personnages mythiques. 22 h. 5. Variétés : Show Tom Jones ; 0 h. 15 (CJ). Film : « La Maison des sept péchés », de T. Crawford, M. Auer (v.o. sous-titrée, N.J.). Du côté des chutes du Niagara, une fille sans scrupules monte une comédie pour se débarrasser de son mari par un crime parfait. 12 h. C'est dimanche... à 13 h. Super-sous-titrés, Rideau et Hit parade ; à 13 h. 30. La piste

CHAINE II : A2

14 h. 15. Magazine régional ; 14 h. 30. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. 30. Série : Le fugitif ; 16 h. 20. Hier, aujourd'hui, demain ; 17 h. 30. Fenêtre sur... ; 18 h. 25. Les belles histoires ; 18 h. 45. Le palmarès des enfants ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 20 h. 45. Jeu : Y'a un truc. 20 h. 30. Variétés : Système 2 (reprise à 20 h. 30) ; 21 h. 45 (CJ). Série : Ardoches pour fido, de J. Chabert et J. Cosmo, réal. J.-P. Gallo, avec S. Joubert ; 22 h. 45. Catch à quatre.

CHAINE III : FR3

11 h. Émission destinée aux travailleurs immigrés : A écrans ouvriers ; 18 h. 45. Spécial outre-mer : La canne à sucre en Martinique ; 19 h. Hexagonal... « Histoires peu ordinaires : Le vieux Paul », de D. Vigne, et « Fil et fumées », de D. Vigne ; 20 h. 30. Les heures pour comprendre ; 20 h. 45. Pour les jeunes : Les Indiens d'Amé-

M.-F. Mascaro ; 22 h. 30. Cinéma de minuit (Cyril Frank Borzage) : « Mannequin », de F. Borzage (1938), avec J. Crawford, S. Tracy, A. Curtis (v.o. sous-titrée, N.J.).

Les déboires sentimentaux et l'ascension sociale d'une fille pauvre de New-York qui veut tout changer, au départ, l'homme de sa vie.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Pétites formes ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Poésie et révolution : l'intelligibilité russe des années 20 », par R. Augé ; à 8 h. 30. Le temps difficile, par A. Adelman ; 9 h. 30. Échec au hasard ; 9 h. 7. La matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag ; 11 h. 2 (CJ). Travail musical, Calques, par C. Lelouch ; Aperçus à Bagnolet ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des crises de France : Carpentras ; 14 h. 15. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Tous les jours de la semaine », de J.-L. Bory ; 14 h. 45. Radio scolaire ; 15 h. 2. Les femmes ; 15 h. 45. Radio scolaire ; 16 h. 5. Les heures pour comprendre ; à 17 h. L'heure de pointe ; à 17 h. 30. Interdit aux adultes ; 18 h. 2. Un rôle, des voix : « L'Éclair d'amour », de H. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après Eugène Sue ;

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 7. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45 (M). Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. 30. Mélodies sans paroles : nouvelles auditions : « Song-Kof » (E. Barreille), « Chants de Tsé-Yen » (D. Denis), « Rites d'écouli » (P.B. Masche) ; 15 h. 30. Clarté dans la nuit ; 15 h. 45. Mélodies sans paroles ; 17 h. 30. Écoute, magazine musical ; 18 h. 30. La nouvelle chose ; 19 h. 15. Instruments et solistes : « Onda Landowska, claveciniste (Rameau, Couperin le Grand, Bach) » ; 20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30. Nouvel Orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France, direction R. Norrington : « The fairy Queen », opéra d'après « Le Songe d'une nuit d'été », de Shakespeare, musique d'Henry Purcell, avec B. Valente, F. Lott, N. Jenkins ; 23 h. Non écrites : Georges Russell ; 24 h. (CJ). Il est minuit, Don Juan : « La Vengeance du mort » (Schubert, Bartók, Stockhausen, Mozart, Duke Ellington) ; 1 h. 30. Trêve.

Lundi 17 mai

CHAINE I : TF1

12 h. 15 (CJ). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (CJ). Midi première ; 13 h. 35 (CJ). Brestez donc avec nous ; 18 h. 15. Série : Le grand des Stranges ; 18 h. 15. A la bonne heure ; 18 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 55. Pour les femmes ; 20 h. 45. Alors, raconte. 20 h. 30 (CJ). La caméra du lundi : « Niagara », de H. Hathaway (1953), avec M. Monroe, J. Cotten, J. Peters, C. Adams. Du côté des chutes du Niagara, une fille sans scrupules monte une comédie pour se débarrasser de son mari par un crime parfait. 21 h. 55 (CJ). Portrait : Les lieux de Marguerite Duras (deuxième partie).

CHAINE II : A2

13 h. 35. Magazine régional ; 14 h. 30. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. 30. Série : Le fugitif ; 16 h. 20. Hier, aujourd'hui, demain ; 17 h. 30. Fenêtre sur... ; 18 h. 25. Les belles histoires ; 18 h. 45. Le palmarès des enfants ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 20 h. 45. Jeu : Y'a un truc.

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 45 (CJ). Documentaire : Portrait de l'Univers (La mycologie), de J. Lallier et M. Tosello.

CHAINE III : FR3

18 h. 45. Pour les jeunes : Flash ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Jean Kristeva ; 20 h. Les jeux de 20 heures ; 20 h. 30. Prestige du cinéma : « La Femme en bleu », de M. Delville (1972), avec M. Piccoli, L. Massari, M. Aumont, S. Simon. Un quadruplisme comédien sacrifié son bonheur et sa vie à la recherche d'une femme vaine de bien, fantôme qui lui est apparu dans la rue.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Pétites formes ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Poésie et révolution : l'intelligibilité russe des années 20 », par R. Augé ; à 8 h. 30. Le temps difficile, par A. Adelman ; 9 h. 30. Échec au hasard ; 9 h. 7. La matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag ; 11 h. 2 (CJ). Travail musical, Calques, par C. Lelouch ; Aperçus à Bagnolet ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des crises de France : Carpentras ; 14 h. 15. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Tous les jours de la semaine », de J.-L. Bory ; 14 h. 45. Radio scolaire ; 15 h. 2. Les femmes ; 15 h. 45. Radio scolaire ; 16 h. 5. Les heures pour comprendre ; à 17 h. L'heure de pointe ; à 17 h. 30. Interdit aux adultes ; 18 h. 2. Un rôle, des voix : « L'Éclair d'amour », de H. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après Eugène Sue ;

Reconstitution d'une intersyndicale pour la grève du 13 mai

L'unité d'action retrouvée des syndicats S.N.R.T.-C.G.T. et S.U.R.T.-C.F.D.T. des sociétés issues de l'O.R.T.F. (Radio-France, T.F.1, A2, FR3, T.D.F., INA, GIRA) après les désaccords manifestés sur la négociation des conventions et aussi à l'occasion de la journée de la Fédération du spectacle le 8 avril dernier, devrait se traduire par une application du programme minimum dans chaque société, le 13 mai prochain. On peut y voir également les premières d'une renaissance de l'intersyndicale de l'ex-O.R.T.F. En effet, si les actions entreprises le 13 mai s'inscrivent dans le contexte d'une journée nationale, les syndicats des sociétés issues de l'O.R.T.F. y réaffirment des revendications spécifiques qui ont trouvé leur formulation à l'issue d'une entrevue, le 26 avril dernier, ils avaient alors fait l'inventaire des questions sur lesquelles ils avaient des points de vue identiques et consignés dans un texte commun :

« Les organisations syndicales S.N.R.T.-C.G.T. et S.U.R.T.-C.F.D.T. constatent : que la politique poursuivie en matière de production de radio et télévision, met en péril l'avenir des personnes, leurs conditions de travail, leur qualification professionnelle, et qu'en outre, la création de filiales met en cause les possibilités de carrières au sein des sociétés ; Pour remédier à une telle situation, les organisations syndicales considèrent que la mission de service public doit être sauvegardée. Les organismes de Radio et Télévision doivent produire et ils en ont les moyens (les possibilités demeurent) : le personnel et les installations existants ; ce pourquoi ils ont été créés, des émissions de radio et de télévision diverses. » La C.G.T. et la C.F.D.T. — la reconstitution d'un volume de production et de créations spécifiques à la Radio et à la Télévision. »

— les dispositions assurant la mobilité inter-sociétés — la sauvegarde de la formation professionnelle, qui constitue la condition de cette mobilité — le respect de définitions de fonction et de critères de recrutement ; L'harmonisation d'un régime de travail et, par là même, des conditions de travail des personnels des différentes sociétés dans la perspective de l'élaboration d'une convention unique aux sociétés ex-O.R.T.F. » En provoquant des oppositions entre les travailleurs de ces différents organismes, les directions veulent rendre compliqués les travaux de la concurrence sauvage, ces mêmes directions ont instauré dans un esprit mercantile. Devant la gravité d'une telle situation, la nécessité d'une action unitaire et d'une grande emportée apparaît indispensable. » Déjà, le 1^{er} mai, les personnels des sociétés issues de l'O.R.T.F. ont défilé derrière une bannière intersyndicale unique.

TELEFUNKEN

colorimage...
une gamme de
6 téléviseurs couleur

FABRICATION ALLEMANDE
COMMANDE A DISTANCE - 2 PAL SECAM

حسب راي الاجل

A D O R A

En rabouillant

Une lecture féministe

BRUNO FRAPPAT.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57487.

Vashti, épouse du roi Assuérus, qui refusait de montrer sa beauté « au peuple et aux grands officiers », à la fin d'une beuverie de sept jours, en dépit d'une convocation de son mari transmise par sept eunuques. Inquiet de cette révolte, Assuérus consulta quelques sages non moins troublés que lui. L'un dit : « Ce n'est pas seulement contre le roi que la reine a mal agi, c'est aussi contre les populations. La façon d'agir de la reine ne manquera pas de venir à la connaissance de toutes les femmes qui n'en seront que plus portées à mépriser leurs maris en leur for intérieur ! »

IDEES

Point de vue

LA SOLITUDE D'UN PEUPLE SANS CAUSE SILENCE, ON TORTURE

M EME aux pires heures de l'occupation, quand l'Allemand, d'ailleurs, encourageait l'autonomie basque ou breton, qui aurait pu penser que l'unité nationale était réellement menacée? Cette unité, les Français l'avaient construite pas à pas, sous le regard obéissant de l'étranger. Ça n'allait pas si bien du temps des Rois maudits! L'Anglais a régné à Paris, et sans Jeanne d'Arc, à l'aube du prestigieux dix-septième siècle, l'Espagnol campait encore sur la Somme. Mais, chaque fois, notre peuple a fait taire ses querelles. L'ennemi, voilà le grand fédérateur!

C'est en combattant l'étranger que les Français ont forgé leur unité: c'est dans ce combat qu'ils ont trouvé leur cause. Au moment où la Gaule atteignait ses frontières naturelles, la France devenait une personne et osait proposer au monde une vérité: celle des droits de l'homme et du cogito cartésien. Guillaume Budé parlait déjà du « génie de la France », mais en 1789 ce génie se veut universel. Les « grands principes » prennent la relève de la religion révélée, mais ils s'appuient sur une réalité devenue « une et indivisible ». Plus de provinces, une France! », a dit Michelet. Cette France a une mission.

« Une nation est une âme »

Les plus matérialistes, les plus anticléricals n'en doutent pas. « Une nation est une âme, un principe spirituel », rappelle Renan. Et Jules Ferry: « La France... doit répandre (son) influence sur le monde et porter partout où elle le peut sa langue, ses mœurs, son drapeau, son génie. » République et France, enseigne l'Instituteur — qu'il soit radical ou socialiste — tout au long de la III^e République, tels sont, mes enfants, les deux noms qui doivent rester gravés au plus profond de vos cœurs. Qu'ils soient l'objet de votre constant amour (!) !

Aujourd'hui, ces propos font rire. En quelques années, on est passé d'un excès à l'autre, et d'un chauvinisme outrancier à un antipatriotisme sommaire.

Comme toute religion, celle de la France a eu ses héros, ses martyrs, mais aussi ses inquisiteurs et ses bourreaux. Chez les grands ancêtres, ceux de 1792, de 1848, elle exaltait le peuple et se confondait avec le progrès. Elle est devenue défensive et petite-bourgeoise avec Barrès et Déroulède; élitiste et réactionnaire avec Maurras. Napoléon premier consul lui avait donné un instrument d'efficacité redoutable: l'administration préfectorale, unitaire et centralisée. Pour forger la nation, la Révolution avait déraciné les provinces, les cultures et même les cœurs. (Entre la guerre de Vendée et celle d'Algérie, y a-t-il une telle différence?) Mais les jacobins avaient bonne conscience. La sève de l'histoire était avec eux. Nous sommes moins assurés de notre droit. Le beau mot de nation a cessé d'être sacré. Décoloniser est devenu le mot d'ordre des années 60, comme nationaliser était celui de 1945.

Il ne sera pas facile de passer du vieux Etat idéologique des légistes, qui avait des idées claires et la main lourde, à une société libérale, décentralisée, régionalisée. Car le propre de tout régime, de toute politique,

est de suivre sa pente, non de la remonter. Quand la France était encore une cause, elle était aussi un empire, que l'on était fier de servir. La Breton, la Corse, l'Alsacien, gouvernaient en son nom à Changhaï, à Brazzaville, à Saigon. Toutes les retraites se peignent et la reconversion est dure.

Un peuple peut se passer de cause si son existence est physiquement menacée: l'instinct de conservation commande. Mais lorsqu'un pays ne voit plus d'ennemis autour de lui, et que ceux-ci surgissent à l'intérieur; lorsque ses institutions, son idéologie, sa capitale cessent d'être des modèles; lorsque l'Eglise, l'école, la presse, qui, hier encore, enseignaient à l'aimer, s'appliquent à le dénigrer, sinon à le détruire, alors la décadence est proche.

Après tout, la France, tout au long du dix-neuvième siècle, a favorisé l'essor des nationalités. Le Breton, l'Alsacien, la Corse, le Pays basque, ne sont-ils pas aussi des entités ethniques et linguistiques? N'ont-ils pas autant de droits à l'indépendance que les Comores ou les îles Samoa? Pourquoi la France ne les reconnaît-elle pas?

On doute pourtant que l'indépendance apporte quoi que ce soit à ces belles provinces. Certaines convulsions se manifesteraient vite. Certes, ces provinces pourraient se fédérer sous la bannière de l'Europe. Mais que serait cette Europe? Une communauté mercantile? Un bastion capitaliste de deux cent cinquante millions de nantis, battus par les lois de sept milliards d'affamés? Cette Europe-là s'en remettrait, pour toutes les décisions planétaires, au Big Brother américain! Est-ce cela que vous voulez, jeunes Corsees en colère? Votre île aux mains de quel-ques sociétés multinationales? Il serait moins coûteux de susciter un authentique pouvoir régional, de ramener ces corps intermédiaires, élus et décentralisés, pour lesquels la droite

plaida — en vain — tout au long du siècle dernier. Mais tout cela, qui est bon et d'ailleurs inévitable, accélérera encore l'irrésistible mouvement centrifuge qui éloigne les minorités d'un pouvoir faible et contesté. A moins que... A moins que la France ne se montre à nouveau capable d'inventer une cause.

Une cause, mais quelle cause? La science a conquis l'espace matériel, et c'est tout. Le progrès a cessé de galvaniser les foules. La Révolution a bouleversé le monde, mais elle n'a pas assuré le bonheur de l'individu. Deux régimes antinomiques se contentent de « coexister », après s'être partagé l'univers à Helsinki — comme, à Vaita, ils s'étaient partagé l'Europe. Dans tout l'Occident, il y a plus de bien-être qu'autrefois, mais moins de volonté, de tension créatrice, et — paradoxalement — moins d'espoir.

Que fait la France? Elle grogne, mais elle vit dans l'ombre de l'Amérique. Elle n'a plus de colonies, plus d'empire, plus d'ennemis, elle ne veut plus de guerres, plus d'histoire — ni d'histoire. Elle se contente de vivre au jour le jour, dans un quotidien qu'elle voudrait sans risque — et sans trop d'injustice. Le général de Gaulle aura été son dernier magicien, elle aura vécu avec lui son dernier feuillet historique sur grand écran et en cinémascope. La société libérale avancée, ne serait-ce qu'une société où tout le monde boudait?

La même erreur

Certes, réduire les inégalités, améliorer le jeu social, maintenir les libertés — en dépit du retour en force de la violence, — ce n'est pas rien. On voudrait ordonner au succès de l'entreprise — malgré la crise, le chômage, l'inflation. Mais on reste sceptique. L'effort du peuple, la conviction des élites, le concours de la jeunesse font défaut — ils ne sont même pas mis à contribution. Le bien-être n'est pas une politique. Une

meilleure répartition des richesses ne suffit pas à définir une « nouvelle société », si l'accent n'est pas mis sur un mythe libéral, comme la justice ou la fraternité.

En somme, l'Etat fait la même erreur pédagogique que l'Eglise: il ne suffit pas de réduire les difficultés matérielles, il faudrait aussi nourrir les âmes! Ce n'est pas en augmentant le prêt du contingent qu'on rétablit le moral de l'armée. Ce n'est pas en facilitant le divorce et l'avortement qu'on donne confiance à la famille. Dans cette vie où tout devient facile — trop facile — la jeunesse ne se sent pas responsable, ni même concernée. Elle suivrait avec plus de cœur ceux qui lui demanderaient « du sang et des larmes » — à condition que ce fût pour une bonne cause.

Une cause, mais quelle cause? La justice pour tous en est une. L'égalité des chances et la lutte contre la pauvreté en sont une autre. L'aide au tiers-monde une troisième. Le respect de la nature et de la beauté d'une dernière qui, dans ce monde déguisé, devrait s'imposer (Mais quel politicien s'est jamais battu pour la beauté?) Ou, plus modestement, plus concrètement, une nouvelle organisation des pouvoirs, un développement régional auquel serait associée la jeunesse d'une manière moins élitiste que par un service militaire dont le besoin n'est plus ressenti. De ce point de vue, la volonté de réformes, la lutte contre les privilèges, sont nécessaires, mais ne sont pas suffisantes.

Aucun peuple ne se nourrit seulement de pain. La jeunesse — on l'a vu en 1968 — ne saurait se contenter du quotidien. Elle a besoin de donner — de se donner. Elle exige une cause.

Faute de mieux, la révolution, un jour, serait cette cause.

PIERRE DE BOISDEFRE.

(1) Manuel des écoles primaires, 1898.

Opinion

SILENCE, ON TORTURE

S I une émission du magazine « Le jour du seigneur » a jamais été accueillie par le silence, c'est bien celle du 4 avril dernier, consacrée à Tito de Alencar, ex religieux dominicain dont le suicide en août 1974 a été la conclusion des tortures qu'il avait subies au Brésil, quelques années auparavant.

Silence pudique, oui, car certaines choses ne peuvent pas se raconter. Silence gêné, silence de « dénégation », comme dirait Freud: on ne veut pas que cela ait été, il faut l'effacer comme si cela n'avait jamais existé. Silence enfin, car notre chair tout entière se révolte devant l'allusion à des supplices dont l'Antiquité — vraiment sous-développée au point de vue technique — ne pouvait pas avoir l'idée.

Ainsi on cherche à croire qu'il s'agit d'une de ces horreurs exceptionnelles comme il en arrive dans les guerres, du dévouement sacrificiel de soldats exaspérés et non contrôlés. Mais c'est là l'erreur. Ce qu'a subi Tito n'est pas une affaire exceptionnelle. Il faut savoir qu'il y a aujourd'hui une centaine de pays où des traitements abominables sont infligés journellement sans distinction d'âge ou de sexe à tous ceux qui sont soupçonnés d'une activité politique au régime en place.

C'est systématiquement que la torture est utilisée par des forces armées mandatées par l'autorité pour obtenir des renseignements, pour réprimer et dissuader toute opposition. La torture, c'est un moyen de dissuasion efficace. C'est l'arme atomique du pauvre. Et ce sont naturellement les pauvres qui en sont plus spécialement les victimes.

Actuellement, la pratique de la torture ne fait que progresser. Et le silence sur elle se fait de plus en plus lourd. Bien sûr, il s'élève parfois des vagues de protestations dans le monde, mais elles portent sur autre chose: la même page du journal le Monde du 5 avril, qui

relatait l'émission consacrée à Tito, nous informait qu'à la suite d'un article diffamatoire contre Paul VI des « prières de réparation et de dévotion » seraient dites à Rome.

Soit. Cette indignation est celle de bons fils de l'Eglise. Mais le corps du Christ n'est-il pas infiniment plus outragé dans ces hommes et ces femmes qui subissent non des paroles calomnieuses, mais les souffrances de leurs corps au point d'en perdre la raison? L'Eglise se souviendra-t-elle qu'elle est fondée sur un homme en qui Dieu a été torturé jusqu'à la mort pour déclarer sa solidarité absolue avec ceux que l'on torture et, par conséquent, sa protestation inconditionnelle?

Et l'Eglise?

C'est l'honneur du gouvernement brésilien que d'avoir rompu les relations diplomatiques avec le Chili à la suite des révélations faites par la doctoresse Sheila Cassidy, torturée elle-même pour avoir donné ses soins à des adversaires politiques. Les chels d'Etat se taisent. Il faut conserver de bonnes relations. On passe avec les pays qui torturent de fructueux contrats.

Mais l'Eglise? A quand des « prières de réparation » demandées au monde entier par le pape en personne pour toutes ces souffrances atroces infligées à des hommes par d'autres hommes? A quand des représentations courtoises — mais fermes — faites par le truchement des nonciatures aux autorités concernées? Amnesty International et la toute jeune Association des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) tout ce qu'ils peuvent pour alerter, dénoncer, intervenir. Mais c'est aux autorités spirituelles les plus hautes de les soutenir par des paroles qui soient des actes.

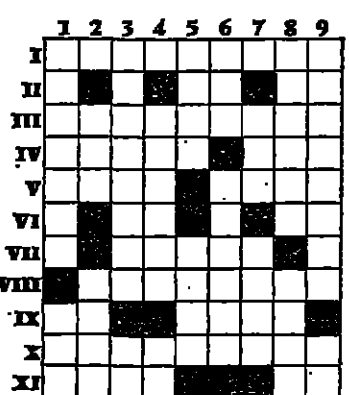
F. CHAPEY.

(facultés catholiques de Lyon, membre de l'ACAT.)

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1452



HORIZONTALEMENT

I. Elles ont affaire à de véritables cochons. — II. Barbarie, chez les Elus. — III. Généralement grosse quand elle est belle. — IV. Se donnent, à l'occasion; Manquait

verticalement
1. C'est là que peuvent aller ceux qu'on envoie au bain; Plus en place. — 2. Emporté par le courant; Est rarement dans une mauvaise passe. — 3. Etait taillable et corvéable à merci; Points opposés. — 4. Hameau de France; Ont droit à quelque respect. — 5. Nacuelis ne chaudiement; Plantes. — 6. Où se dissipent les voiles de la nuit; Volatiles. — 7. Abréviation; On aurait pu lui demander comment se portait son père. — 8. Fut attentif; Réduire de volume. — 9. Préviendras ou corrigeras; Le roi est souvent son cousin (abréviation).

Solution du problème n° 1451
Horizontalement
I. Mères; Conde; Feu (la part du feu). — II. Avance; Dressant. — III. Ce; Vessie; Sodée. — IV. Oasis; Lepère (cf. « berceau »). — V. Ecole; Sud. — VI. Saluez; Tri; Récit. — VII. Pals; Décrets; PL. — VIII. Ris; Gals; Iole. — IX. AC; Deltale; Celas. — X. Nubes; Lures; le. — XI. Chi; Insulles. — XII. Et; Tact; Esters. — XIII. Ue; Lev; Ses; Nu. — XIV. Rurales; Ames; Ste. — XV. SR; Mesures; Miss.

Verticalement
1. Maçons (cf. « échafaud » et « taloches »); Ranguez. — 2. Uvée; Apiculateur. — 3. RA; Las; Eu. — 4. Envieux; De; Tram. — 5. Sieste; Vesta; Le. — 6. Re; Ord; Chère; 8. Ode; Catin; Ver. — 9. Urée; Tripeuse; Me. — 10. Dé; Paris; Russes. — 11. Esse (cf. « araignée »); IT; Celas. — 12. Sons; Siestes. — 13. Fader; OI; Er; SI. — 14. EN; Déplaisance. — 15. Utes; Aïe; Sues.

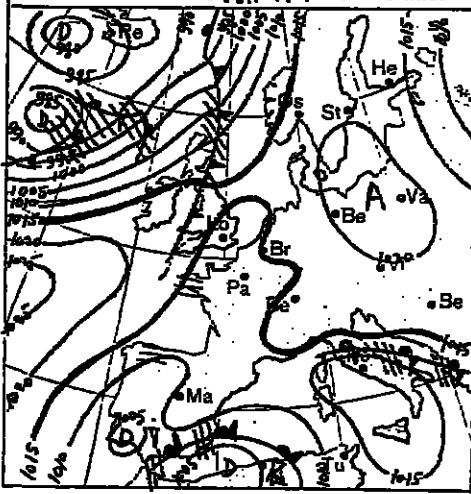
GUY BROUTY.

Journal officiel

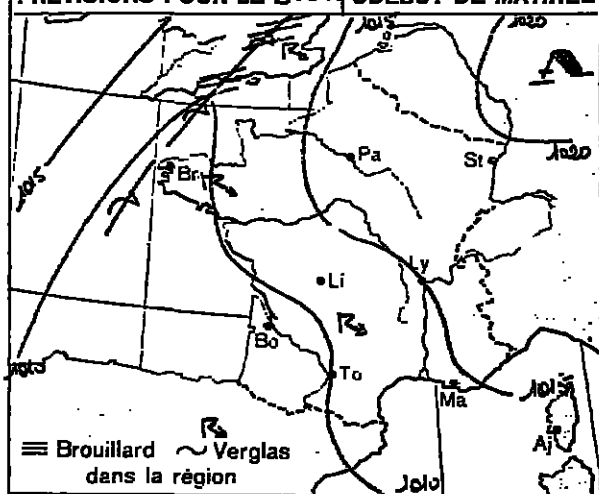
Est publié au Journal officiel du 8 mai 1976.
UNE CIRCULAIRE
● Relative à la libération des locaux de la sous-catégorie II A par le décret n° 75-803 du 26 août 1975.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 MAI 1976 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 5.5.76 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/4 de mm)
Zone de pluie ou neige ▽ aversees ☼ orages ➡ Sens de la marche des fronts
— Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 8 mai à 6 heures et le dimanche 9 mai à 6 heures:
Des masses d'air chaud et instable continueront à évoluer lentement au-dessus de la France, ce qui donnera des orages locaux, mais la perturbation britannique atteindra nos régions du nord-ouest et du nord.
Dimanche 9 mai le temps sera un peu plus frais que les jours précédents, de la Bretagne à la Flandre, où il y aura des brumes ou des brouillards le matin, mais il restera

très chaud sur les autres régions. Le nord et l'est du pays seront généralement bien ensoleillés tandis qu'ailleurs, ne développeront des nuages de type instable qui donneront des foyers orageux. Des basses locales de température accompagneront les orages.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 mai; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8 mai): Ajaccio, 21 et 11 degrés; Biarritz, 25 et 13; Bordeaux, 27 et 13; Brest, 26 et 9; Clermont-Ferrand, 27 et 11; Dijon, 27 et 12; Grenoble, 27 et 9; Lille, 29 et 11; Lyon, 29 et 12; Marseille, 26 et 15; Nancy, 28 et 10; Paris-Le Bourget, 30 et 12; Pau, 25 et 12; Perpignan, 23 et 15; Rennes, 28 et 12; Strasbourg, 28 et 10; Tours, 29 et 14; Toulouse, 26 et 13; Poitiers, 29 et 12.
Températures relevées à l'étranger: Alger, 22 et 14 degrés; Amsterdam, 28 et 14; Athènes, 24 et 16; Berlin, 20 et 9; Bonn, 29 et 12; Bruxelles, 28 et 17; Les Canaries, 22 et 15; Copenhague, 13 et 6; Genève, 27 et 12; Madrid, 24 et 12; Moscou, 10 et 7; New-York, 23 et 11; Palma-de-Majorque, 24 et 16; Rome, 20 et 14; Stockholm, 15 et 1.

AÉRONAUTIQUE

M. SPINELLI: l'Europe risque de devenir un sous-traitant de l'industrie américaine.

Bruxelles (A.F.P.). — M. Altiero Spinelli, membre de la commission du Marché commun, plus spécialement responsable des problèmes industriels, a reproché vendredi 7 mai aux gouvernements des Neuf et aux constructeurs aéronautiques de chercher davantage de solutions à leurs problèmes dans la sous-traitance avec des sociétés américaines que dans des formules européennes.

M. Spinelli a noté que seuls l'industrie et les syndicats en Grande-Bretagne ainsi que les gouvernements de Bonn et de la Haye avaient vraiment appuyé l'idée d'un programme européen. En revanche, en Italie et en France, l'industrie soutient par les gouvernements de ces pays a choisi la collaboration avec les Etats-Unis; l'industrie cherche une coopération avec Douglas et la SNIA avec Boeing, a indiqué M. Spinelli.

Le commissaire européen a souligné le danger pour l'industrie aéronautique européenne de devenir « un sous-traitant » d'entreprises américaines qui cherchent, par ces accords, à la fois à maintenir leur position dominante sur le marché et à avoir accès aux financements publics provenant des gouvernements européens.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 2297-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
et COMMUNAUTÉ (sans Algérie)
98 F 168 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 233 F 322 F 398 F

ÉTRANGERS
par mandat postal
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS — SUISSE
115 F 210 F 307 F 400 F

II. — TUNISIE
125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne
toute sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) nous envoient bien joindre ce chèque à leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Changements d'adresse
difficile ou provisoires (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à fournir leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les souscriptions en espèces d'urgence.

JOURNÉE NATIONALE DU SOUVENIR
FRANÇAISES et FRANÇAIS
le 9 MAI
ACHETEZ LE
BLEUET DE FRANCE

Emblème des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre

AU PROFIT des VEUFS — ORPHELINS et ASCENDANTS
PARTICIPATION MINIMUM 0,50 F

HISTOIRE
Louise de Coligny et la lignée royale néerlandaise

M. Jacques Allier, président de la Société de l'histoire du protestantisme français, nous écrit:
L'excellente notice publiée dans le Monde du 21 avril sur la famille royale des Pays-Bas, sous le titre: « Une lignée franco-allemande », comporte une lacune que l'on nous permettra de réparer: la présence de Louise de Coligny dans la lignée royale néerlandaise.
Louise de Coligny, fille de Gaspard de Coligny, épousa en premières noces, à seize ans, le jeune Charles de Teligny, gentilhomme attaché à la personne de l'amiral, qui fut massacré, comme celui-ci, dans la nuit de la Saint-Barthélemy, le 24 avril 1572.
Onze années plus tard, en 1583, Louise de Coligny épousa Guillaume d'Orange, dit le Taciturne, stathouder des Pays-Bas, et en eut un fils, Frédéric, qui continua la lignée. C'est donc d'elle que descend la maison d'Orange-Nassau qui règne toujours.
Chaque fois qu'elle vient à Paris en visite officielle, la reine ne manque pas d'aller s'incliner devant la statue de son illustre ancêtre, l'amiral Gaspard de Coligny, qui se dresse au chevet du temple de l'Oratoire du Louvre, rue de Rivoli.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI			L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03	Achat-Vente-Location	32,00	37,36
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37	EXCLUSIVITES	25,00	29,19
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18	L'AGENDA DU MONDE		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89	(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE SUISSE
cherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Allez-vous nous aider à fonder la filiale à Paris de notre Société ?
Il s'agit d'un travail très intéressant pour lequel nous demandons beaucoup d'engagement et un talent d'organisation très prononcé. En outre, notre secrétaire de direction doit travailler d'une manière indépendante.
Activités de notre société : représentations et ventes U.S.A. Europe de machines et installations industrielles.
Langues : Français et Anglais, et possible Allemand et Italien.
Le salaire correspond à la position vraiment indépendante.
Lieu de travail : Paris-Centre.
Envoyez lettre avec photo et C.V. détaillé en indiquant la rémunération souhaitée à :
SLOOMAG AG, Kreuzstrasse 35,
CH-8008 Zurich, Suisse.

représent.
offre

Recherchons pour secteurs
région Parisienne et Nord
Picardie, Ardennes, Champagne

UN TECHNICIEN COMMERCIAL
E.N.P., 11-17 ou équivalent,
orienté vers
l'action commerciale
pouvant intervenir en assistance
auprès de la clientèle week-end et de
consommation industrielle
des Forces, industries,
à domicile.
Nécessité de pouvoir voyager
4 jours de semaine
et d'être domicilié
dans le secteur à pourvoir.
Envoyer
avec photo et références :
FORGES D'ALLIANCE
Service du Personnel
B.P. 17 Le Chevillon
3500 GONCELIN

Régionales

Rech. RESPONSABLE
Abatjoirs, volailles, Ours.
8.000 tonnes/an - Envoyer C.V.
confiance et références pour le
n° 1 062.044 M. Régis-Prasse,
85 bis, rue de la République,
92100 Nanterre.

URGENT. T.E.I.D. Technologie
Mécanique Industrielle et d'usinage.
(19) Levallois-Perret
recherche pour B.E. :
TECHNICIEN
Expér. industrielle et Bâtiment.
Organisme de formation, rech.
Chimie, Physique, Mécatronique,
du 15 mai au 15 juillet.
Tél. 01-47-55-15. Mouchy-St-Eloi.

villégiatures

F 1 2 pers. - F 2 3 pers.
à louer août et septembre.
100 m de la mer. TOULON.
Tél. (94) 41-48-47

2 Jumeaux meublés avec 3 entrées
sur tout 7 pers. ch. à louer été
maison de vac. Côte Atlantique
Vendée-Deux-Sèvres, du 15 juin au
31 juillet. Ecr. n° 4230, « Le
Monde » 10 rue de la Harpe,
75007 PARIS-9

CAP-D'AGDE - Vigne libre
Découvrez les vacances nature
dans un cadre exceptionnel à
Agde, 2 à 3 pers. Front de
mer, Cadre agréable, exception-
nellement calme, vue sur la mer.
N° 19, rue Pierre-Dumortier,
75017 Paris. Tél. 01-47-55-15

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

DOCTEUR-FINLAY
Rare. Récent beau 5 p. lumineux,
cuis., écurie, bus, cab. toil.,
Soleil. Verdissement.
REJOY : 57-29-29

11° PERE-LACHAISE
Dans VILLE PRIVILEE
2 pièces, cuis., bain, 145.000 F.
Dim. 40 m², 15-16 h 7, cité Joly,
Tél. 70-44-44, le soir.

XVI° MURAT
DANS IMMEUBLE TOUT CONFIT
7 étages - ASC. DESCENDREUR
3 P. CUIS., CUIS., CUIS., CUIS.,
CHAUFF. CENTRAL, CUIS. ET
SOLEIL. EXCEPTIONNEL
PRIX 307.500 F
Samedi, lundi, 14 h à 18 h :
173-175, BOUL. MURAT, ou
Tél. 72-94-45

Paris Rive gauche

15° Fête-Panthe, dans bel imm.
ordable rez-de-cha. 35 m² s/p et
cours, 2 entrées, très ch. toil.,
23 pièces, cuis., wc, cab. toil.,
224-16-42. Possibilité d'acheter avec
cave de 45 m². Prix total :
190.000 F. Poterie, 15-16 h, lundi,
15 à 17 h, sém., dim. lundi,
24, rue JEAN-MARINO

15° FÊTE-PANTHE, dans bel imm.
ordable rez-de-cha. 35 m² s/p et
cours, 2 entrées, très ch. toil.,
23 pièces, cuis., wc, cab. toil.,
224-16-42. Possibilité d'acheter avec
cave de 45 m². Prix total :
190.000 F. Poterie, 15-16 h, lundi,
15 à 17 h, sém., dim. lundi,
24, rue JEAN-MARINO

15° FÊTE-PANTHE, dans bel imm.
ordable rez-de-cha. 35 m² s/p et
cours, 2 entrées, très ch. toil.,
23 pièces, cuis., wc, cab. toil.,
224-16-42. Possibilité d'acheter avec
cave de 45 m². Prix total :
190.000 F. Poterie, 15-16 h, lundi,
15 à 17 h, sém., dim. lundi,
24, rue JEAN-MARINO

15° FÊTE-PANTHE, dans bel imm.
ordable rez-de-cha. 35 m² s/p et
cours, 2 entrées, très ch. toil.,
23 pièces, cuis., wc, cab. toil.,
224-16-42. Possibilité d'acheter avec
cave de 45 m². Prix total :
190.000 F. Poterie, 15-16 h, lundi,
15 à 17 h, sém., dim. lundi,
24, rue JEAN-MARINO

15° FÊTE-PANTHE, dans bel imm.
ordable rez-de-cha. 35 m² s/p et
cours, 2 entrées, très ch. toil.,
23 pièces, cuis., wc, cab. toil.,
224-16-42. Possibilité d'acheter avec
cave de 45 m². Prix total :
190.000 F. Poterie, 15-16 h, lundi,
15 à 17 h, sém., dim. lundi,
24, rue JEAN-MARINO

15° FÊTE-PANTHE, dans bel imm.
ordable rez-de-cha. 35 m² s/p et
cours, 2 entrées, très ch. toil.,
23 pièces, cuis., wc, cab. toil.,
224-16-42. Possibilité d'acheter avec
cave de 45 m². Prix total :
190.000 F. Poterie, 15-16 h, lundi,
15 à 17 h, sém., dim. lundi,
24, rue JEAN-MARINO

15° FÊTE-PANTHE, dans bel imm.
ordable rez-de-cha. 35 m² s/p et
cours, 2 entrées, très ch. toil.,
23 pièces, cuis., wc, cab. toil.,
224-16-42. Possibilité d'acheter avec
cave de 45 m². Prix total :
190.000 F. Poterie, 15-16 h, lundi,
15 à 17 h, sém., dim. lundi,
24, rue JEAN-MARINO

15° FÊTE-PANTHE, dans bel imm.
ordable rez-de-cha. 35 m² s/p et
cours, 2 entrées, très ch. toil.,
23 pièces, cuis., wc, cab. toil.,
224-16-42. Possibilité d'acheter avec
cave de 45 m². Prix total :
190.000 F. Poterie, 15-16 h, lundi,
15 à 17 h, sém., dim. lundi,
24, rue JEAN-MARINO

propriétés

propriétés

Paris 7° M. Maison de caractère
connue sous le nom de
CHATEAU DE GRAND ROZOUY,
dans FAISNE. Parc attenant :
17.500 m². Proximité autoroute
N° 10. 100 m de la Seine. 100 m
de la Seine. 100 m de la Seine.
500.000 F. S'adresser : M. L. L.
2210 OULCHY-LE-CHATEAU,
Tél. : (20) 55-41-47

PARIS 15° M. Maison de caractère
connue sous le nom de
CHATEAU DE GRAND ROZOUY,
dans FAISNE. Parc attenant :
17.500 m². Proximité autoroute
N° 10. 100 m de la Seine. 100 m
de la Seine. 100 m de la Seine.
500.000 F. S'adresser : M. L. L.
2210 OULCHY-LE-CHATEAU,
Tél. : (20) 55-41-47

PARIS 15° M. Maison de caractère
connue sous le nom de
CHATEAU DE GRAND ROZOUY,
dans FAISNE. Parc attenant :
17.500 m². Proximité autoroute
N° 10. 100 m de la Seine. 100 m
de la Seine. 100 m de la Seine.
500.000 F. S'adresser : M. L. L.
2210 OULCHY-LE-CHATEAU,
Tél. : (20) 55-41-47

PARIS 15° M. Maison de caractère
connue sous le nom de
CHATEAU DE GRAND ROZOUY,
dans FAISNE. Parc attenant :
17.500 m². Proximité autoroute
N° 10. 100 m de la Seine. 100 m
de la Seine. 100 m de la Seine.
500.000 F. S'adresser : M. L. L.
2210 OULCHY-LE-CHATEAU,
Tél. : (20) 55-41-47

PARIS 15° M. Maison de caractère
connue sous le nom de
CHATEAU DE GRAND ROZOUY,
dans FAISNE. Parc attenant :
17.500 m². Proximité autoroute
N° 10. 100 m de la Seine. 100 m
de la Seine. 100 m de la Seine.
500.000 F. S'adresser : M. L. L.
2210 OULCHY-LE-CHATEAU,
Tél. : (20) 55-41-47

PARIS 15° M. Maison de caractère
connue sous le nom de
CHATEAU DE GRAND ROZOUY,
dans FAISNE. Parc attenant :
17.500 m². Proximité autoroute
N° 10. 100 m de la Seine. 100 m
de la Seine. 100 m de la Seine.
500.000 F. S'adresser : M. L. L.
2210 OULCHY-LE-CHATEAU,
Tél. : (20) 55-41-47

PARIS 15° M. Maison de caractère
connue sous le nom de
CHATEAU DE GRAND ROZOUY,
dans FAISNE. Parc attenant :
17.500 m². Proximité autoroute
N° 10. 100 m de la Seine. 100 m
de la Seine. 100 m de la Seine.
500.000 F. S'adresser : M. L. L.
2210 OULCHY-LE-CHATEAU,
Tél. : (20) 55-41-47

PARIS 15° M. Maison de caractère
connue sous le nom de
CHATEAU DE GRAND ROZOUY,
dans FAISNE. Parc attenant :
17.500 m². Proximité autoroute
N° 10. 100 m de la Seine. 100 m
de la Seine. 100 m de la Seine.
500.000 F. S'adresser : M. L. L.
2210 OULCHY-LE-CHATEAU,
Tél. : (20) 55-41-47

PARIS 15° M. Maison de caractère
connue sous le nom de
CHATEAU DE GRAND ROZOUY,
dans FAISNE. Parc attenant :
17.500 m². Proximité autoroute
N° 10. 100 m de la Seine. 100 m
de la Seine. 100 m de la Seine.
500.000 F. S'adresser : M. L. L.
2210 OULCHY-LE-CHATEAU,
Tél. : (20) 55-41-47

PARIS 15° M. Maison de caractère
connue sous le nom de
CHATEAU DE GRAND ROZOUY,
dans FAISNE. Parc attenant :
17.500 m². Proximité autoroute
N° 10. 100 m de la Seine. 100 m
de la Seine. 100 m de la Seine.
500.000 F. S'adresser : M. L. L.
2210 OULCHY-LE-CHATEAU,
Tél. : (20) 55-41-47

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Ruée sur le franc suisse — Redressement de la lire

L'agitation a régné à nouveau sur le marché des changes, après l'accalmie de la semaine précédente. Les opérateurs se sont littéralement rués sur le franc suisse, dont la hausse s'est poursuivie malgré les interventions des autorités monétaires helvétiques. Quant à la lire italienne, après avoir touché son plus bas niveau historique, elle s'est quelque peu redressée, grâce aux mesures restrictives prises par le gouvernement italien.

Dès le début de la semaine, un vent de folie a soufflé sur les marchés des changes helvétiques, comme aux plus mauvais jours de mars 1973 et de février 1975, la spéculation à la hausse du franc suisse se déchaîna de plus belle. Le cours du franc suisse perdait près de 2 % tombant de plus de 251 FF jeudi, malgré les achats massifs de la Banque nationale suisse, celle-ci s'étant vue obliger de verser plus de 750 millions de francs, et dont l'effet a été presque nul. Les autres monnaies perdaient à peu près autant de terrain, même le deutschemark tombant de 88 DM pour 100 FF.

Les motifs de cet intérêt passionné pour le franc suisse n'ont guère varié. A très court terme, le maintien, peut-être provisoire, des taux d'intérêt américains à un niveau assez bas, pénalise le dollar. De même, la faiblesse de la livre et de la lire et les francs entraînent des transferts successifs au profit de la monnaie helvétique : à plus longue échéance, la solidité proverbiale de cette monnaie, littéralement insurmontable, et l'attrait des comptes anonymes dans le secret des banques continuent à exercer une sorte de fascination sur les détenteurs de capitaux de tous les pays. Le président du directoire de la Banque nationale suisse (B.N.S.), M. Fritz Leutenicher, n'a-t-il pas admis publiquement que son pays devait s'habituer à une situation de franc fort ? Au reste, l'on sait pertinemment que, en dépit de la pénalisation infligée aux industries exportatrices d'outre-mer par l'envolée du franc, les responsables de la B.N.S. s'efforcent de maintenir à la fois l'idée d'une politique d'interventions limitées, qui soufflerait l'engagement à un contrôle des changes, jugée incompatible avec la philosophie suisse. Une telle attitude pourra-t-elle être

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre (la ligne intérieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Franc	Lire	Mark	Livre	\$ U.S.	Franc suisse	Franc belge	Franc néerl.
Londres	4,9046	1,5693	4,6263	182,50	8,5300	4,5280	70,9463	
	4,9311	1,6039	4,6763	184,40	8,5961	4,6339	71,6623	
New-York	37,2093	0,1102	39,4477	182,50	81,3949	46,3223	2,5753	
	37,2430	0,1113	39,4321	184,40	81,3949	46,3223	2,5753	
Paris	173,91	5,4348	154,37	8,5300	4,6740	183,46	12,0461	
	173,63	5,1915	152,85	8,5961	4,6629	183,51	12,0461	
Zurich	92,2780	2,8837	97,5303	4,5280	4,4804	83,6594	4,3391	
	93,3949	2,7394	98,0930	4,6339	2,5130	83,6039	4,6718	
Frankfurt	94,3555	2,9476	4,6263	2,5350	54,2382	102,2177	6,5301	
	94,4306	2,8240	4,6763	2,5350	54,3972	100,9182	6,5311	
Bruxelles	14,4446	4,5139	15,3136	70,9463	38,3200	15,6332		
	14,4618	4,3240	15,3115	71,6623	38,3200	15,6332		
Amsterdam	3,1250	106,0157	4,9046	2,6873	87,4989	106,3669	6,9229	
	2,9891	105,8733	4,9311	2,6850	87,5933	106,3444	6,9147	

reste, à prendre des mesures draconiennes en matière de contrôle des changes, visant à freiner les achats anticipés de devises pour financer les importations. Les importateurs italiens devront donc passer auprès de la Banque d'Italie pendant quatre-vingt-dix jours une somme égale à 50 % du montant de leurs achats, ce qui, compte tenu d'un taux d'intérêt d'environ 18 % sur le découvert bancaire, correspond à une surtaxe de 225 %. Seules les importations de céréales échappent à cette mesure, autorisée par la Commission du Marché du commun au titre de la clause de sauvegarde, et jugée extrêmement sévère par les observateurs. Son effet fut immédiat sur le marché des changes, la lire reprit 5 % en deux jours pour

redresser à l'annonce d'un accord sur les salaires entre le gouvernement britannique et les syndicats, a fléchi à nouveau, les concessions faites par les autorités étant jugées excessives. Sur le marché de l'or, l'annonce des premières ventes de métal par le Fonds monétaire, qui débuteront le 2 juin et porteront sur 780 000 onces (28 millions au total en quatre ans), a réveillé un peu l'intérêt. Pour le franchissement de la B.R.I., les banques centrales, et notamment la Banque de France, se porteront vraisemblablement acquiescentes. Les cours ont peu varié à cette mesure, largement anticipée : l'once d'or, après avoir fléchi à 127,40 dollars, a remonté en fin de semaine au-dessus de 128 dollars (128,55).

FRANÇOIS REMOND.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

NOUVELLE FERMETÉ DE L'ÉTAI — FORTE POUSSÉE DU CAFÉ

MÉTALUX. — Faibles en début de semaine, les cours du métal furent ensuite stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le cinquième accord international. Ce pas décisif en faveur de la Boîte d'acier a entraîné une forte hausse du prix de l'acier, qui a atteint 47 275 \$ les 100 lb. Les prix de l'acier ont aussi été stimulés par l'annonce d'une baisse des stocks du Métal Exchange (1050 tonnes) qui sont revenues à 563 675 tonnes. La réaction fut d'autant plus vive que les opérateurs s'attendaient un nouveau gonflement de ces stocks. En fin de semaine, le mouvement de hausse s'est accentué sous l'influence de la bonne tenue des stocks d'acier de production d'informations propres à tempérer l'optimisme des acheteurs. En effet, on note que les stocks britanniques ont progressé de 1 250 tonnes, pour atteindre 8 900 tonnes, et que par ailleurs la Boîte est revenue sur sa décision de ne pas signer le

